

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe  
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 148  
N° 4

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 28  
no Tenuare 1999

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

##### Pages

Décret n° 98-1269 du 29 décembre 1998 modifiant le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 portant dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 21 DRCL du 12 janvier 1999) ..... 164

Arrêté du 21 décembre 1998 relatif aux intérêts moratoires dus en application des dispositions du code des marchés publics rendues applicables aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics. (Arrêté de promulgation n° 21 DRCL du 12 janvier 1999) ..... 165

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 659 AC.DIR.INFRA du 7 décembre 1998 dotant les aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa d'une commission consultative économique commune, et se substituant aux dispositions de l'arrêté n° 5284 AC.DIR.INFRA.NA du 24 décembre 1974 ..... 166

Arrêté n° 660 AC.DIR.INFRA du 7 décembre 1998 désignant les membres et notamment le président de la commission consultative économique commune des aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa, et se substituant aux dispositions de l'arrêté n° 817 AC.DIR.INFRA.BA du 10 octobre 1996 ..... 167

Arrêté n° 690 AC.DIR.INFRA du 29 décembre 1998 modifiant l'arrêté n° 833 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Société d'équipement de Tahiti et des îles ..... 167

Arrêté n° 23 MAC du 13 janvier 1999 fixant à compter du 1er janvier 1998 à 20,315 F CFP par mois le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs (dotation spéciale instituteurs). ..... 168

Arrêté n° 24 DRCL du 13 janvier 1999 modifiant l'arrêté n° 677 DRCL du 17 décembre 1998 portant déconsignation des fonds versés à la Caisse des dépôts et consignations d'une indemnité due à raison de l'expropriation d'une terre (terre Taihaata) sise à Tubuai. .... 169

**EXTRAITS**

Arrêtés n° 4 à n° 12 MIDCR du 5 janvier 1999 portant attribution de subventions au titre du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche "Fonds pour la recherche et la technologie", chapitre 66-04, article 10 (1998), Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.) : - Etude des filières de commercialisation des productions maraîchères ; - programmation des actions de recherche et développement sur le santal (Marquises) ; - suivi et évaluation du programme agrumes ; - étude de la gestion des troupeaux de chevaux sauvages et chèvres férales aux Marquises ; - suivi et évaluation du programme café ; - étude des techniques culturales de la pomme de terre à Tubuai ; - étude du carpophage des Marquises ; - étude des systèmes agraires de Tubuai ; - suivi et évaluation du programme d'appui aux maraîchers des Australes (contrat de développement, chapitre 1er : Le développement économique, article 6 : La recherche appliquée au développement). 169

Arrêté n° 99-1 TG du 8 janvier 1999 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 . . . . . 171

**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
OU DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Délibération n° 99-1 APF du 14 janvier 1999 soumettant le compte financier 1997 de l'Institut de la communication audiovisuelle . . . . .	171
Délibération n° 99-2 APF du 14 janvier 1999 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi relatif à la partie législative du code de justice administrative. . . . .	172
Délibération n° 99-3 APF du 14 janvier 1999 fixant le programme 1998 de la section territoriale du Fonds d'investissement de développement économique et social (F.I.D.E.S.) . . . . .	173
Délibération n° 99-4 APF du 14 janvier 1999 portant modification de la délibération n° 97-6 du 4 février 1997 fixant le programme 1996 de la section territoriale du Fonds d'investissement de développement économique et social (F.I.D.E.S.) . . . . .	174
Délibération n° 99-5 APF du 14 janvier 1999 portant modification du tarif des douanes . . . . .	175
Délibération n° 99-6 APF du 14 janvier 1999 portant désignation des membres du collège d'experts en matière foncière. . . . .	175
Délibération n° 99-7 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1997 de l'Institut territorial de la consommation . . . . .	176
Délibération n° 99-8 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier de l'exercice 1997 et affectation du résultat en report à nouveau de la Caisse de soutien des prix du coprah . . . . .	176
Délibération n° 99-9 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier de l'exercice 1997 du Centre de formation professionnelle des adultes. . . . .	177
Délibération n° 99-10 APF du 14 janvier 1999 reportant la date d'entrée en vigueur de la délibération n° 98-201 APF du 3 décembre 1998 relative à l'organisation de l'exercice des compétences de la Polynésie française en matière de droit du travail . . . . .	177
Délibération n° 99-11 APF du 14 janvier 1999 organisant le contrôle et l'évaluation des régimes de protection sociale et des instances qui les gèrent . . . . .	178
Délibérations n° 99-12 et n° 99-13 APF du 14 janvier 1999 portant approbation des comptes financiers, exercices 1995 et 1996, de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono et affectation des résultats . . . . .	179
Délibération n° 99-14 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier de l'Office territorial d'action culturelle, exercice 1997 . . . . .	180
Délibération n° 99-15 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier 1997 du Centre des métiers d'art. . . . .	181
Délibération n° 99-16 APF du 14 janvier 1999 portant réglementation des extractions de matériaux en terrain privé . . . . .	181

**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 50 CM du 14 janvier 1999 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention du 29 avril 1997 passée entre la Polynésie française et La Française des Jeux . . . . .	183
Arrêtés n° 53 à n° 55 CM du 15 janvier 1999 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue : - à M. Jackie Yumain et Mlle Tupuraa Morris pour leur projet d'habitation à Papeete, Tipaerui ; - à M. Nicolas Chin Loy en ce qui concerne un projet de parc de stationnement couvert à réaliser sur les parcelles cadastrées n° 22 et n° 52, section CE, à Papeete ; - à Mlle Ilona Thomas en ce qui concerne un projet de clôture à réaliser sur la parcelle cadastrée n° 111, section I, sise à Pirae . . . . .	184
Arrêté n° 60 CM du 18 janvier 1999 autorisant l'implantation du magasin Sin Tung Hing Matériaux de construction - Ace Home Center sur la commune de Punaauia . . . . .	186
Arrêté n° 61 CM du 18 janvier 1999 autorisant l'implantation du magasin Weldom sur la commune de Punaauia . . . . .	187
<b>EXTRAITS</b>	
Arrêté n° 56 CM du 15 janvier 1999 modifiant l'arrêté n° 535 CM du 20 avril 1998 portant désignation, pour deux ans, des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale . . . . .	187
Arrêtés n° 57 à n° 59 CM du 15 janvier 1999 autorisant, à titre de régularisation : - une concession temporaire d'un emplacement remblayé du domaine public maritime d'une superficie de 267 m2 sis au droit d'un remblai autorisé et appartenant au lot 2 de la terre Fau-tiaioa à Teavaro, commune de Moorea-Maiao ; - l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Pirae, au profit de M. François Lighthart ; - l'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime sis à Pirae, au profit de M. François Lighthart . . . . .	188
Arrêtés n° 62 et n° 63 CM du 18 janvier 1999 autorisant la concession temporaire : - d'un emplacement du domaine public maritime (lais de mer) d'une superficie totale de 599 m2 au droit de la terre Arahiri 2 cadastrée section B n° 107 dans la commune de Pirae au profit de Mme Pépé Chin Foo épouse Lau ; - d'une portion du domaine public maritime (lais de mer) d'une superficie de 639 m2 sise au droit de la terre Arahiri 1 cadastrée section B n° 108 et n° 109 dans la commune de Pirae au profit de la S.C.I. Moeva . . . . .	189
Arrêté n° 64 CM du 18 janvier 1999 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société polynésienne d'investissements maritimes, pour l'exploitation du navire à passagers Ono Ono II sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent . . . . .	190
Arrêté n° 65 CM du 18 janvier 1999 portant approbation du programme de vols réguliers hiver 1998 de la compagnie Air New Zealand . . . . .	190
Arrêté n° 66 CM du 18 janvier 1999 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 28-98 du 4 décembre 1998 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs portant adoption du budget primitif, exercice 1999, de l'O.T.E.S.S.E. . . . .	191
Arrêté n° 67 CM du 18 janvier 1999 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 29-98 à n° 31-98 et n° 33-98 à n° 39-98 du 4 décembre 1998 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs . . . . .	191
Arrêtés n° 68 à n° 90 CM du 19 janvier 1999 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française à MM. Farauru Ben Teari, Ariihoho'a Tuterai, Bouleau Sylvain et Bouleau Auguste, Deane Georges Tamahahe, Drollet Maxime Anthony Teiva, Heitaa Frédéric Tuaheana, Mu San Michaël, Pourrat Philippe Louis, Taurai Atera, Boisson Guy Roger Alexandre, Boisson Roger, Coulon Joël Stéphane, Firuu Lucien, Huuti Huuti, Leroux Jean Claude, Ley André, Mamatui Tekoreno Etienne, Natua Kaivero André, Papara Gustave, Soi Louk Yves, Tauraa Tetuanui, Tavaitai Heifara Wilson, Tehaapapa Marcel . . . . .	191
Arrêtés n° 91 à n° 99 CM du 20 janvier 1999 accordant le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française à MM. Teikihokatoua Jules Tonato, Tsiou Fouc Kin San, Tumarae Atu, Vidal Darrel Teriitevaeaerai, White Tonino Tuahiti, Tefaaora Edgar Clément, Tefaaora Edgar, Tuanua Tutara et à la S.A.R.L. Tahitian Fisheries . . . . .	197
Arrêté n° 100 CM du 21 janvier 1999 rendant exécutoire la délibération n° 98-43 OPT relative à la modification des tarifs Télétel adoptée par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 17 décembre 1998 . . . . .	199
Arrêté n° 101 CM du 21 janvier 1999 relatif à la majoration d'heures dues aux agents auxiliaires de contrôle phytosanitaire en poste au département de la protection des végétaux . . . . .	199

Arrêté n° 102 CM du 21 janvier 1999 portant répartition des crédits de paiement de l'exercice 1999 du compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.) .....	200
Arrêté n° 103 CM du 21 janvier 1999 portant répartition des crédits de paiement de l'exercice 1999 du compte spécial Fonds d'investissement pour le développement économique et social (F.I.D.E.S.-territoire) .....	200
Arrêté n° 104 CM du 21 janvier 1999 autorisant le territoire à accorder sa garantie de bonne fin à sept emprunts rééchelonnés consentis par l'Agence française de développement à la S.A. Coder Marama Nui .....	200
Arrêté n° 105 CM du 21 janvier 1999 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de décembre 1998. ....	201
Arrêté n° 106 CM du 21 janvier 1999 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service des ressources marines, d'un local à usage de bureaux sis à Aitiha, Moorea .....	201
Arrêté n° 107 CM du 21 janvier 1999 autorisant l'empiètement du domaine public routier dans la zone des 6,50 m par rapport à l'axe de la route, d'une clôture sise au droit de la terre Airepo, parcelle D, à Vairao, commune de Taiarapu-Ouest, au profit de M. Bernard Tang (régularisation) .....	201
Arrêté n° 108 CM du 21 janvier 1999 autorisant, à titre de régularisation, la concession temporaire d'un emplacement remblayé du domaine public maritime d'une superficie totale de 105 m <sup>2</sup> sis au droit du lot n° 38 de la terre dite "propriété Dexter" dans la commune de Paea, au profit de Mme Irène Tamanihi. ....	201
Arrêté n° 109 CM du 21 janvier 1999 portant modification de l'arrêté n° 719 CM du 25 mai 1998 ordonnant le règlement des indemnités dues à certains propriétaires de parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Papeete .....	202
Arrêté n° 110 CM du 21 janvier 1999 ordonnant le règlement des indemnités dues au Camica, propriétaire des parcelles de terre cadastrées sous les références A 188, A 189 et A 190, détachées de la terre Afareni parcelle et nécessaires à la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Pirae .....	202
Arrêté n° 111 CM du 21 janvier 1999 ordonnant le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires de maisons d'habitation construites sur les parcelles de terre cadastrées sous les références A 188, A 189 et A 190, touchées par la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Pirae .....	202
Arrêté n° 112 CM du 21 janvier 1999 autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime d'une superficie de 900 m <sup>2</sup> pour l'aménagement d'une aire de baignade sise au droit d'un lais de mer cadastré section AP n° 158, appartenant à la Polynésie française, dans la commune de Papara, au profit de la direction des enseignements secondaires (collège de Papara). ....	203
Arrêté n° 113 CM du 21 janvier 1999 autorisant l'occupation temporaire d'une portion du domaine public maritime d'une superficie de 95 m <sup>2</sup> au droit du marae Taputapuata à Opoa, commune de Taputapuata, pour l'aménagement d'un ponton au profit de la direction de l'équipement .....	203
Arrêté n° 114 CM du 21 janvier 1999 autorisant l'occupation temporaire d'une parcelle du domaine public portuaire de Tiputa à Rangiroa au profit de la société Service Mobil S.A. ....	203
Arrêté n° 115 CM du 21 janvier 1999 ordonnant le règlement des indemnités dues à certains propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Papeete .....	203
Arrêté n° 116 CM du 21 janvier 1999 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service de l'éducation et de l'enseignement technique d'un local à usage de bureaux sis à Avatoru (Rangiroa) .....	203
Arrêté n° 117 CM du 21 janvier 1999 modifiant l'arrêté n° 1814 CM du 28 décembre 1998 octroyant une avance remboursable à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétit) .....	203

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Ministère des finances et des réformes administratives

#### EXTRAITS

Arrêtés n° 279 à n° 281 MFR du 19 janvier 1999 portant inscription sur les listes d'aptitude permettant l'accès au grade d'aide médico-technique, au grade d'aide technique et au grade d'agent de bureau .....	204
---	-----

Arrêté n° 282 MFR du 19 janvier 1999 nommant les membres du jury pour le concours externe sur épreuves, pour le recrutement d'un ingénieur subdivisionnaire de catégorie A relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, pour une affectation au service territorial de l'énergie et des mines ..... 204

Arrêté n° 319 MFR du 20 janvier 1999 portant modification de l'arrêté n° 711 MFR du 21 février 1994 portant nomination des régisseurs de la délégation de la Polynésie française à Paris ..... 204

#### **Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme**

Arrêté n° 322 MAA.AU du 20 janvier 1999 autorisant M. Jorda Jean-Jacques à réaliser pour le compte de la S.C.I. Jade les travaux de viabilisation du lotissement industriel Jade à Papeete, vallée de Tipaerui. (Extraits) ..... 204

#### **Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle**

Arrêté n° 321 MEF du 20 janvier 1999 portant modification de l'arrêté n° 8062 MEF du 29 octobre 1998 portant délégation de signature au chef de service de l'inspection du travail ..... 206

#### **Ministère du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales**

##### **EXTRAITS**

Arrêtés n° 219 et n° 220 MLD du 14 janvier 1999 portant autorisation d'occupations temporaires du domaine public maritime : - à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de MM. Sylvain Koan et Kwang Hong dit Frédéric Koan ; - à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Piritua Axel Bellais ..... 206

Arrêté n° 274 MLD du 18 janvier 1999 modifiant les articles 1er et 3 de l'arrêté n° 401 CM du 29 avril 1996 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Tefarerii, commune de Huahine, au profit de Mlle Mirimiri Clara Taraina Sandrine Tsing Tsing ..... 207

Arrêté n° 294 MLD du 19 janvier 1999 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 1080 CM du 28 septembre 1992 en ce qu'elles concernent Mme Juliette Simone Tapi épouse Lucas à Raraka, commune de Fakarava ..... 207

Arrêté n° 295 MLD du 19 janvier 1999 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 2940 MLD du 14 mai 1997 en ce qu'elles concernent M. Manuera Tyrone Hiva à Ahe, commune de Manihi ..... 207

Arrêté n° 296 MLD du 19 janvier 1999 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Matai Rapana Virilina Vairau ..... 207

#### **Ministère de l'agriculture et de l'élevage**

Arrêté n° 320 MAG du 20 janvier 1999 portant déclaration d'infection de l'élevage de porcs de M. Jean-Yves Vahirua (Haumi, Moorea), par la maladie d'Aujeszky ..... 207

##### **EXTRAITS**

Arrêtés n° 160 à n° 204 MAG du 14 janvier 1999 octroyant des aides au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à : Mmes Taumihau Linette née Chee Ayee, Tautu Edna, MM. Tehio Marie-Luc Taputu, Paheroo Arthur, Mo Tam Poo Mou Theng Loy, Moorua Tuarae, Moorua Maxime, Maui Léon, Make Lewis, Mairau Bayard, Chung Si Nam Jean-Paul, Mmes Famibelle Colette, Tahuaitu Philomène, MM. Tamu Pehe, Tapi Augustin, Taputuarai René, Tarafau Tuahu, Tepaiatua Joseph, Tetuanui Ferdinand, Tauraa Wilson, Amaru John, Mme Ariveheata Mélanie, M. ou Mme Bennett Dany ou Marie-Line, Mme Tanematea Heipua, MM. Hoatua Gilles, Florès Tetuanui, Florès Sylvano, Mme Faufaari Lurline, MM. Pahutoti Théodore, Pifao Taputuuraiteai, Isaia Stello, Hopara Gilbert, Mme Hoatua Lydie, MM. Utia Yannick, Utia Aivanaa, Tevaeearai Enoha, Tevaeearai Eria Elie, Tevaeearai Jean-Louis, Tevaeearai Pascal, Tevaeearai Philippe, Mme Tevaeearai Rahera épouse Tarano, MM. Tiahu Maurice, Tuaira Munanui, M. ou Mme Tuiava Turani, Mme Utia Bélinda épouse Tetumu ..... 208

#### **Ministère de l'environnement**

Arrêté n° 105 PR du 18 janvier 1999 ordonnant l'établissement d'un Programme de gestion des déchets (P.G.D.) des îles Sous-le-Vent ..... 217

#### **ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Arrêté n° 1-99 APF/SG du 21 janvier 1999 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ..... 218

## ACTES MUNICIPAUX

### Commune de Papara

Délibération municipale n° 98-68 du 17 décembre 1998 portant revalorisation du montant de la participation des parents d'élèves rationnaires des cantines municipales .....	218
Délibération municipale n° 98-79 du 29 décembre 1998 portant revalorisation du montant de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères dans la commune de Papara .....	218
Délibération municipale n° 98-80 du 29 décembre 1998 portant revalorisation des redevances sur la consommation de l'eau sur le territoire de la commune de Papara .....	219

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 98-1268 du 29 décembre 1998 relatif à l'entrée en vigueur d'un décret. (J.O.R.F. du 31 décembre 1998, page 20165) .....	220
Décret du 29 décembre 1998 prorogeant la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa. (J.O.R.F. du 31 décembre 1998, page 20328) .....	220
Arrêté ministériel du 7 juillet 1997 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction de la comptabilité publique et du secrétariat permanent du comité de coordination de secours aux sinistrés en métropole. (J.O.R.F. du 27 août 1997, page 2646) .....	220
Arrêté interministériel du 19 octobre 1998 portant suppression d'une zone de contrôle spécialisée associée à l'aérodrome de Mururoa (Polynésie française). (J.O.R.F. du 24 novembre 1998, page 17729) .....	221
Arrêté interministériel du 16 novembre 1998 portant répartition du solde des bénéfices nets de l'Institut d'émission d'outre-mer produits par l'exercice comptable 1997. (J.O.R.F. du 24 novembre 1998, page 17727) .....	222
Arrêté ministériel du 31 décembre 1998 portant fixation de la parité du franc CFP avec l'euro. (J.O.R.F. du 3 janvier 1999, page 154) .....	222
Arrêté ministériel du 31 décembre 1998 modifiant l'arrêté du 7 juillet 1997 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction de la comptabilité publique et du secrétariat permanent du comité de coordination de secours aux sinistrés en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer. (J.O.R.F. du 6 janvier 1999, page 286) .....	222
Décision n° 98-714 du 29 juillet 1998 portant approbation du dispositif relatif à la protection du jeune public sur la société RFO, conclu entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société RFO, d'autre part. (J.O.R.F. du 1er décembre 1998, page 18125) .....	223
Décision n° 98-811 du 6 novembre 1998 portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention conclue le 1er juin 1995 entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société Canal Plus, d'autre part. (J.O.R.F. du 1er décembre 1998, page 18127) .....	224
Décision n° 98-854 du 1er décembre 1998 complétant la décision n° 94-336 du 7 juin 1994 modifiée autorisant la société Canal Polynésie à utiliser des fréquences pour l'exploitation d'un service de télévision privé diffusé en crypté par voie hertzienne terrestre dans le territoire de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 3 janvier 1999, page 169) .....	225
Décision n° 98-857 du 1er décembre 1998 portant désignation d'une personnalité qualifiée au sein du conseil d'administration de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer. (J.O.R.F. du 10 décembre 1998, page 18601) .....	226
<b>EXTRAITS</b>	
Arrêté ministériel du 4 décembre 1998 portant interdiction de vente aux mineurs, d'exposition et de publicité d'une revue. (J.O.R.F. du 10 décembre 1998, page 18587) .....	226
Arrêté ministériel du 18 décembre 1998 portant interdiction de vente aux mineurs et d'exposition d'une revue. (J.O.R.F. du 1er janvier 1999, page 34) .....	227

Arrêté ministériel du 29 décembre 1998 portant ouverture au titre de l'année 1999 des concours de recrutement de magistrats prévus par la loi organique n° 98-105 du 24 février 1998 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire. (J.O.R.F. du 6 janvier 1999, page 274) .....	227
Arrêté interministériel du 31 décembre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de professeurs de sport (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 9 janvier 1999, page 462) .....	228
Arrêté interministériel du 6 janvier 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires d'administration scolaire et universitaire. (J.O.R.F. du 10 janvier 1999, page 502) .....	228
Arrêté interministériel du 6 janvier 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés. (J.O.R.F. du 10 janvier 1999, page 503) .....	228
Délibération du 20 octobre 1998 autorisant l'association Radio Poroï à diffuser un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence, dénommé Radio Poroï, pendant une période de six mois. (J.O.R.F. du 3 janvier 1999, page 171) .....	229

#### ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service des douanes.— Cours des changes (période du 28 janvier au 10 février 1999 inclus) .....	229
Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de décembre 1998 .....	229

### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales .....	232
Annonces diverses .....	233

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUES

**ARRETE n° 21 DRCL du 12 janvier 1999 portant promulgation du décret n° 98-1269 du 29 décembre 1998 et de l'arrêté du 21 décembre 1998.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Décret n° 98-1269 du 29 décembre 1998 modifiant le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 portant dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française, paru au J.O.R.F. du 31 décembre 1998 à la page 20173 ;

— Arrêté du 21 décembre 1998 relatif aux intérêts moratoires dus en application des dispositions du code des marchés publics rendues applicables aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics, paru au J.O.R.F. du 30 décembre 1998 à la page 19915.

Art. 2.—Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 1999.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Michel JEANJEAN.

**DECRET n° 98-1269 du 29 décembre 1998 modifiant le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 portant dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et de la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, et notamment ses articles 5, 6, 32 et 94 ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par l'article 17 de la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi du 11 juillet 1966 susvisée ;

Vu le décret n° 70-47 du 15 janvier 1970 portant création et organisation des vice-rectorats dans les territoires d'outre-mer et délégation de pouvoirs aux vice-recteurs ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 modifié portant dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-961 du 25 octobre 1984 modifié relatif à la procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel en date du 19 juin 1998 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 7 juillet 1998 ;

Vu la saisine pour avis du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 13 août 1998 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1er.— A l'article 2 du décret du 19 juillet 1982 susvisé, les mots : "dévolues au ministre du territoire chargé de



l'éducation" sont remplacés par les mots : "réparties entre le vice-recteur de la Polynésie française et le ministre du territoire chargé de l'éducation dans les conditions définies à l'article 3 ci-dessous".

Art. 2.— Il est rétabli dans le même décret un article 3 ainsi rédigé :

"Art. 3.— Les décisions relatives au recrutement, à la titularisation, à la cessation progressive d'activité, à la cessation définitive de fonctions, au placement dans l'une des positions énumérées aux articles 41 à 54 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et à la suspension dans les conditions prévues à l'article 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires sont prises et les sanctions disciplinaires des troisième et quatrième groupes prononcées par le vice-recteur.

"Les autres décisions relatives à la gestion et à la carrière des instituteurs, et notamment les affectations, sont prises et les sanctions des premier et deuxième groupes prononcées par le ministre du territoire chargé de l'éducation.

"Le vice-recteur et le ministre du territoire chargé de l'éducation se tiennent mutuellement informés des décisions qu'ils prennent et des sanctions qu'ils prononcent. Les dossiers administratifs des intéressés sont tenus par le ministre."

Art 3.— L'article 8 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 8.— La commission administrative paritaire créée en application du I de l'article 7 du décret du 5 janvier 1968 susvisé est placée auprès du vice-recteur, qui nomme les représentants de l'administration.

"Elle est présidée par le ministre du territoire chargé de l'éducation, ou son représentant, lorsqu'elle examine des questions relevant des attributions définies au deuxième alinéa de l'article 3, sauf lorsqu'elle siège en tant que conseil de discipline."

Art. 4.— I.— Les articles 9, 10, 11, 12 et 14 du même décret sont abrogés et ses articles 13 et 16 deviennent les articles 9 et 10.

II.— L'article 15 du même décret, qui devient l'article 11, est ainsi rédigé :

"Art. 11.— Le II de l'article 7 et l'article 10 du décret du 5 janvier 1968 susvisé ne sont pas applicables aux instituteurs concernés par le présent décret."

Art. 5.— Le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1998.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'éducation nationale,  
de la recherche et de la technologie,  
Claude ALLEGRE.*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
ministre de l'intérieur par intérim,  
Jean-Jack QUEYRANNE.*

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
Dominique STRAUSS-KAHN.*

*Le ministre de la fonction publique,  
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,  
Emile ZUCCARELLI.*

*La ministre déléguée  
chargée de l'enseignement scolaire,  
Ségolène ROYAL.*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
Jean-Jack QUEYRANNE.*

*Le secrétaire d'Etat au budget,  
Christian SAUTTER.*

# **ARRETE du 21 décembre 1998 relatif aux intérêts moratoires dus en application des dispositions du code des marchés publics rendues applicables aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics.**

Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le code des marchés publics dans la rédaction applicable en Polynésie française ;

Vu le décret n° 98-1003 du 2 novembre 1998 modifiant les dispositions du code des marchés publics rendues applicables aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics, et relatif au taux et aux modalités de calcul des intérêts moratoires ;

Vu la saisine du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 29 mai 1998,

Arrêtent :

Article 1er.— Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 357 du code des marchés publics rendu applicable aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics est le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, majoré de deux points. Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes dues, y compris la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 2.— Les dispositions prévues à l'article 1er ci-dessus entreront en vigueur pour les intérêts moratoires qui ont commencé à courir à la date de promulgation du présent arrêté par le haut-commissaire de la République.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 décembre 1998.

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
ministre de l'intérieur par intérim,  
Jean-Jack QUEYRANNE.*

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
Dominique STRAUSS-KAHN.*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
Jean-Jack QUEYRANNE.*

*Le secrétaire d'Etat au budget,  
Christian SAUTTER.*

## ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 659 AC.DIR.INFRA du 7 décembre 1998 dotant les aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa d'une commission consultative économique commune, et se substituant aux dispositions de l'arrêté n° 5284 AC.DIR.INFRA.NA du 24 décembre 1974.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, complétée par la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ;

Vu la loi n° 72-1090 du 8 décembre 1972, les décrets n° 74-13 et n° 74-14 du 4 janvier 1974, le décret n° 80-652 du 18 juillet 1980 étendant et adoptant le code de l'aviation civile aux territoires d'outre-mer, et notamment ses articles R-224-1 à R-224-6 ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) ;

Vu le décret n° 67-873 du 22 septembre 1967 relatif au classement d'aérodromes d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 74-179 du 26 février 1974 portant modification de l'article R-224-2 du code de l'aviation civile concernant les redevances aéroportuaires ;

Vu le décret du 6 septembre 1996 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1998 la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Vu le décret n° 97-548 du 29 mai 1997 modifiant l'article R-224-2 du code de l'aviation civile ;

Vu les arrêtés n° 486 AC.DIR.INFRA du 9 février 1971, n° 844 AC.DIR.INFRA du 20 mars 1972, n° 6204 AC.INFRA du 25 octobre 1976, les arrêtés du haut-commissaire n° 79 AC.INFRA du 16 janvier 1985, n° 522 AC.DIR.INFRA du 31 mai 1989, n° 568 AC.DIR.INFRA du 8 juin 1990, n° 1070 AC.DIR.INFRA du 12 octobre 1990, n° 1480 AC.DIR.INFRA du 29 décembre 1994, autorisant la Sétil à occuper différentes zones de l'aéroport de Tahiti-Faaa afin d'en assurer l'entretien et l'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Sétil,

Arrête :

**Article 1er.**— Les aérodromes de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa sont dotés d'une commission consultative économique commune.

**Art. 2.**— La commission consultative économique comprend :

- 1 président ;
- 6 représentants proposés par l'exploitant ;
- 6 représentants des usagers des aérodromes (dont un représentant de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie française - C.C.I.S.M.).

Participent de droit aux réunions de cette commission, avec voix consultative, le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur du service d'Etat de l'aviation civile. Y assistent également les chefs des services de l'infrastructure aéronautique et de la navigation aérienne, ainsi que le commandant de la base aérienne militaire de Tahiti-Faaa.

Peuvent être appelés à siéger avec voix consultative lors des réunions de cette commission les chefs des services des autres administrations concernées par les questions portées à l'ordre du jour et toutes personnalités ou tous experts convoqués en raison de leur compétence.

**Art. 3.**— La commission consultative économique peut être consultée sur toutes les affaires intéressant l'exploitation commerciale des aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa.

Elle est saisie par son président agissant soit de sa propre initiative, soit sur la demande du directeur du service d'Etat de l'aviation civile, soit sur la demande du tiers de ses membres.

Elle est obligatoirement consultée :

- sur les modalités d'application des redevances réglementées aux aérodromes de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa ;
- sur les conditions générales d'établissement et de perception et sur les barèmes généraux des tarifs des redevances non soumises à réglementation, applicables sur ces aérodromes ;
- sur les programmes de travaux d'équipement de ces aérodromes.

**Art. 4.**— Les délibérations de la commission consultative économique sont prises à la majorité des membres présents. La voix du président est prépondérante.

**Art. 5.**— Les fonctions de président et de membres de cette commission ne donnent pas lieu à rémunération.

**Art. 6.**— L'arrêté n° 5284 AC.DIR.INFRA.NA du 24 décembre 1974 est abrogé.

**Art. 7.**— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 7 décembre 1998.  
Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.

**ARRETE n° 660 AC.DIR.INFRA du 7 décembre 1998 désignant les membres et notamment le président de la commission consultative économique commune des aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa, et se substituant aux dispositions de l'arrêté n° 817 AC.DIR.INFRA.BA du 10 octobre 1996.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, complétée par la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) ;

Vu le décret du 6 septembre 1996 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1998 la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Vu les arrêtés n° 486 AC.DIR.INFRA du 9 février 1971, n° 844 AC.DIR.INFRA du 20 mars 1972, n° 6204 AC.INFRA du 25 octobre 1976, les arrêtés du haut-commissaire n° 79 AC.INFRA du 16 janvier 1985, n° 522 AC.DIR.INFRA du 31 mai 1989, n° 568 AC.DIR.INFRA du 8 juin 1990, n° 1070 AC.DIR.INFRA du 12 octobre 1990, n° 1480 AC.DIR.INFRA du 29 décembre 1994, autorisant la Sétil à occuper différentes zones de l'aéroport de Tahiti-Faaa afin d'en assurer l'entretien et l'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 817 AC.DIR.INFRA.BA du 10 octobre 1996 désignant les membres, notamment le président de la commission consultative économique commune des aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea et Bora Bora ;

Vu l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Sétil ;

Vu l'arrêté n° 659 AC.DIR.INFRA du 7 décembre 1998 dotant les aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa d'une commission consultative économique commune,

**Arrête :**

**Article 1er.**— Sont désignés membres de la commission consultative économique commune aux aéroports de Tahiti-Faaa, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa :

*Représentants proposés par l'exploitant :*

- le président du conseil d'administration de la Sétil, ou son représentant ;
- le directeur général de la Sétil, ou son représentant ;
- le ministre porteur des parts du territoire au sein des assemblées de la Sétil, ou son représentant ;
- le ministre des transports du gouvernement de la Polynésie française, ou son représentant ;
- le directeur en Polynésie française de l'Agence française de développement, ou son représentant ;
- le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, ou son représentant.

*Représentants des usagers :*

- le directeur général de la compagnie Air France, ou son représentant ;
- le président de l'Association des transporteurs aériens internationaux de Polynésie française (A.T.A.I.P.F.), ou son représentant ;
- le délégué général du Syndicat des compagnies aériennes autonomes (SCARA), ou son représentant ;
- le président de l'Association des transporteurs aériens locaux, ou son représentant ;
- le président de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de la Polynésie française, ou son représentant ;
- le maire de la commune de Faaa, ou son représentant.

**Art. 2.**— Les membres de cette commission sont nommés pour trois ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, et leur mandat prendra fin de plein droit à l'issue de cette période.

**Art. 3.**— M. Eric Pommier est maintenu dans ses fonctions de président de cette commission.

**Art. 4.**— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 7 décembre 1998.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Michel JEANJEAN.

**ARRETE n° 690 AC.DIR.INFRA du 29 décembre 1998 modifiant l'arrêté n° 833 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Sétil.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code du domaine de l'Etat, en ses articles L. 28, L. 30 et R. 55 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ;

Vu la loi n° 72-1090 du 8 décembre 1972, les décrets n° 74-13 et n° 74-14 du 4 janvier 1974, le décret n° 80-652 du 18 juillet 1980 étendant et adoptant le code de l'aviation civile aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) ;

Vu le décret du 6 septembre 1996 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1998 la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Vu le décret n° 60-652 du 28 juin 1960 modifié portant organisation des services extérieurs métropolitains de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 2746 SG du 14 septembre 1984 portant délégation de signature à M. le directeur du service d'Etat de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° AC.DIR.INFRA modifiant l'arrêté n° 833 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Sétill aéroports ;

Vu l'avis du trésorier-payeur général en date du 28 décembre 1998 chargé par arrêté n° 121 NS.SG du 19 octobre 1984 de la gestion du domaine de l'Etat en Polynésie française ;

Sur proposition de M. le directeur du service d'Etat de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 est remplacé par :

"La Sétill est autorisée à occuper l'aérodrome de Rangiroa jusqu'à la date d'expiration de la concession d'outillage public accordée à la Sétill par décret du 7 janvier 1966.

Cet arrêté d'occupation temporaire est accordé à la Sétill afin qu'elle assure, dans le cadre de l'affectation de l'aérodrome de Rangiroa, l'établissement, l'entretien, le renouvellement, l'exploitation et le développement des ouvrages, terrains, bâtiments, installations, matériels et services nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome et aux activités qui s'y rattachent, à l'exclusion des missions que l'Etat prend directement en charge en application du titre II du présent document.

La situation administrative de l'aérodrome de Rangiroa et son plan sont donnés en annexe 1."

Art. 2.— Le texte de l'article 41 de l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 est remplacé par le suivant :

"La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, conformément à l'article A26 du code de domaine de l'Etat, à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française, et s'achève à la date d'expiration de la concession d'outillage public accordée à la Sétill par décret du 7 janvier 1966."

Art. 3.— Le texte de l'article 46 de l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 est modifié comme suit :

Le texte de l'article 46, alinéa 1, est remplacé par le suivant :

"1°) L'Etat dispose immédiatement de tous les éléments de l'actif de l'autorisation ; ce retour intervient sans indemnité, sauf si l'autorisation est retirée suite à l'application de l'article 43, alinéa premier (retrait pour motif d'intérêt général), dans ce cas, l'Etat prendra à sa charge les annuités d'intérêt et d'amortissement des emprunts régulièrement contractés par le bénéficiaire."

Il est rajouté un alinéa 5 rédigé comme suit :

"5°) L'Etat prendra la suite des obligations de la Sétill dans les sous-traités, les locations, les marchés, les conventions, les contrats et engagements, les autorisations et les

permissions de toute nature qui auraient été conclus ou accordés régulièrement par elle dans l'intérêt de la concession."

Les autres alinéas restent inchangés.

Art. 4.— Le premier paragraphe du texte de l'article 8 de l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 est remplacé par le suivant :

- mise en œuvre du sauvetage et lutte contre l'incendie des aéronefs ;
- mise en œuvre de la prévention du péril aviaire ;
- fourniture d'énergie électrique ;
- enregistrement des mouvements aériens sur l'aérodrome dans les formes prescrites par le ministre chargé de l'aviation civile.

Le second paragraphe reste inchangé.

Art. 5.— Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de sa date de notification à la Sétill par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile. Il en est établi trois originaux, dont deux destinés à l'Etat, ministère chargé de l'aviation civile et trésorier-payeur général en charge des domaines, et un au bénéficiaire. Il sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française. Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 29 décembre 1998.

Jean ARIBAUD.

**ARRETE n° 23 MAC du 13 janvier 1999 fixant à compter du 1er janvier 1998 à 20.315 F CFP par mois le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs (dotation spéciale instituteurs).**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 30 octobre 1886 relative à l'organisation de l'enseignement primaire ;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de service ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement réformée par la loi de finances pour 1989 (article 85) ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de l'enseignement primaire du 26 avril 1984 aux termes duquel le principe d'une réévaluation annuelle de l'indemnité représentative de logement versée aux instituteurs a été adopté ;

Vu la circulaire du ministère de l'intérieur NOR/INT/B/98/00242/C en date du 26 novembre 1998 fixant le montant unitaire national de la dotation spéciale instituteurs 1998 pour les deux parts, correspondant aux deux catégories d'instituteurs (logés ou ayants droit à l'indemnité représentative de logement) ;

Vu mon courrier n° 1109 MAC en date du 14 décembre 1998 invitant les chefs de subdivision administrative à faire délibérer les conseils municipaux sur la revalorisation de l'indemnité représentative de logement ;

Vu les résultats des conseils municipaux,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1998, le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser aux instituteurs, telle que définie par le décret du 2 mai 1983 susvisé, est fixé, pour l'ensemble des communes de la Polynésie française à 20.315 F CFP par mois (soit 243.780 F CFP par an). Ce montant sert de référence pour le calcul des majorations servies par les communes à certaines catégories d'instituteurs.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, le vice-recteur de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 janvier 1999.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.*

**ARRETE n° 24 DRCL du 13 janvier 1999 modifiant l'arrêté n° 677 DRCL du 17 décembre 1998 portant déconsignation des fonds versés à la Caisse des dépôts et consignations d'une indemnité due à raison de l'expropriation d'une terre (terre Taihaata) sise à Tubuai.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant diverses dispositions relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (extraits) ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (Réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1982 exécutoire d'envoi en possession et de dépens de la décision du même jour de la commission arbitrale d'évaluation concernant la terre Taihaata ;

Vu l'arrêté n° 2407 DOM du 17 août 1984 portant consignation de la somme de 9.856.000 F CFP ;

Vu la réquisition d'états du bureau des hypothèques en date du 27 août 1987 établissant Mme Taurere Teriahoroa propriétaire de la terre Taihaata ;

Vu la fiche de renseignements concernant les enfants de Mme Taurere Teriahoroa épouse Mervin établi le 3 novembre 1997 par le service du fichier généalogique ;

Vu l'arrêté n° 677 DRCL du 17 décembre 1998 portant déconsignation des fonds versés à la Caisse des dépôts et consignations d'une indemnité due à raison de l'expropriation d'une terre (terre Taihaata) sise à Tubuai,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 677 DRCL du 17 décembre 1998 portant déconsignation des fonds versés à la Caisse des dépôts et consignations d'une indemnité due à raison de l'expropriation d'une terre (terre Taihaata) sise à Tubuai est supprimé et remplacé par :

*"Article 1er.— L'indemnité due à raison de l'expropriation de la terre Taihaata sise commune de Tubuai, fixée par la commission arbitrale d'évaluation dans sa séance du 27 mai 1982 à la somme de neuf millions huit cent cinquante-six mille francs CFP (9.856.000 F CFP), consignée à la Caisse des dépôts et consignations par arrêté n° 2407 du 17 août 1982, est versée au profit des ayants droit de Mme Teriahoroa Taurere épouse Mervin née le 16 septembre 1862 à Tubuai, entre les mains de Me Bruggmann, notaire à Papeete."*

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au mandataire des intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 janvier 1999.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.*

**Par arrêté n° 4 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999.**— Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 87.030,95 FF (1.582.381 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Etude des filières de commercialisation des productions maraîchères".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	87.030,95 FF (1.582.381 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	87.030,95 FF (1.582.381 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 5 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999. — Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 79.956,25 FF (1.453.750 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Programmation des actions de recherche et développement sur le santal".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	79.956,25 FF (1.453.750 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	79.956,25 FF (1.453.750 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 6 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999. — Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 119.099,75 FF (2.165.450 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Suivi et évaluation du programme agrumes".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	119.099,75 FF (2.165.450 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	119.099,75 FF (2.165.450 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 7 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999. — Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 88.948,75 FF (1.617.250 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Etude de la gestion des troupeaux de chevaux sauvages et chèvres féroces aux Marquises".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	88.948,75 FF (1.617.250 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	88.948,75 FF (1.617.250 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 8 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999. — Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 47.052,50 FF (855.500 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Suivi et évaluation du programme café".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	47.052,50 FF (855.500 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	47.052,50 FF (855.500 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 9 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999. — Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 45.375 FF (825.000 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Etude des techniques culturales de la pomme de terre à Tubuai".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	45.375 FF (825.000 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	45.375 FF (825.000 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 10 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999. — Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 46.750 FF (850.000 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Etude du carpophage des Marquises".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	46.750 FF (850.000 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	46.750 FF (850.000 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 11 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999.— Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 119.334,05 FF (2.169.710 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Etude des systèmes agraires de Tubuai".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	119.334,05 FF (2.169.710 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	119.334,05 FF (2.169.710 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 12 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 janvier 1999.— Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-04, article 10, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est accordé au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (C.I.R.A.D.), une subvention d'un montant de 46.750 FF

(850.000 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : "Suivi et évaluation du programme d'appui aux maraîchers des Australes".

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	46.750 FF (850.000 F CFP)
- taux de la subvention	100 %
- montant de la subvention	46.750 FF (850.000 F CFP)

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé dès signature du présent arrêté.

**Par arrêté n° 99-1 TG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 8 janvier 1999.— La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 est modifiée comme suit :

*Commune de Makemo :*  
Bureau de vote de Nihiru

*Au lieu de :* - Mme Mairoto Rosana épouse Tcheou ;  
*Lire :* - Mme Faatupua Tapeta épouse Mairoto.

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 99-1 APF** du 14 janvier 1999 soumettant le compte financier 1997 de l'institut de la communication audiovisuelle.

NOR : ICA9801745DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995, modifiée par la délibération n° 96-160 APF du 12 décembre 1996, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 5 janvier 1999 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

**Article 1er.**— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Institut de la communication audiovisuelle pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de : *deux cent trente-huit millions deux cent quatre-vingt-neuf mille quatre-vingt-sept francs CFP* (238.289.087 F CFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement :	201.610.205 F CFP
2) Section d'investissement :	36.678.882 F CFP

**Art. 2.**— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Institut de la communication audiovisuelle pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de : *deux cent dix-neuf millions sept cent soixante-seize mille huit cent soixante-trois francs CFP* (219.776.863 F CFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement :	160.177.868 F CFP
2) Section d'investissement :	59.598.995 F CFP

**Art. 3.**— Le résultat du compte financier de l'Institut de la communication audiovisuelle pour l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

	Section I	Section II	Total
Recettes	201.610.205	36.678.882	238.289.087
Dépenses	160.177.868	59.598.995	219.776.863
Résultats	+ 41.432.337	- 22.920.113	+ 18.512.224

Art. 4.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-2 APF du 14 janvier 1999 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi relatif à la partie législative du code de justice administrative.**

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1523 DRCL du 12 novembre 1998 du haut-commissaire soumettant pour avis à l'assemblée de la Polynésie française le projet de loi susvisé ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 2-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française donne un avis défavorable sur l'article 1er du projet de loi relatif à la partie législative du code de justice administrative.

Art. 2.— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française donne un avis favorable sur les articles 2 et 3 du projet de loi relatif à la partie législative du code de justice administrative.

Art. 3.— I - La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française donne un avis défavorable sur l'article 4 du projet de loi relatif à la partie législative du code de justice administrative.

II - Deux alinéas supplémentaires devraient être ajoutés à cet article 4 et libellés de la façon suivante :

"L'alinéa 1 de l'article 11 de la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française est abrogé."

L'article 12 de la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : "Les jugements du tribunal administratif de Papeete sont rendus dans les conditions prévues au code de justice administrative."

Art. 4.— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française donne un avis favorable sur l'article 5 du projet de loi relatif à la partie législative du code de justice administrative.

Art. 5.— I - La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française donne un avis défavorable sur l'article 6 du projet de loi relatif à la partie législative du code de justice administrative.

II - Cet article devrait être libellé de la façon suivante :

"Les dispositions de la présente loi sont applicables dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna et dans la collectivité territoriale de Mayotte à l'exception des dispositions du chapitre 6 du titre 7 du code de justice administrative.

Les dispositions de la présente loi sont applicables en Polynésie française à l'exception des articles suivants du code de justice administrative :

- l'article L 212-1, le 2° de l'article 222-3, l'article L 311-5, le 1° de l'article L 311-7, l'article L 512-1, l'article L 512-2, l'article L 512-3, l'article L 512-4, l'article L 512-5, l'article L 512-6, l'article L 512-7, l'article L 512-8, l'article L 512-9, l'article L 512-10, l'article L 512-11, l'article L 512-12, l'article L 532-1, l'article L 532-2, l'article L 532-3, l'article L 532-4, l'article L 532-6, l'article L 532-7, l'article L 772-1, l'article L 776-1, les paragraphes II et III de l'article 1er de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 figurant sous l'article L 911-9."

III - Les articles L 222-5, L 222-6, L 222-7, L 222-8 et L 311-3 du code de justice administrative devraient être libellés de la façon suivante :

Art. L 222-5.— "Pour délibérer le tribunal administratif de Papeete est régi par les dispositions de l'article 11 de la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ci-après reproduites :

Art. 11.— Le tribunal administratif de Papeete peut valablement délibérer en se complétant, en cas d'absence ou d'empêchement d'un de ses membres, par l'adjonction d'un magistrat de l'ordre judiciaire du ressort de la cour d'appel de Papeete."

Art. L 222-6.— "Les jugements du tribunal administratif de Papeete sont rendus dans les conditions fixées par l'article 12 de la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ci-après reproduites :

Art. 12.— Les jugements du tribunal administratif de Papeete sont rendus dans les conditions prévues au code de justice administrative."

Art. L 222-7.— "Les recours pour excès de pouvoir introduits devant le tribunal administratif de Papeete contre les actes des autorités de la Polynésie française sont régis par les dispositions de l'article 113 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ci-après reproduites :

Lorsqu'un recours pour excès de pouvoir invoque l'illégalité de délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente ou celle d'actes pris en application de ces délibérations fondées sur l'inexacte application de la répartition des compétences entre l'Etat, le terri-



toire et les communes ou si ce moyen est soulevé d'office, le tribunal administratif transmet le dossier sans délai pour avis au Conseil d'Etat, par un jugement qui n'est susceptible d'aucun recours. Le Conseil d'Etat examine la question soulevée dans un délai de trois mois et il est sursis à toute décision sur le fond jusqu'à son avis ou, à défaut, jusqu'à l'expiration du délai de trois mois. Le tribunal administratif statue dans les deux mois à compter de la publication de l'avis au *Journal officiel* de la Polynésie française ou de l'expiration du délai imparti au Conseil d'Etat."

**Art. L 222-8.**— "Les demandes d'avis adressées par le Président du gouvernement de la Polynésie française ou le président de l'assemblée de la Polynésie française sont régies par les dispositions de l'article 113 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ci-après reproduites :

Le Président du gouvernement de la Polynésie française ou le président de l'assemblée de la Polynésie française peut saisir le tribunal administratif de Papeete d'une demande d'avis. Lorsqu'elle porte sur la répartition des compétences entre l'Etat, le territoire et les communes, la demande d'avis est examinée par le Conseil d'Etat auquel elle est transmise sans délai."

**Art. L 311-3.**— "Le Conseil d'Etat est compétent en premier et dernier ressort pour connaître des protestations dirigées contre l'élection des représentants au Parlement européen, aux conseils régionaux, à l'assemblée de Corse, à l'assemblée de la Polynésie française et au Conseil supérieur des Français de l'étranger, conformément à l'article 25 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, aux articles L 361 et L 381 du code électoral, à l'article 10 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française et à l'article 9 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982."

**IV - Les articles L 512-1-1 et L 772-9 devraient être ajoutés au code de justice administrative et libellés de la façon suivante :**

**Art. L 512-1-1.**— "Les demandes de sursis à exécution assortissant les requêtes du haut-commissaire de la République contre les actes des autorités de la Polynésie française sont régies par les alinéas 3 à 8 de l'article 2 de la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ci-après reproduites :

Le haut-commissaire peut déférer au tribunal administratif de Papeete les actes des autorités de la Polynésie française qu'il estime contraires à la légalité dans les deux mois de la notification qui lui en est faite.

A la demande du Président du gouvernement de la Polynésie française, du président de l'assemblée de la Polynésie française ou du président de sa commission permanente, le haut-commissaire peut faire connaître son intention de ne pas déférer un acte au tribunal administratif de Papeete. Lorsque le haut-commissaire défère un acte au tribunal administratif, il en informe sans délai l'autorité territoriale concernée et lui communique toutes précisions sur les illégalités invoquées.

Le haut-commissaire peut assortir son recours d'une demande de sursis à exécution. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués dans la requête paraît, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

Lorsque l'acte attaqué est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou un membre du tribunal délégué à cet effet prononce le sursis dans les quarante-huit heures. La décision relative au sursis est susceptible d'appel dans la quinzaine de sa notification. En ce cas, il y est statué dans un délai de quarante-huit heures.

L'appel des jugements du tribunal administratif ainsi que des décisions relatives aux sursis prévus aux alinéas précédents, rendus sur recours du haut-commissaire, est présenté par celui-ci.

Sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte des autorités territoriales, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au haut-commissaire de mettre en œuvre la procédure prévue aux troisième, cinquième et sixième alinéas du présent article."

**Art. L 772-9.**— "Le contentieux des contraventions de grande voirie en Polynésie française est régi par les dispositions des articles L 774-1 à L 774-8 du présent code en tenant compte des modifications suivantes :

- remplacer le terme "préfet" par "haut-commissaire" ;
- à l'alinéa 1 de l'article L 774-2, remplacer les termes "les dix jours qui suivent" par "le mois qui suit" ;
- à l'alinéa 3 de l'article L 774-2, remplacer "de quinzaine" par "un mois".

**V - Un alinéa 3 devrait être ajouté à l'article L 911-8 du code de justice administrative et libellé de la façon suivante :**

"En Polynésie française, cette part est allouée au Fonds intercommunal de péréquation."

**Art. 6.**— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Huguette HONG KIOU.

*Le président,*  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-3 APF du 14 janvier 1999 fixant le programme 1998 de la section territoriale du Fonds d'investissement de développement économique et social (F.I.D.E.S.).**

NOR : PPE801815DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 et les textes subséquents ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 94-723 du 30 mars 1994 modifiant le décret n° 92-758 du 4 août 1992 ;

Vu la lettre du haut-commissaire n° 361 MIDCR du 2 juillet 1998 notifiant la dotation 1998 de la section territoriale du F.I.D.E.S. ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1584 CM du 3 décembre 1998 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 06 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Le programme 1998 de la section territoriale du F.I.D.E.S. est approuvé comme suit :

Autorisation de programme : 1.260.000 FF, soit : 22.909.090 F CFP.

**F.I.D.E.S. - Section territoriale -  
Programme 1998**

Organismes Scs/Etablissements	Objet de l'opération	Montant en F CFP
Sce tourisme	Etude environnementale et plan d'aménagement de la colline de Mataiea (Huahine)	5.479.600
D.E.Q.	Assainissement des eaux usées de la zone nord de Bora Bora, étude de faisabilité	2.976.700
Sce ressources marines	Etude d'une base logistique de senneurs	10.000.000
Sce ressources marines	Synthèse des connaissances sur le phénomène "Burni tuna"	1.200.000
ITSTAT	Système localisé d'information statistique	3.252.790
	Montant global	22.909.090

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-4 APF du 14 janvier 1999 portant modification de la délibération n° 97-6 du 4 février 1997 fixant le programme 1996 de la section territoriale du Fonds d'investissement de développement économique et social (F.I.D.E.S.).**

NOR : PPE9801814DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 et les textes subséquents ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 94-723 du 30 mars 1994 modifiant le décret n° 92-758 du 4 août 1992 ;

Vu la délibération n° 97-6 APF du 4 février 1997 fixant le programme 1996 de la section territoriale du F.I.D.E.S. ;

Vu la lettre n° 286 OTHS/DAF/97 du 4 décembre 1997 ;

Vu la circulaire n° 4328 MFR/Plan du 20 juillet 1998 ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1584 CM du 3 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— La délibération n° 97-6 APF du 4 février 1997 fixant le programme 1996 de la section territoriale du F.I.D.E.S. est modifiée comme suit :

*Opérations à annuler :*

**O.T.H.S.**

- Etude de nouveaux prototypes de logement social : 3.500.000 F CFP ;

**Service développement rural**

- Lancement d'une unité-pilote d'exploitation des plantations de pins de Caraïbes : 4.000.000 F CFP.

*Opération bénéficiaire :*

**Service de l'urbanisme**

- Etude du SAGE : 7.500.000 F CFP.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-5 APF du 14 janvier 1999  
portant modification du tarif des douanes.**

NOR : DD6802122DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1818 CM du 28 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— A compter de la date de publication de la présente délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française et pour une durée d'un an, le tarif des douanes est modifié comme il suit :

Tarif	Code du S.H.	Désignation des produits	Codification	Droits et taxes			
				Importation			Export
				D.D.	D.E.	Autres	
39.26	39.26.90	- Autres					
		- Autres					
		- Destinées à des exploitations agricoles, d'élevage ou de pêche (3)	39.26.90.21	30 % (2)	EX	(1)	(1)
		- Bouées destinées à des exploitations agricoles, d'élevage ou de pêche (3)	39.26.90.22	30 % (2)	T.O.	(1) (5)	(1)
56.07	56.07.49	- Bouées	39.26.90.91	30 %	T.O.	(1) (5)	(1)
		Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique					
		- De polyéthylène ou de polypropylène					
		- Autres	56.07.49.00	10 %	T.O.	(1) (3)	(1)

Art. 2.— La codification tarifaire 39.26.90.22 "Bouées destinées à des exploitations agricoles, d'élevage ou de pêche" relèvera de la nouvelle codification tarifaire 39.26.90.21 "destinées à des exploitations agricoles, d'élevage ou de pêche" avec l'entrée en application du nouveau tarif des douanes corrélatif à l'instauration du système d'ordinateur pour le fret international sous unix (S.O.F.I.X.).

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-6 APF du 14 janvier 1999 portant désignation des membres du collège d'experts en matière foncière.**

NOR : AF28800189DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-23 AT du 7 avril 1994 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du collège d'experts en matière foncière ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1637 CM du 16 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 5-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Sont nommées pour une durée de deux ans, membres du collège d'experts en matière foncière, les personnes suivantes :

- Me Jacqueline Dumont-Flosse, avocate ;
- M. André Hamelin, notaire à Uturoa, île de Raiatea ;
- M. Jean-Michel Petit, géomètre ;
- Mme Flora Devatine, professeur à la retraite, académicienne ;
- Le directeur des affaires foncières ;
- Le chef du service de l'urbanisme.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-7 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1997 de l'Institut territorial de la consommation.**

NOR : ITC9801866DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1567 CM du 1er décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 6-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1997, est arrêté à la somme de 41.757.639 F CFP (*quarante et un millions sept cent cinquante-sept mille six cent trente-neuf francs CFP*), se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement	39.641.641 F CFP
Section d'investissement	2.115.998 F CFP
Total	41.757.639 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1997, est arrêté à la somme de 31.990.990 F CFP (*trente et un millions neuf cent quatre-vingt-dix mille neuf cent quatre-vingt-dix francs CFP*) se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement	29.826.998 F CFP
Section d'investissement	2.163.992 F CFP
Total	31.990.990 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1997, est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

	Section I	Section II	Total
Recettes	39.641.641	2.115.998	41.757.639
Dépenses	29.826.998	2.163.992	31.990.990
Résultats	+ 9.814.643	- 47.994	
Augmentation, fonds de roulement			+ 9.766.649

Art. 4.— Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 1997, soit un excédent de + 9.814.643 F CFP, est affecté au compte 110 "Report à nouveau, solde créditeur".

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-8 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier de l'exercice 1997 et affectation du résultat en report à nouveau de la Caisse de soutien des prix du coprah.**

NOR : CSP9801883DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 modifiée de l'assemblée territoriale créant une Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 377 CM du 11 avril 1997 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 3-97 CSPC du 13 février 1997 portant approbation du budget primitif de l'exercice 1997 de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 1462 CM du 24 décembre 1997 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 7-97 CSPC du 9 décembre 1997 portant approbation du budget rectificatif n° 1 de l'exercice 1997 de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu le rapport d'activité 1997 du directeur de la Caisse de soutien des prix du coprah adopté et approuvé par la délibération n° 1-98 CSPC du 30 octobre 1998 ;

Vu l'arrêté n° 1640 CM du 16 décembre 1998 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2-98 CSPC du 30 octobre 1998 portant approbation du compte financier 1997 et affectation du résultat en report à nouveau de la Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 1642 CM du 16 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 7-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de *un milliard cent dix sept millions six cent neuf mille six cent trente-neuf francs CFP* se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement	821.468.375 F CFP
2) Section opération en capital	296.141.264 F CFP
Total général	1.117.609.639 F CFP

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de *un milliard quatre-vingt-quatre millions cent soixante-quatre mille trente-neuf francs CFP* se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement	789.064.039 F CFP
2) Section opération en capital	295.100.000 F CFP
Total général	1.084.164.039 F CFP

Art. 3. — Le résultat du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- Recettes	1.117.609.639 F CFP
- Dépenses	1.084.164.039 F CFP
Résultat	+ 33.445.600 F CFP

Art. 4. — L'excédent de l'exercice 1997 (section de fonctionnement) est affecté au compte 110 - Report à nouveau, pour un solde créditeur de : + 32.404.336 F CFP.

Art. 5. — Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-9 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier de l'exercice 1997 du Centre de formation professionnelle des adultes.**

NOR : FPA9801860DEL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, financière et comptable du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1603 CM du 7 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 8-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre de formation professionnelle des adultes pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de : *cent quatre-vingt-un millions cinquante-quatre mille cent onze francs CFP* (181.054.111 F CFP) et se répartit en :

1) une section de fonctionnement	55.000.000 F CFP
2) une section d'investissement	126.054.111 F CFP

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre de formation professionnelle des adultes pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de : *vingt-trois millions trois cent cinquante-six mille deux cent soixante-dix-huit francs CFP* (23.356.278 F CFP) et se répartit en :

1) une section de fonctionnement	16.517.522 F CFP
2) une section d'investissement	6.838.756 F CFP

Art. 3. — Le résultat du compte financier du Centre de formation professionnelle des adultes pour l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Recettes	55.000.000	126.054.111	181.054.111
Dépenses	16.517.522	6.838.756	23.356.278
Résultats	38.482.478	119.215.355	157.697.833

Art. 4. — Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-10 APF du 14 janvier 1999 reportant la date d'entrée en vigueur de la délibération n° 98-201 APF du 3 décembre 1998 relative à l'organisation de l'exercice des compétences de la Polynésie française en matière de droit du travail.**

NOR : TLS9802198DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-49 APF du 29 avril 1998 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet d'ordonnance portant modernisation du droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 98-201 APF du 3 décembre 1998 relative à l'organisation de l'exercice des compétences de la Polynésie française en matière de droit du travail ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1865 CM du 30 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 9-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— L'article 4 de la délibération n° 98-201 APF du 3 décembre 1998 susvisée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"L'entrée en vigueur de la présente délibération est fixée au 1er juillet 1999."

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-11 APF du 14 janvier 1999 organisant le contrôle et l'évaluation des régimes de protection sociale et des instances qui les gèrent.**

NOR : CPS9902113DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française, et notamment le titre II ;

Vu le décret n° 88-129 du 5 février 1988 relatif au contrôle de l'application de la législation et de la réglementation du travail en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie, et notamment les articles 7, 10, 12 et 21, ensemble la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 et la décision n° 478 TLS du 28 juin 1978 modifiant les articles 10 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de compensation des prestations familiales, et notamment les articles 18.4, 24 et 28, ensemble la décision n° 1366 TLS du 24 juillet 1984 qui les a modifiés ;

Vu la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés et notamment les articles 4, 7 et 10 ;

Vu l'arrêté n° 2376 TLS du 28 mai 1979 portant statut de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, notamment le titre III, section 1, ensemble la délibération n° 98-38 AT du 29 février 1996 qui l'a modifié ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1817 CM du 28 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la polynésie française ;

Vu la lettre du 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 10-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Afin de contrôler et d'évaluer les régimes de protection sociale et les organismes qui les gèrent, il est créé une délégation dénommée : "Délégation générale à la protection sociale (D.G.P.S.)".

Dans ce cadre, et sous réserve des dispositions des articles 2 et 3, la D.G.P.S. est substituée à l'inspecteur du travail et des lois sociales, dans tous les textes organisant la tutelle de la Caisse de prévoyance sociale énumérés ci-dessous :

- arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie, et notamment les articles 7, 10, 12 et 21, ensemble la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 et la décision n° 478 TLS du 28 juin 1978 modifiant les articles 10 et 12 ;
- arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de compensation des prestations familiales, et notamment les articles 18.4, 24 et 28, ensemble la décision n° 1366 TLS du 24 juillet 1984 qui les a modifiés ;
- délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés et notamment les articles 4, 7 et 10 ;
- arrêté n° 2376 TLS du 28 mai 1979 portant statut de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, notamment le titre III, section 1, ensemble la délibération n° 96-38 AT du 29 février 1996 qui l'a modifié.

Art. 2.— L'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de

l'Océanie, ensemble la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 et la décision n° 478 TLS du 28 juin 1978, est modifié comme suit :

**Art. 7.**— Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président :

- en séance ordinaire, au moins une fois par trimestre ;
- en séance extraordinaire, soit à l'initiative du président, soit à la demande du tiers au moins des membres du conseil d'administration, soit à la demande du ministre chargé de la protection sociale.

La convocation est adressée par écrit 8 jours au moins à l'avance ; en cas d'urgence, ce délai est ramené à 3 jours par décision du président.

L'ordre du jour de la réunion du conseil d'administration est arrêté par le président, sur proposition du directeur et après avis du ministre chargé de la protection sociale.

Doit obligatoirement figurer à l'ordre du jour de la prochaine séance ordinaire ou extraordinaire, toute question dont l'inscription est demandée par le ministre chargé de la protection sociale, ou par le tiers au moins des membres du conseil d'administration.

**Art. 10.**— Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

Celles relatives aux rubriques a), b), c), d) de l'article 9 de la présente délibération sont adressées dans les trois semaines qui suivent la date de la séance du conseil, à la D.G.P.S. qui en assure la transmission, dans les huit jours francs après réception, au ministre de tutelle pour saisine du conseil des ministres. Les décisions valant vœux ou avis sont transmises, pour information, au conseil des ministres.

**Art. 12.**— Le premier alinéa est abrogé.

Le dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

L'agent comptable exerce ses attributions sous l'autorité administrative du directeur. Il est chargé sous sa propre responsabilité et sous le contrôle du conseil d'administration de l'ensemble des opérations financières de la Caisse en recettes et en dépenses et du maniement des deniers. Il est soumis au cautionnement.

Le reste sans changement.

**Art. 3.**— La délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés est modifiée comme suit :

**Art. 4.**— Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président :

- en séance ordinaire, au moins une fois par trimestre ;
- en séance extraordinaire, soit à l'initiative du président, soit à la demande du tiers au moins des membres du conseil d'administration, soit à la demande du ministre chargé de la protection sociale.

La convocation est adressée par écrit 8 jours au moins à l'avance ; en cas d'urgence, ce délai est ramené à 3 jours par décision du président.

L'ordre du jour de la réunion du conseil d'administration est arrêté par le président, sur proposition du directeur de la Caisse de prévoyance sociale et après avis du ministre chargé de la protection sociale.

Doit obligatoirement figurer à l'ordre du jour de la prochaine séance ordinaire ou extraordinaire, toute question dont l'inscription est demandée par le ministre chargé de la protection sociale, ou par le tiers au moins des membres du conseil d'administration.

**Art. 10.**— Le ministre chargé de la protection sociale procédera à la première convocation des membres du conseil d'administration du présent régime. Il en sera de même à chaque renouvellement du conseil.

**Art. 4.**— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-12 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier, exercice 1995, de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono et affectation des résultats.**

NOR : GDA9801993DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1638 CM du 16 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP, du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 11-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

**Article 1er.**— Le montant définitif des recettes du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1995 est arrêté à la somme de *soixante-treize millions huit cent cinquante-quatre mille deux cent soixante-treize francs pacifiques* (73.854.273 F CFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement	50.871.821 F CFP
2) Section d'investissement	22.982.452 F CFP
<i>Total général</i>	<i>73.854.273 F CFP</i>

**Art. 2.**— Le montant définitif des dépenses du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1995 est arrêté à la somme de

soixante-dix-neuf millions huit cent vingt-six mille six cent cinquante-neuf francs pacifiques (79.826.659 F CFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement	56.167.184 F CFP
2) Section d'investissement	23.659.475 F CFP
Total général	79.826.659 F CFP

Art. 3.— Le résultat du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1995 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes	73.854.273 F CFP
Dépenses	79.826.659 F CFP
Résultat	- 5.972.386 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est transféré au compte de la classe 11.

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-13 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier, exercice 1996, de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono et affectation des résultats.**

NOR : GDA9801994DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1639 CM du 16 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 11-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1996 est arrêté à la somme de *soixante-cinq millions cinq cent quarante-trois mille quatre-vingt-deux francs pacifiques* (65.543.082 FCFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement	62.045.332 F CFP
2) Section d'investissement	3.497.750 F CFP
Total général	65.543.082 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1996 est arrêté à la somme de *cinquante-six millions deux cent quatre-vingt-douze mille soixante-dix-neuf francs pacifiques* (56.292.079 FCFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement	54.942.784 F CFP
2) Section d'investissement	1.349.295 F CFP
Total général	56.292.079 F CFP

Art. 3.— Le résultat du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1996 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes	65.543.082 F CFP
Dépenses	56.292.079 F CFP
Résultat	9.251.003 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est transféré au compte de la classe 10.

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-14 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier de l'Office territorial d'action culturelle, exercice 1997.**

NOR : TAC9801997DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 25 CM du 5 janvier 1999 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 12-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de l'Office territorial d'action culturelle, exercice 1997, est



arrêté à la somme de *trois cent soixante-dix-sept millions cent soixante-huit mille cent quatre francs CFP* (377.168.104 F CFP), se décomposant ainsi :

Section de fonctionnement	329.769.967
Section d'investissement	47.398.137
<b>Total</b>	<b>377.168.104</b>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de l'Office territorial d'action culturelle, exercice 1997, est arrêté à la somme de *trois cent quarante-six millions cinquante-six mille deux cent soixante-deux francs CFP* (346.056.262 F CFP), se décomposant ainsi :

Section de fonctionnement	305.404.119 F CFP
Section d'investissement	40.652.143 F CFP
<b>Total</b>	<b>346.056.262 F CFP</b>

Art. 3.— Le résultat du budget de l'Office territorial d'action culturelle de l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	<i>Section I</i>	<i>Section II</i>	<i>Total</i>
Recettes	329.769.967	47.398.137	377.168.104
Dépenses	305.404.119	40.652.143	346.056.262
Résultats			
- Excédent	24.365.848	6.745.994	31.111.842

Art. 4.— Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 1997, soit un excédent de 24.365.848 F CFP, est affecté comme suit :

Compte 110 : Report à nouveau (solde créditeur)  
24.365.848 F CFP.

Le résultat global, soit un excédent de 31.111.842 F CFP, vient en augmentation du fonds de roulement de l'établissement.

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Huguette HONG KIOU.

*Le président,*  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-15 APF du 14 janvier 1999 portant approbation du compte financier 1997 du Centre des métiers d'art.**

NOR : CMA9802191DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3757 AA du 28 février 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-16 du 7 février 1980 de l'assemblée de la Polynésie française portant création du Centre des métiers d'art ;

Vu la délibération n° 96-160 APF du 12 décembre 1996 portant modification de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1803 CM du 23 décembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 13-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget du Centre des métiers d'art, pour l'exercice 1997, est arrêté à la somme 74.745.374 F CFP (*soixante-quatorze millions sept cent quarante-cinq mille trois cent soixante-quatorze francs CFP*) se décomposant ainsi :

Section de fonctionnement	63.331.986 F CFP
Section d'investissement	11.413.388 F CFP
<b>Total</b>	<b>74.745.374 F CFP</b>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget du Centre des métiers d'art, pour l'exercice 1997, est arrêté à la somme de 67.958.313 F CFP (*soixante-sept millions neuf cent cinquante-huit mille trois cent treize francs CFP*) se décomposant ainsi :

Section de fonctionnement	57.424.383 F CFP
Section d'investissement	10.533.930 F CFP
<b>Total</b>	<b>67.958.313 F CFP</b>

Art. 3.— Le résultat du budget du Centre des métiers d'art de l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

	<i>Section I</i>	<i>Section II</i>	<i>Total</i>
Recettes	63.331.986	11.413.388	74.745.374
Dépenses	57.424.383	10.533.930	67.958.313
Résultats			
- Excédent	5.907.603	879.458	6.787.061

Art. 4.— Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 1997, soit un excédent de 5.907.603 F CFP, est affecté comme suit :

Compte 110 : Report à nouveau (solde créditeur)  
5.907.603 F CFP.

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Huguette HONG KIOU.

*Le président,*  
Georges HART.

**DELIBERATION n° 99-16 APF du 14 janvier 1999 portant réglementation des extractions de matériaux en terrain privé.**

NOR : ENV9802001DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité d'aménagement du territoire dans sa séance du 4 mai 1998 ;

Vu l'arrêté n° 26 CM du 11 janvier 1999 soumettant à l'assemblée de la Polynésie française un projet de délibération portant réglementation des extractions de matériaux en terrain privé ;

Vu la délibération n° 98-205 APF du 3 décembre 1998 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 5-99 APF/CP du 6 janvier 1999 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 14-99 du 14 janvier 1999 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 14 janvier 1999,

Adopte :

Article 1er.— Sont soumises aux dispositions de la présente délibération les extractions de matériaux destinés à la vente, après transformation, le cas échéant, par toute personne physique ou morale, publique ou privée, sur des terrains privés leur appartenant ou non.

Art. 2.— Les demandes d'autorisation d'extraction sont adressées à la direction de l'équipement qui s'assure de la recevabilité du dossier. Le dossier de demande, remis en quatre exemplaires, mentionne :

1/ S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile, et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande.

2/ La localisation précise de l'installation (commune, lieu-dit, adresse détaillée, numéro des parcelles cadastrées).

3/ La nature et le volume des activités : la quantité maximale semestrielle extraite, la quantité totale à extraire et la surface totale (emprise du site).

4/ Les capacités techniques et financières de l'exploitant : le schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état c'est-à-dire les modalités précises, le calendrier d'exploitation et de remise en état et l'évaluation du montant des travaux de la remise en état.

5/ La nature des garanties financières, le montant et le délai de leur mise en place qui correspond au début de l'exploitation.

Art. 3.— A chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

1/ Une carte au 1/5.000, à défaut au 1/10.000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée, les voies publiques, les points d'eau, canaux et cours d'eau.

2/ Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants. Une échelle réduite peut à la requête du demandeur, être admise par l'administration.

3/ Une notice ou une étude d'impact, lorsque celle-ci est exigée par les dispositions réglementaires et notamment par celles contenues au livre Ier, titre 7, du code de l'aménagement.

4/ Une étude prospective de danger ayant trait aux dangers potentiels de l'installation et aux moyens de les prévenir et d'y remédier, s'ils se matérialisent.

5/ Une notice relative à la conformité de l'installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

6/ Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter ou de l'utiliser.

Art. 4.— Le dossier est transmis à la délégation à l'environnement, au service de l'urbanisme, et au maire de la commune concernée qui font part de leur avis sous quinzaine, délai au terme duquel celui-ci sera réputé favorable.

Art. 5.— La direction de l'équipement instruit le dossier dans un délai de six semaines à réception de toutes les pièces requises.

L'autorisation est délivrée par arrêté du Président du gouvernement.

Art. 6.— Le conseil des ministres approuve l'arrêté type d'autorisation d'extraction de matériaux en terrain privé. Cet arrêté doit comporter notamment :

- les conditions d'exploitations : lieu, durée, quantité de matériaux à extraire, limite de la zone d'extraction ;
- les modalités de remise en état du site après exploitation ;
- les modalités de traitement des eaux utilisées sur le site.

Art. 7.— L'arrêté d'autorisation d'extraction est subordonné à la production d'une garantie financière, constituée pour la remise en état du site après exploitation et établie :

- soit sous forme d'un cautionnement bancaire accordé par un établissement de crédit agréé ;
- soit sous forme d'un dépôt en numéraires consigné auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

La direction de l'équipement est chargée du contrôle des travaux. La délégation à l'environnement est chargée du contrôle de la remise en état du site.

Un arrêté pris en conseil des ministres fixe le montant de la garantie de remise en état des sites, ainsi que les modalités d'attestation des garanties financières.

Art. 8.— Les extractions donnent lieu à la perception d'une taxe de 100 F par m<sup>3</sup> de matériaux à extraire. Cette taxe est versée dès la remise de l'autorisation d'extraction et avant tout commencement des travaux.

Le paiement est effectué à la recette de l'enregistrement.

Art. 9.— L'autorisation d'extraire doit être présentée à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement spécialement habilités.

Un panneau doit obligatoirement indiquer de façon apparente :

- le numéro et la date d'autorisation d'extraction ;
- la quantité de matériaux à extraire ;
- la date d'expiration de l'autorisation.

#### Art. 10.— *Sanctions administratives*

Lorsqu'une extraction est réalisée sans avoir fait l'objet d'une autorisation dans les conditions prévues par la présente délibération, le Président du gouvernement met en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai déterminé.

Si l'exploitant ne défère pas à la mise en demeure de régulariser sa situation ou si sa demande d'autorisation est rejetée, le Président du gouvernement peut, en cas de nécessité, ordonner la fermeture ou la suppression de l'installation.

Si l'exploitant n'a pas obtempéré dans le délai fixé, le Président du gouvernement peut :

- a) obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant au montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ;
- b) faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites.

#### Art. 11.— *Sanctions pénales*

Sans préjudice du recouvrement des taxes étudiées et de tous les dommages et intérêts, les personnes qui auront effectué des extractions sans l'autorisation requise seront punies d'une amende de 4,5 millions de F CFP.

En cas de récidive, la peine d'amende est fixée à 9 millions de F CFP.

En cas de condamnation, le tribunal peut interdire l'utilisation de l'installation jusqu'à ce qu'une autorisation soit délivrée. Il peut également exiger la remise en état des lieux.

En cas de non-respect des prescriptions techniques au terme d'un délai fixé par arrêté de mise en demeure, la peine d'amende est fixée à 9 millions de F CFP.

Art. 12.— La délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés, est abrogée.

Art. 13.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Huguette HONG KIOU.

Le président,  
Georges HART.

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

### ARRETE n° 50 CM du 14 janvier 1999 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention du 29 avril 1997 passée entre la Polynésie française et La Française des Jeux.

NOR : SG990076AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 97-1829 du 29 avril 1997 passée entre la Polynésie française et La Française des Jeux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 janvier 1999,

Arrête :

Article 1er.— L'avenant n° 1 à la convention du 29 avril 1997 passée entre la Polynésie française et La Française des Jeux est approuvé.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est habilité à signer le texte de l'avenant joint au présent arrêté.

Art. 3.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 janvier 1999.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Pour le ministre des finances  
et des réformes administratives :

Le vice-président,  
ministre du développement des archipels  
et des postes et télécommunications,  
Edouard FRITCH.

AVENANT n° 1 (n° 99-89 du 14 janvier 1999)  
à la convention signée le 25 avril 1997  
entre le gouvernement de la Polynésie française  
et La Française des Jeux

Entre les soussignés :

Le gouvernement de la Polynésie française, représenté par M. Gaston Flosse, Président du gouvernement de la Polynésie française, Papeete, Polynésie française, ci-après désigné par "le gouvernement de la Polynésie française", d'une part,

Et

La Française des Jeux, société anonyme d'économie mixte, au capital de 500.000.000 F, dont le siège social est situé 5-7, rue Beffroy, 92200 Neuilly-sur-Seine, R.C.S.

315.065.292 Nanterre, représentée par son président-directeur général, M. Bertrand de Gallé, ci-après désignée par "La Française des Jeux", d'autre part,

Après avoir rappelé :

- qu'une convention a été signée le 25 avril 1997 par le gouvernement de la Polynésie française avec La Française des Jeux, permettant la poursuite de l'exploitation de jeux faisant appel au hasard, pour une durée de quatre ans se terminant le 30 avril 2001 ;
- que cette convention mentionne l'existence d'un courtier-mandataire de La Pacifique des Jeux ;
- que les parties considèrent désormais que la commercialisation des jeux en Polynésie française doit s'effectuer sans courtier-mandataire, La Pacifique des Jeux devant assumer elle-même les tâches précédemment confiées à ce dernier,

Il a été convenu ce qui suit :

A compter du premier janvier 1999, les parties décident que les dispositions des articles 2.1.5 et 2.2.2 de la convention signée le 25 avril 1997 sont modifiées, de telle sorte que la part des mises précédemment affectée au courtier-mandataire soit désormais affectée à La Pacifique des Jeux, sans changement de la part totale des mises affectée à la couverture des frais d'organisation et d'exploitation des jeux.

A cette fin, les articles 2.1.5 et 2.2.2 de la convention signée le 25 avril 1997 sont désormais rédigés comme suit :

*"2.1.5. - Part des mises affectée à la couverture des frais d'organisation et d'exploitation des jeux*

La part des mises affectée à la couverture des frais d'organisation et d'exploitation est de 26,36 % des mises participantes, nette de tout droit ou taxe de quelque nature que ce soit, notamment de la taxe sur la valeur ajoutée polynésienne, qui seraient applicables à ces frais.

Sur ces 26,36 %, la part des mises attribuée aux détaillants est fixée par La Française des Jeux dans la limite de 5 % des mises encaissées, la part des mises participantes affectée à La Française des Jeux est de 3,5 % nets d'impôt ou taxe et le solde des 26,36 % précités est affecté à La Pacifique des Jeux."

Et

*"2.2.2. - Part des mises affectée à la couverture des frais d'organisation et d'exploitation des jeux*

La part des mises affectée à la couverture des frais d'organisation et d'exploitation est de 22,55 % des mises participantes, nette de tout droit ou taxe de quelque nature que ce soit, notamment de la taxe sur la valeur ajoutée polynésienne, qui seraient applicables à ces frais.

Sur ces 22,55 %, la part des mises attribuée aux détaillants est fixée par La Française des Jeux dans la limite de 5 % des mises encaissées, la part des mises affectée à La Française des Jeux est de 2,3 % nets d'impôt ou taxe et le solde des 22,55 % précités est affecté à La Pacifique des Jeux."

Par ailleurs, les parties conviennent de compléter le deuxième alinéa de l'article 4-1 de la convention signée le 25 avril 1997 par la phrase suivante :

"A l'occasion de cette négociation, la part des mises affectée à la couverture des frais d'organisation et d'exploitation des jeux, définie aux articles 2.1.5 et 2.2.2 ci-dessus, fera l'objet d'un réexamen pour tenir compte de la disparition du courtier-mandataire."

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

Fait à Papeete, le 14 janvier 1999,  
en deux exemplaires originaux.  
M. Gaston FLOSSE,  
*Président du gouvernement  
de la Polynésie française.*

Pour M. Bertrand DE GALLÉ,  
*Président-directeur général  
de La Française des Jeux :*  
M. Roland DE VILLEPIN,  
*Président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux.*

**ARRETE n° 53 CM du 15 janvier 1999 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue, à M. Jackie Yumain et Mlle Tupuraa Morris pour leur projet d'habitation à Papeete, Tipaerui.**

NOR : SAU980225TAC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 98-43 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 18 novembre 1998 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete (lettre n° 944 GSTM/PC du 9 décembre 1998) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 janvier 1999,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à M. Jackie Yumain et Mlle Tupuraa Morris pour leur projet d'habitation à réaliser à Papeete, Tipaerui, sur la base des documents présentés au COMAP en séance du 18 novembre 1998 (dossier n° 98-43 COMAP).

Art. 2.— Ces dérogations concernent les dispositions des articles 4 H et 9 H, en secteur B', et autorisent :

- la constructibilité de la parcelle qui présente une surface de 357 m<sup>2</sup>, au lieu de 400 m<sup>2</sup> ;
- la surface couverte de 188,50 m<sup>2</sup> qui représente 53 % de la surface du terrain, au lieu de 50 % ;
- l'implantation de la construction mesurée à compter des débords du toit en retrait de :
  - 2,15 m de la limite nord ;
  - 0,50 m de la limite est ;
  - 3,37 m de la limite ouest,
 au lieu de 4 m en considérant les accords de voisinage.

Art. 3.— Ces dérogations sont assorties de la réserve suivante qui consiste à déplacer la clôture qui devra être réalisée en retrait de 1 mètre de la limite du chemin de manière à permettre progressivement la mise en place d'un chemin de 6 mètres d'emprise.

Art. 4.— Les dérogations accordées par le présent arrêté pourront être rapportées en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 5.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 6.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux (2) années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 7.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 15 janvier 1999.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
*Le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire  
et de l'urbanisme,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 54 CM du 15 janvier 1999 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue, à M. Nicolas Chin Loy en ce qui concerne un projet de parc de stationnement couvert à réaliser sur les parcelles cadastrées n° 22 et n° 52, section CE, à Papeete.**

NOR : SAU9802258AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 98-41 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 18 novembre 1998 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete (lettre n° 944 GSTM/PC du 9 décembre 1998) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 janvier 1999,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à M. Nicolas Chin Loy en ce qui concerne un projet de parc de stationnement couvert à réaliser sur les terrains situés au carrefour de l'avenue Georges-Clemenceau et de la rue Wallis (parcelles cadastrées n° 22 et n° 52, section CE) à Papeete.

Art. 2.— Ces dérogations sont prises sur la base du dossier présenté au COMAP en séance du 18 novembre 1998 (dossier n° 98-41 COMAP) et concernent les dispositions des articles 4 H et 9 H, en secteur B, en autorisant :

- une surface couverte de construction de 930 m<sup>2</sup> pour 1.519 m<sup>2</sup> de surface de terrain, soit 61,23 %, au lieu de 50 % ;
- l'implantation de la construction en limite sur une hauteur de 6 mètres, au lieu de 5 mètres, au vu de l'accord de voisinage.

Art. 3.— Les dérogations accordées par le présent arrêté pourront être rapportées en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux (2) années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 15 janvier 1999.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
*Le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire  
et de l'urbanisme,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 55 CM du 15 janvier 1999 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue, à Mlle Ilona Thomas en ce qui concerne un projet de clôture à réaliser sur la parcelle cadastrée n° 111, section I, sise à Pirae.**

NOR : SAU9802259AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 98-40 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 18 novembre 1998 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae (lettre n° 3076-55 du 16 novembre 1998) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 janvier 1999,

**Arrête :**

**Article 1er.**— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à Mlle Ilona Thomas en ce qui concerne un projet de clôture à réaliser sur la parcelle cadastrée n° 111, section I, à Pirae, rue Tuterai-Tane.

**Art. 2.**— Cette dérogation porte sur les dispositions de l'article 16 H, en secteur B, et permet l'édification d'un mur de clôture en parpaings de 1,80 m de hauteur, en retrait de 0,50 m de la rue Tuterai-Tane.

**Art. 3.**— Cette dérogation est assortie des conditions suivantes :

- l'obligation de réserver un pan coupé de 5 m de longueur à l'intersection des voies, soit au raccordement du chemin d'accès (parcelle cadastrée n° 114) à la route Tuterai-Tane ;
- l'obligation de planter une haie vive dans la marge de recul de 0,50 m, afin de masquer le mur.

**Art. 4.**— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

**Art. 5.**— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

**Art. 6.**— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux (2) années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**Art. 7.**— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 15 janvier 1999.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire  
et de l'urbanisme,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 60 CM du 18 janvier 1999 autorisant l'implantation du magasin Sin Tung Hing Matériaux de construction, Ace Home Center, sur la commune de Punaauia.**

NOR : SAE980009AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail modifiée par délibérations n° 95-70 AT du 23 mai 1995 et n° 95-209 AT du 23 novembre 1995 ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales, modifié par l'arrêté n° 711 CM du 18 juillet 1997 ;

Vu l'arrêté n° 1217 PR du 13 décembre 1996 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales, modifié par l'arrêté n° 477 PR du 21 juillet 1997 ;

Vu l'avis motivé émis par la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales au cours de sa réunion du 18 décembre 1998, mentionné au compte-rendu de réunion ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 janvier 1999,

## Arrête :

Article 1er.— La société anonyme Sin Tung Hing Matériaux de construction est autorisée à implanter un magasin dénommé Sin Tung Hing Matériaux de construction, Ace Home Center, à Outumaoro dans la commune de Punaauia.

L'autorisation porte sur une surface hors œuvre de 3.828 m<sup>2</sup> dont 3.050 m<sup>2</sup> de surface de vente.

Art. 2.— L'activité de cette grande surface commerciale relève du secteur d'activité défini par l'annexe de la délibération n° 95-209 AT du 23 novembre 1995 "bricolage, jardinage, décoration, luminaires, arts de la table, droguerie-entretien".

Art. 3.— Le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent et le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 janvier 1999.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie,  
du plan et de la prévision économique,  
de l'énergie et de la circonscription  
portuaire des îles du Vent,*  
Georges PUCHON.

*Le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire  
et de l'urbanisme,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 61 CM du 18 janvier 1999 autorisant l'implantation du magasin Weldom sur la commune de Punaauia.**  
NOR : SAE990010AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail modifiée par délibérations n° 95-70 AT du 23 mai 1995 et n° 95-209 AT du 23 novembre 1995 ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales, modifié par l'arrêté n° 711 CM du 18 juillet 1997 ;

Vu l'arrêté n° 1217 PR du 13 décembre 1996 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales, modifié par l'arrêté n° 477 PR du 21 juillet 1997 ;

Vu l'avis motivé émis par la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales au cours de sa réunion du 18 décembre 1998, mentionné au compte-rendu de réunion ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 janvier 1999,

## Arrête :

Article 1er.— La société civile immobilière Ariitu est autorisée à implanter un magasin dénommé Weldom à Outumaoro dans la commune de Punaauia.

L'autorisation porte sur une surface hors œuvre de 3.100 m<sup>2</sup> dont 2.408 m<sup>2</sup> de surface de vente.

Art. 2.— L'activité de cette grande surface commerciale relève du secteur d'activité défini par l'annexe de la délibération n° 95-209 AT du 23 novembre 1995 "bricolage, jardinage, décoration, luminaires, arts de la table, droguerie-entretien".

Art. 3.— Le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent et le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 janvier 1999.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie,  
du plan et de la prévision économique,  
de l'énergie et de la circonscription  
portuaire des îles du Vent,*  
Georges PUCHON.

*Le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire  
et de l'urbanisme,*  
Gaston TONG SANG.

NOR : CPS990053AC

**Par arrêté n° 56 CM du 15 janvier 1999.**— L'article 1er I 3° de l'arrêté n° 535 CM du 20 avril 1998 portant désignation, pour deux ans, des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française est modifié comme suit :

I) Représentants des employeurs

3°) Représentants du territoire désignés par arrêté pris en conseil des ministres :

Au lieu de :

Titulaire : Richard Berteil ;  
Suppléant : Armelle Merceron.

Lire :

Titulaire : Armelle Merceron ;  
Suppléant : Mireille Garnier-Leharter.

NOR : AFD990007AC

**Par arrêté n° 57 CM du 15 janvier 1999.**— Est autorisée la régularisation d'une concession temporaire d'un emplacement remblayé du domaine public maritime d'une superficie de 267 m<sup>2</sup> sis au droit d'un remblai autorisé et attenant au lot 2 de la terre Fau-Tiaoia à Teavaro, commune de Moorea-Maiao, au profit de Mme Germaine Tixier veuve Cichoszewski.

Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande.

La présente autorisation est accordée sous les clauses et conditions du contrat type de convention à charge de remblai pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation est consentie sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, savoir :

1) Il sera seul tenu à toutes les garanties que pourrait entraîner l'occupation à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

2) Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord préalable du conseil des ministres.

3) A l'expiration ou à la résiliation de la présente autorisation, il enlèvera les installations et constructions édifiées sur le domaine public à ses frais et sous sa responsabilité, sauf avis contraire du conseil des ministres.

La redevance annuelle, payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cinquante-trois mille quatre cents (53.400) francs*.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation, la redevance due pour la période de 3 années (1996, 1997, 1998) est majorée d'une pénalité de 12 %, soit la somme totale de : *cent soixante-dix-neuf mille quatre cent vingt-quatre (179.424) francs CFP* payable au moment de la signature de l'acte administratif d'occupation du domaine public maritime.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD9802015AC

**Par arrêté n° 58 CM du 15 janvier 1999.**— Est autorisée, à titre de régularisation, au profit de M. François Lighthart, l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie totale de 51 m<sup>2</sup> sis au droit d'une parcelle de la terre Teoneaia, cadastrée section B n° 121 dans la commune de Piraé.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé par M. Christian Guion en date du 16 juin 1998, joint à la demande de concession.

La présente autorisation d'occupation est accordée, pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté, sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, savoir :

1) Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

2) Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres.

3) A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité l'emplacement remblayé, sauf avis contraire de la Polynésie française.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quinze mille trois cents (15.300) francs CFP*.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation, la redevance due pour l'année 1997, majorée d'une pénalité de 12 %, soit d'un montant total de *dix-sept mille cent trente-six francs (17.136) francs CFP*, est payable au moment de la signature de l'acte administratif d'occupation temporaire du domaine public maritime.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD9802014AC

**Par arrêté n° 59 CM du 15 janvier 1999.**— Est autorisée, à titre de régularisation, au profit de M. François Lighthart, l'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 84 m<sup>2</sup> sis au droit d'une parcelle de la terre Teoneaia, cadastrée section B n° 121 dans la commune de Piraé.

Cette occupation comprend :

- 1°) un emplacement remblayé aménagé d'un perré bétonné, d'une superficie totale de 51 m<sup>2</sup> ;
- 2°) et un ponton sur pilotis d'une superficie de 33 m<sup>2</sup>.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé par M. Christian Guion en date du 16 juin 1998, joint à la demande de concession.



La présente autorisation d'occupation est accordée, pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté, sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, savoir :

1) Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et le ponton sur pilotis pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

2) Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres.

3) A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations édifiées sur le domaine public maritime sans aucune indemnité.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quinze mille trois cents (15.300) francs CFP* pour l'emplacement remblayé et *quinze mille (15.000) francs CFP* pour le ponton sur pilotis.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation, la redevance due des deux emplacements pour l'année 1997, majorée d'une pénalité de 12 %, soit d'un montant total de *trente-trois mille neuf cent trente-six (33.936) francs CFP*, est payable à la signature de l'acte administratif d'occupation temporaire du domaine public maritime.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD9802016AC

**Par arrêté n° 62 CM du 18 janvier 1999.**— Est autorisée l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (lais de mer) d'une superficie totale de 599 m<sup>2</sup> dont 284 m<sup>2</sup> à titre de régularisation, sis au droit de la terre Arahiri 2 cadastrée section B n° 117 dans la commune de Pirae formulée par Mme Pépé Chin Foo.

Et tel que le tout figure au plan joint au dossier.

La présente autorisation est accordée pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

L'emplacement autorisé est consenti aux charges et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1) Il sera seul tenu à toutes les garanties que cette occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

2) Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire de la Polynésie française.

3) Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix-neuf mille sept cents (179.700) francs*.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation pour la portion de 284 m<sup>2</sup>, la redevance due pour la période de 3 années (1996 - 1997 - 1998) est majorée d'une pénalité de 12 %, soit la somme totale de *deux cent quatre-vingt-six mille deux cent soixante-douze (286.272) francs* se décomposant comme suit :

- redevance (300 x 284) x 3 =	255.600 F
- pénalités (12 % x 255.600) =	30.672 F
	286.272 F

Laquelle somme est payable au moment de la signature de l'acte administratif d'occupation du domaine public maritime.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les aménagements de toute nature édifiés sur l'emplacement devront être enlevés par le bénéficiaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD9802017AC

**Par arrêté n° 63 CM du 18 janvier 1999.**— Est autorisée la demande d'autorisation d'occupation temporaire d'une portion du domaine public maritime (lais de mer) d'une superficie totale de 639 m<sup>2</sup> dont 364 m<sup>2</sup> à titre de régularisation, sis au droit de la terre Arahiri 1 cadastrée section B n° 108 et n° 109, dans la commune de Pirae formulée pour M. Albert Aline, gérant, et pour le compte de la société S.C.I. Moeva.

Et tel que le tout figure au plan joint à la demande.

La présente autorisation est accordée pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

L'emplacement autorisé est consenti aux charges et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1) Il sera seul tenu à toutes les garanties que cette occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

2) Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire de la Polynésie française.

3) Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cent quatre-vingt-onze mille sept cents (191.700) francs.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation pour la portion de 364 m<sup>2</sup>, la redevance due pour la période de 3 années (1996 - 1997 - 1998) est majorée d'une pénalité de 12 %, soit la somme totale de trois cent soixante-six mille neuf cent douze (366.912) francs se décomposant comme suit :

- redevance (300 x 364) x 3 = 327.600 F
- pénalités (12 % x 327.600) = 39.312 F
- 366.912 F

Laquelle somme est payable au moment de la signature de l'acte administratif d'occupation du domaine public maritime.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les aménagements de toute nature édifiés sur l'emplacement devront être enlevés par le bénéficiaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : TT19902267AC

**Par arrêté n° 64 CM du 18 janvier 1999.**— Une licence d'armateur est accordée à la Société polynésienne d'investissements maritimes (S.P.I.M.) pour l'exploitation du navire à passagers "Ono Ono II" sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent.

Les caractéristiques du navire sont les suivantes :

- nom : Ono Ono II ;
- date de construction : 1999/2000 ;
- type : Catamaran "Flying Cat" ;
- longueur : 40 m ;
- largeur : 10,10 m ;
- capacité des réservoirs fioul : 2 x 6.000 l ;
- capacité des réservoirs eau : 1.500 l ;
- capacité réservoirs rejets : 1.500 l ;
- passagers : 376 ;
- moteurs : 2 x MTU de 1.912 kW (2 x 800 CV) ;
- réduction : 2 x Reintges ;
- propulsion : 2 x Kamewa 63 S ;
- auxiliaires : 2 x 108 kW Caterpillar ;
- vitesse : 30 nœuds à 1.800 tours ;

- aménagements :
  - 376 sièges inclinables ;
  - snack-bar sur le pont principal ;
  - bar sur le pont supérieur ;
  - 10 toilettes ;
- ventilation : climatisation intégrale ;
- navigation :
  - gyrocompas ;
  - autopilote ;
  - 2 radars ;
  - échosondeur ;
  - lock ;
  - radio conforme au GMDSS A2 ;
  - 1 VHF, 1 HF ;
  - GPS ;
  - vision de nuit ;
- communication :
  - 3 VHF portables ;
  - EPIRB ;
  - Intercom ;
- sécurité :
  - radeaux de 65 places ;
  - brassières lumineuses ;
  - dronie de sauvetage ;
- classification : BV conforme aux normes IMO International ;
- MDS : stabilisation actifs.

Et tel que le tout figure au dossier détenu par le service territorial des transports interinsulaires. Les statuts de la S.P.I.M. peuvent être consultés auprès de ce même service.

Les îles desservies et le périple sont les suivants : Tahiti, Huahine, Raiatea, Tahaa, Bora Bora, à raison de trois rotations hebdomadaires les lundi, mercredi et vendredi.

La présente licence est délivrée sous les conditions suivantes, à peine de caducité :

- le navire Ono Ono II devra être mis en ligne avant le 31 décembre 2000 ;
- le navire Ono Ono devra être retiré de la ligne au plus tard dès la mise en ligne du navire Ono Ono II ;
- le capital social de la S.P.I.M. doit être justifié à hauteur de 105 millions F CFP, ce qui représente un taux de 15 % du montant de l'investissement.

Dès la mise en service du navire Ono Ono II sur la desserte citée ci-dessus, seront abrogés l'arrêté n° 962 CM du 28 octobre 1993, et les arrêtés n° 492 CM et n° 493 CM du 20 mai 1994.

L'activité de transport se fait aux risques et périls de l'armateur, la Polynésie française déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

NOR : TT19900046AC

**Par arrêté n° 65 CM du 18 janvier 1999.**— Est approuvé le programme de vols réguliers hiver 1998 de la compagnie aérienne Air New Zealand, courant du 1er novembre 1998 au 31 mars 1999, à raison de :

- 3 fréquences hebdomadaires B 767-300 (24 affaires, 176 économiques) sur la relation Auckland-Papeete via des points intermédiaires (Rarotonga, Nandi) et vice versa ;
- 3 fréquences hebdomadaires B 767-300 (24 affaires, 176 économiques) sur la relation Papeete-Los Angeles et vice versa.

L'arrêté n° 1620 CM du 15 décembre 1998 est abrogé.

NOR : ESS980224JAC

**Par arrêté n° 66 CM du 18 janvier 1999.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 28-98 du 4 décembre 1998 du conseil d'administration de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs arrêtant le budget de l'établissement pour l'exercice 1999 à la somme de 535.000 F CFP se décomposant comme suit, en recettes et en dépenses :

	Depenses	Recettes
Section de fonctionnement :	377.200.000	385.000.000
Section d'investissement :	157.800.000	150.000.000

NOR : ESS980224JAC

**Par arrêté n° 67 CM du 18 janvier 1999.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs suivantes :

- délibération n° 29-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 portant attribution d'une indemnité mensuelle à certains agents de l'établissement ;
- délibération n° 30-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 portant abrogation de la délibération n° 13-92 OTESSSE du 24 juin 1992 fixant une recette de 10 % en faveur de l'office sur les recettes nettes de toutes manifestations sportives et socio-éducatives à titre lucratif organisées sur les installations sportives affectées à l'O.T.E.S.S.E. ;
- délibération n° 31-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 adoptant le programme indicatif des travaux n° 1-99 ;
- délibération n° 33-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 portant modification de la délibération n° 23-93 du 28 décembre 1993 fixant les tarifs de l'Institut territorial de la jeunesse et des sports ;
- délibération n° 34-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 attribuant une subvention de 4.000.000 F CFP au profit de l'A.S. Central sports ;
- délibération n° 35-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 attribuant une subvention de 1.500.000 F CFP au profit de l'A.S. Taatiraa Huma No Moorea-Maiao ;
- délibération n° 36-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 attribuant une subvention de 326.650 F CFP au profit de l'A.S. Tamarii No Taputapuatae ;
- délibération n° 37-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 attribuant une subvention de 894.114 F CFP au profit de l'A.S. Ui Api de Tiarei ;
- délibération n° 38-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 attribuant une subvention de 900.000 F CFP au profit de la Fédération tahitienne de volley-ball ;
- délibération n° 39-98 OTESSSE du 4 décembre 1998 autorisant la prise en charge de matériels sportifs et de trophées destinés aux associations sportives et de jeunesse.

#### *Délibération n° 33-98 OTESSSE du 4 décembre 1998*

**Article 1er.**— Il est ajouté à l'article 1er de la délibération n° 23-93 du 28 décembre 1993 fixant les tarifs de l'Institut territorial de la jeunesse et des sports, un cinquième alinéa ainsi conçu :

“Dans la limite des places disponibles, l'hébergement est accordé à titre gratuit aux associations sportives et de jeunesse affiliées à des fédérations membres du comité territorial olympique et sportif, au comité territorial de la jeunesse et à la confédération territoriale du sport scolaire et universitaire, qui en feront la demande préalable à l'occasion de manifestations de grande envergure dont la liste est jointe en annexe”.

NOR : SRM9800013AC

**Par arrêté n° 68 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Farauru Ben, Teari, armateur du navire de pêche dénommé “Manuarii”, immatriculé à Papeete numéro PY 5768, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 8,66 m
- largeur hors tout : 2,95 m
- puissance motrice : 2 x 220 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9800014AC

**Par arrêté n° 69 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Ariihoho'a Tuterai, armateur du navire de pêche dénommé “Itereura”, immatriculé à Papeete numéro PY 1218, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 8,66 m
- largeur hors tout : 2,95 m
- puissance motrice : 2 x 220 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9800015AC

**Par arrêté n° 70 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à MM. Bouleau Sylvain et

Bouleau Auguste, armateurs du navire de pêche dénommé "Matairea 3", immatriculé à Papeete numéro PY 1248, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 12,2 m
- largeur hors tout : 2,88 m
- puissance motrice : 435 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 3 marins pêcheurs

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900016AC

**Par arrêté n° 71 CM du 19 janvier 1999.** — Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Deane Georges, Tamahahe, armateur du navire de pêche dénommé "Tamataua", immatriculé à Papeete numéro PY 1305, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 12,06 m
- largeur hors tout : 2,82 m
- puissance motrice : 375 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 2 marins pêcheurs

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900017AC

**Par arrêté n° 72 CM du 19 janvier 1999.** — Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Drollet Maxime, Anthony, Teiva, armateur du navire de pêche dénommé "Hinarei", immatriculé à Papeete numéro PY 1718, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 11,9 m
- largeur hors tout : 3 m
- puissance motrice : 450 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 2 marins pêcheurs

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900018AC

**Par arrêté n° 73 CM du 19 janvier 1999.** — Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Heitaa Frédéric, Tuaheana, armateur du navire de pêche dénommé "Tahatini", immatriculé à Papeete numéro PY 1210, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 11,6 m
- largeur hors tout : 2,86 m
- puissance motrice : 375 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 2 marins pêcheurs

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la traîne, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900019AC

**Par arrêté n° 74 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Mu San Michaël, armateur du navire de pêche dénommé "Mereana", immatriculé à Papeete numéro PY 1290, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 12,02 m
- largeur hors tout : 2,76 m
- puissance motrice : 435 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 1 marin pêcheur
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FHXB

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900020AC

**Par arrêté n° 75 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Pourrat Philippe, Louis, armateur du navire de pêche dénommé "Manon", immatriculé à Papeete numéro PY 1306, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 11,9 m
- largeur hors tout : 2,74 m
- puissance motrice : 375 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 3 marins pêcheurs

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la traîne, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900021AC

**Par arrêté n° 76 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Taurai Atera, armateur du navire de pêche dénommé "Raitua 2", immatriculé à Papeete numéro PY 1224, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 11,45 m
- largeur hors tout : 2,84 m
- puissance motrice : 435 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 3 marins pêcheurs
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FN 7957

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900022AC

**Par arrêté n° 77 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Boisson Guy, Roger, Alexandre, armateur du navire de pêche dénommé "Vicky 1", immatriculé à Papeete numéro PY 3869, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,16 m
- largeur hors tout : 2,4 m
- puissance motrice : 150 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900023AC

**Par arrêté n° 78 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Boisson Roger, armateur du navire de pêche dénommé "Vaea 3", immatriculé à Papeete numéro PY 3847, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 6,2 m
- largeur hors tout : 2,28 m
- puissance motrice : 78 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900024AC

**Par arrêté n° 79 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Coulon Joël, Stéphane, armateur du navire de pêche dénommé "Rauteanui", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de Timi Boat, adresse : Mahina.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,52 m
- largeur hors tout : 2,6 m
- puissance motrice : 200 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 1 marin pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900025AC

**Par arrêté n° 80 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Firuu Lucien, armateur du navire de pêche dénommé "Maraamu 3", immatriculé à Papeete numéro PY 3663, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 5,67 m
- largeur hors tout : 2,31 m
- puissance motrice : 65 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900026AC

**Par arrêté n° 81 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Huuti Huuti, armateur du navire de pêche dénommé "Tetuvu Manu", immatriculé à Papeete numéro PY 3739, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7 m
- largeur hors tout : 2,25 m
- puissance motrice : 150 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FN 5849

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900027AC

**Par arrêté n° 82 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Leroux Jean Claude, armateur du navire de pêche dénommé "Moana Dy", immatriculé à Papeete numéro PY 3874, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 6,3 m
- largeur hors tout : 2,28 m
- puissance motrice : 150 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900028AC

**Par arrêté n° 83 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Ley André, armateur du navire de pêche dénommé "Atoni VI", immatriculé à Papeete numéro PY 3899, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,5 m
- largeur hors tout : 2,48 m
- puissance motrice : 150 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur, 1 marin pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900028AC

**Par arrêté n° 84 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Mamatui Tekoreno, Etienne, armateur du navire de pêche dénommé "Nils 1", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise Deane Léonard, adresse : Arue.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,7 m
- largeur hors tout : 2,5 m
- puissance motrice : 165 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900030AC

**Par arrêté n° 85 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Natua Kaivero, André, armateur du navire de pêche dénommé "Kaivero", immatriculé à Papeete numéro PY 3867, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,6 m
- largeur hors tout : 2,53 m
- puissance motrice : 150 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900031AC

**Par arrêté n° 86 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Papara Gustave, armateur du navire de pêche dénommé "Hotu Maru 2", immatriculé à Papeete numéro PY 3882, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 6,4 m
- largeur hors tout : 2,35 m
- puissance motrice : 150 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900032AC

**Par arrêté n° 87 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Soi Louk Yves, armateur du navire de pêche dénommé "Rotui 3", immatriculé à Papeete numéro PY 3809, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,2 m
- largeur hors tout : 2,35 m
- puissance motrice : 130 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900033AC

**Par arrêté n° 88 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tauraa Tetuanui, armateur du navire de pêche dénommé "Tere Huti", immatriculé à Papeete numéro PY 3711, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,1 m
- largeur hors tout : 2,3 m
- puissance motrice : 150 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900034AC

**Par arrêté n° 89 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tavaitai Heifara, Wilson, armateur du navire de pêche dénommé "Heivaimanu", immatriculé à Papeete numéro PY 3856, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 6,6 m
- largeur hors tout : 2,35 m
- puissance motrice : 130 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FT 5888

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.



NOR : SRM9900035AC

**Par arrêté n° 90 CM du 19 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tehaapapa Marcel, armateur du navire de pêche dénommé "Meleana", immatriculé à Papeete numéro PY 3864, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche
- nationalité : française
- longueur hors tout : 7,47 m
- largeur hors tout : 2,4 m
- puissance motrice : 180 CV (diesel)
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond, pêche à la canne ;
- espèces ciblées : petits pélagiques, grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SRM9900036AC

**Par arrêté n° 91 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Teikihokatoua Jules Tonato, armateur du navire de pêche dénommé "Te Hetu O Te Tai", immatriculé à Papeete, numéro PY 3827, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 7,20 m ;
- largeur hors tout : 2,5 m ;
- puissance motrice : 150 CV (Diesel) ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à la canne ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900037AC

**Par arrêté n° 92 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tsiou Fouc Kin San, armateur du navire de pêche dénommé "Lowaina 2", immatriculé à Papeete, numéro PY 3691, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 6,4 m ;
- largeur hors tout : 2,2 m ;
- puissance motrice : 78 CV (Diesel) ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à la canne ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900038AC

**Par arrêté n° 93 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tumarae Atu, armateur du navire de pêche dénommé "Isis Kaina", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 6,90 m ;
- largeur hors tout : 2,21 m ;
- puissance motrice : 130 CV (Diesel) ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à l'épuisette ;
  - pêche à la canne ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900038AC

**Par arrêté n° 94 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Vidal Darrel Teriitevaearai, armateur du navire de pêche dénommé "Ahurau", immatriculé à Papeete, numéro PY 3645, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 6,6 m ;
- largeur hors tout : 2,1 m ;
- puissance motrice : 78 CV (Diesel) ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à la canne ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900040AC

**Par arrêté n° 95 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. White Tonino Tuahiti, armateur du navire de pêche dénommé "Tuahiti", immatriculé à Papeete, numéro PY 3855, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 7,32 m ;
- largeur hors tout : 2,5 m ;
- puissance motrice : 150 CV (Diesel) ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à la canne ;

- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900041AC

**Par arrêté n° 96 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tefaaora Edgar Clément, armateur du navire de pêche dénommé "Tefaaora 2", immatriculé à Papeete, numéro PY 3013, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 5,4 m ;
- largeur hors tout : 2,04 m ;
- puissance motrice : 90 CV ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à l'épuisette ;
  - pêche à la canne ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900042AC

**Par arrêté n° 97 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tefaaora Edgar, armateur du navire de pêche dénommé "Tefaaora 3", immatriculé à Papeete, numéro PY 3368, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 5,4 m ;
- largeur hors tout : 2,14 m ;
- puissance motrice : 90 CV ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à l'épuisette ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900043AC

**Par arrêté n° 98 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tuanua Tutara, armateur du navire de pêche dénommé "Aahi 1", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 5,07 m ;
- largeur hors tout : 2 m ;
- puissance motrice : 50 CV ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche au harpon ;
  - pêche à la traîne ;
  - pêche à la ligne de fond ;
  - pêche à la canne ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : SRM9900044AC

**Par arrêté n° 99 CM du 20 janvier 1999.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à la S.A.R.L. Tahitian Fisheries, armateur du navire de pêche dénommé "Teamaru", immatriculé à Papeete, numéro PY 1646, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors tout : 35,2 m ;
- largeur hors tout : 5,6 m ;
- puissance motrice : 440 CV (Diesel) ;
- nombre et composition de l'équipage :
  - 3 capitaines ;
  - 1 chef mécanicien ;
  - 2 seconds mécaniciens ;
  - 2 aides mécaniciens ;
  - 2 marins pêcheurs ;
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FKGS.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- technique(s) ou engin(s) de pêche :
  - pêche à la palangre ;
- espèces ciblées :
  - petits pélagiques ;
  - grands pélagiques ;
- obligation de débarquement des captures dans les limites du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete ;
- obligation d'enregistrement des captures auprès du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : OPT9900090AC

**Par arrêté n° 100 CM du 21 janvier 1999.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 98-43 OPT relative à la modification des tarifs Télétel, adoptée par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications, lors de sa séance du 17 décembre 1998.

*Délibération n° 98-43 OPT du 17 décembre 1998*

Article 1er.— A compter du 20 janvier 1999, les tarifs applicables aux communications à destination des serveurs Télétel implantés en Polynésie française, en France métropolitaine, dans les D.O.M. et en Nouvelle-Calédonie sont modifiés comme suit :

*Service 36 11 ou 36 60, pour les serveurs en Polynésie française : 11,65 F CFP/minute HT.*

*Services 36 14 et 36 24 ou 36 80, pour les serveurs en Polynésie française : 11,65 F CFP/minute HT.*

*Concernant le 36 15 : 74,73 F CFP/minute HT.*

*Concernant le 36 16 : 60,18 F CFP/minute HT.*

*Concernant le 36 17 : 60,18 F CFP/minute HT.*

Le coût de mise en relation est supprimé.

NOR : PEL9900065AC

**Par arrêté n° 101 CM du 21 janvier 1999.**— Les heures de travail effectuées par les agents auxiliaires de contrôle en poste au département de la protection des végétaux, ouvrent droit aux majorations suivantes pour les heures effectuées de nuit, les dimanches et les jours fériés.

Les conditions de majoration d'heures s'établissent comme suit :

- 1°) 30 % du taux horaire pour les heures de nuit, effectuées entre 20 heures et 6 heures ;
- 2°) 100 % du taux horaire pour les heures effectuées de jour, durant les dimanches et les jours fériés ;
- 3°) 130 % du taux horaire pour les heures effectuées de nuit, durant les dimanches et les jours fériés.

Ces heures sont effectuées dans le cadre du volume hebdomadaire normal d'heures de travail réparties par tableaux de service établis par le chef de service après avis des délégués du personnel.

Au cas où les agents doivent assurer des missions au delà de la durée légale d'heures de travail et dans les limites réglementaires, il leur est attribué des rémunérations au titre des heures supplémentaires.

Les présentes dispositions sont applicables à compter du 1er juin 1998.

NOR : F009900066AC

**Par arrêté n° 102 CM du 21 janvier 1999.**— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement initial de 1999 du compte spécial "compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.)" est déterminée selon le tableau joint en annexe 1.99/CAVC.

#### A N N E X E

à l'arrêté portant répartition des crédits de paiement 1999 du compte spécial  
"Compte d'aide aux victimes des calamités"

N° 1-99 CAVC

(en milliers de francs CFP)

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	TOTAL
PR															0
VP											2.737.000				2.737.000
MJS															0
MFR	5.000	695.000	393.000			264.000								430.000	1.787.000
MLA															0
MEC															0
MED															0
MEF															0
MSO															0
MSR															0
MAG															0
MCV															0
MEQ															0
MTR															0
MEN															0
	5.000	695.000	393.000	0	0	264.000	0	0	0	0	2.737.000	0	0	430.000	4.524.000

NOR : F009900067AC

**Par arrêté n° 103 CM du 21 janvier 1999.**— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement initial de 1999 du compte spécial F.I.D.E.S.-territoire est déterminée selon le tableau joint en annexe 1-99 FIDES-T.

#### A N N E X E

à l'arrêté portant répartition des crédits de paiement 1999 du compte spécial  
"Fonds d'investissement pour le développement économique et social"

N° 1-99 FIDES-T

(en milliers de francs CFP)

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	TOTAL
PR							1.295								1.295
VP															0
MJS															0
MFR															0
MLA															0
MEC							2.500								2.500
MED															0
MEF															0
MMA							542								542
MSO															0
MSR															0
MAG								1.700							1.700
MCV															0
MEQ										5.000					5.000
MTR															0
MEN															0
	0	0	0	0	0	0	4.337	1.700	0	5.000	0	0	0	0	11.037

NOR : F009900068AC

**Par arrêté n° 104 CM du 21 janvier 1999.**— De 1982 à 1989, l'Agence française de développement a accordé à la S.A. Coder Marama Nui sept crédits de 6.600.000 FF (c/v 120.000.000 F CFP), 11.000.000 FF (c/v 200.000.000 F CFP), 16.500.000 FF (c/v 300.000.000 F CFP), 24.750.000 FF (c/v 450.000.000 F CFP), 25.850.000 FF (c/v 470.000.000 F CFP) dont mobilisé 19.887.110 FF (c/v 361.583.818 F CFP), 35.750.000 FF (c/v 650.000.000 F CFP) et 69.300.000 FF (c/v 1.260.000.000 F CFP) destinés à financer partiellement les tranches 2 à 8 du programme d'investissement de la société.

Dans le cadre du réaménagement de sa dette et compte tenu d'une baisse des taux d'intérêt à long terme, la S.A. Coder Marama Nui a sollicité le rééchelonnement de ces sept emprunts.

Par avenants en date des 6 février, 3 mars et 8 avril 1998, l'Agence française de développement a accepté de réaménager les conditions financières des sept crédits.

Le territoire de la Polynésie française accorde sa garantie de bonne fin aux sept emprunts rééchelonnés dont le montant

global s'élève à 90.671.213 FF (c/v 1.648.567.509 F CFP) au 31 octobre 1997.

Les nouvelles caractéristiques de ces sept emprunts rééchelonnés se présentent comme suit :

#### Premier emprunt

Montant au 31 octobre 1997 : 360.900 FF (c/v 6.561.818 F CFP)  
Taux : 5,34 %  
Durée : 5,5 ans  
Remboursement : 11 semestrialités

#### Second emprunt

Montant au 31 octobre 1997 : 1.237.300 FF (c/v 22.496.364 F CFP)  
Taux : 5,34 %  
Durée : 5,5 ans  
Remboursement : 11 semestrialités

#### Troisième emprunt

Montant au 31 octobre 1997 : 3.588.191 FF (c/v 65.239.819 F CFP)  
Taux : 5,34 %  
Durée : 5,5 ans  
Remboursement : 11 semestrialités

#### Quatrième emprunt

Montant au 31 octobre 1997 : 8.959.846 FF (c/v 162.906.291 F CFP)  
Taux : 5,34 %  
Durée : 5,5 ans  
Remboursement : 11 semestrialités

#### Cinquième emprunt

Montant au 31 octobre 1997 : 8.816.452 FF (c/v 160.299.127 F CFP)  
Taux : 5,34 %  
Durée : 5,5 ans  
Remboursement : 11 semestrialités

#### Sixième emprunt

Montant au 31 octobre 1997 : 20.453.346 FF (c/v 371.879.018 F CFP)  
Taux : 5,34 %  
Durée : 5,5 ans  
Remboursement : 11 semestrialités

#### Septième emprunt

Montant au 31 octobre 1997 : 47.255.178 FF (c/v 859.185.055 F CFP)  
Taux : 5,72 %  
Durée : 7,5 ans  
Remboursement : 11 semestrialités

Au cas où la S.A. Coder Marama Nui ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires encourus, le territoire de la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'Agence française de développement, adressée par lettre missive sans jamais pouvoir opposer le défaut de la recette prévue ci-dessous, ni exiger que l'Agence française de développement discute au préalable l'établissement défaillant.

Le territoire de la Polynésie française s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une recette suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

Par avenant n° 1 à la convention du 24 janvier 1990, la garantie du territoire a été fixée pour l'ensemble des crédits octroyés à l'emprunteur à 30 % de l'encours des emprunts avalisés.

Le ministre des finances et des réformes administratives est autorisé à signer au nom du territoire de la Polynésie française les termes de la convention d'aval.

NOR : ITS9900077AC

**Par arrêté n° 105 CM du 21 janvier 1999.**— Est constaté au niveau de 114,0 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de décembre 1998 (base 100 en décembre 1988).

NOR : AFD9900054AC

**Par arrêté n° 106 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisée la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service des ressources marines, d'un local à usage de bureaux sis à Atiha, Moorea, d'une superficie de 42 m2 appartenant à Mme Louana Bougues, épouse Maueau.

La présente location est consentie à compter du 1er janvier 1999, pour une durée d'un an renouvelable, moyennant le loyer mensuel de cinquante mille (50.000) francs CFP.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, chapitre 960.03, article 630.10, code service 742.

NOR : AFD9900055AC

**Par arrêté n° 107 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisé l'empiètement, à titre de régularisation, du domaine public routier dans la zone des 6,50 m par rapport à l'axe de la route d'une clôture sise au droit de la terre Airepo, parcelle D, à Vairao, commune de Taïarapu-Ouest au profit de M. Bernard Tang.

Et tel que le tout figure au plan joint à la demande.

La présente autorisation est accordée sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, savoir :

1) Il sera seul tenu à toutes les garanties que pourrait entraîner l'occupation à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

Il se conformera aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire, notamment ceux de la direction de l'équipement en ce qui concerne l'élargissement de la route territoriale ;

2) Il devra procéder à ses frais à la démolition des ouvrages d'empiètement sur le domaine public routier dès que les travaux d'élargissement de la route territoriale seront entrepris, et ce sans aucune indemnité.

NOR : AFD9900057AC

**Par arrêté n° 108 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisée, à titre de régularisation, la concession temporaire d'un emplacement remblayé du domaine public maritime d'une superficie totale de 105 m2 dont 90 m2 de remblai et 15 m2 pour un escalier bétonné sis au droit du lot 38 de la terre dite "propriété Dexter" dans la commune de Paea au profit de Mme Irène Temanihi.

Et tel que le tout figure au plan joint à la demande.

La présente autorisation est accordée sous les clauses et conditions du contrat type de convention à charge de remblai pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation est consentie sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, savoir :

1) Il sera seul tenu à toutes les garanties que pourrait entraîner l'occupation à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire ;

2) Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord préalable du conseil des ministres ;

3) A l'expiration ou à la résiliation de la présente autorisation, il enlèvera les installations et constructions édifiées sur le domaine public à ses frais et sous sa responsabilité sauf avis contraire du conseil des ministres ;

4) Il assurera le nettoyage de la plage au droit de sa propriété.

La redevance annuelle payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt et un mille (21.000) francs CFP*.

N° de plan	Commune de Papeete		Indemnités accordées		Propriétaires	Sommes à consigner (en F CFP)
	Cadastre	Surface en m2	Prix du m2 en F CFP	Total en F CFP		
9	BX66	34	16.000	544.000	Shang Ching Seong (dit Ah Kion) et Chu Sang Ye Yen son épouse	544.000

Les dépenses sont imputables au budget local : chapitre 900, article 2100, opération n° 312-86, AAP 465-97 : Acquisitions terrains.

NOR : AFD9900058AC

**Par arrêté n° 110 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisé le règlement des indemnités dues au CAMICA, propriétaire des parcelles de terre cadastrées sous les références A188, A189 et A190 détachées de la terre Afarerii parcelle et nécessaires à la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Pirae et telles que ces indemnités sont indiquées au tableau ci-après :

Référence cadastrale	Surface en m2	Indemnités accordées par le juge de l'expropriation	Sommes à payer en F CFP
A188 A189 A190	160 693 850	Indemnité principale :  27.248.000	27.248.000
		Indemnité de remploi : 2.724.800	2.724.800
			29.972.800

Les dépenses sont imputables au budget local : chapitre 900, article 2100, opération n° 5-96, AAP 97-97 : Acquisitions terrains.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation, la redevance due pour la période de 3 années (1996-1997-1998) est majorée d'une pénalité de 12 % soit la somme totale de *soixante dix mille cinq cent soixante (70.560) francs CFP* payable au moment de l'acte administratif d'occupation du domaine public maritime.

En cas d'observation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD9900058AC

**Par arrêté n° 109 CM du 21 janvier 1999.**— Sont rapportées les dispositions relatives à la parcelle de terre repérées au plan n° 9 (BX66) contenues dans l'arrêté n° 719 CM du 25 mai 1998 ordonnant le règlement des indemnités dues à certains propriétaires de parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée est de Papeete, dans la commune de Papeete.

Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations l'indemnité indiquée au tableau ci-après :

NOR : AFD9900058AC

**Par arrêté n° 111 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires de maisons d'habitation construites sur les parcelles de terre cadastrées sous les références A188, A189 et A190 touchées par la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Pirae et telles que ces indemnités sont indiquées au tableau ci-après (en F CFP) :

Référence cadastrale	Propriétaires des constructions	Indemnités accordées par le juge de l'expropriation	Sommes à consigner
A188 A189 A190	1- Mme Rosina Tuarau  2- M. Jean-Pierre Pugibet et son épouse Mme Annick Teiva, pour moitié ; - Mme Gabrielle Teiva, pour l'autre moitié	3.300.000  4.264.665	3.300.000  4.264.665
			7.564.665

Les dépenses sont imputables au budget local : chapitre 900, article 2120, opération n° 5-96, AAP 97-97 : Pour constructions.

Ces indemnités seront versées aux propriétaires dès qu'ils feront la demande de paiement conformément aux dispositions du code de l'expropriation.

NOR : AFD9900069AC

**Par arrêté n° 112 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisée l'occupation temporaire du domaine public maritime d'une superficie de 900 m<sup>2</sup> pour l'aménagement d'une aire de baignade sise au droit d'un lais de mer cadastré, section AP n° 158, appartenant à la Polynésie française, formulée par la direction des enseignements secondaires, collège de Papara.

Et tel que le tout figure au plan joint au dossier.

La présente autorisation est consentie à titre précaire et révocable au gré des parties.

NOR : AFD9900070AC

**Par arrêté n° 113 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisée l'occupation temporaire d'une portion du domaine public maritime d'une superficie de 90 m<sup>2</sup> au droit du Maraé Taputapuata à Opoa, commune de Taputapuata, pour l'aménagement d'un ponton au profit de la direction de l'équipement.

Et tel que le tout figure au plan du 14 septembre 1998 de la Socoma joint au dossier.

NOR : AFD9900081AC

**Par arrêté n° 114 CM du 21 janvier 1999.**— Le service Mobil S.A. est autorisé à occuper temporairement une parcelle de 800 m<sup>2</sup> du domaine public portuaire sis à Tiputa, commune de Rangiroa, en vue de réaliser un stockage d'hydrocarbures, tel que ceci est représenté au plan détenu par la direction de l'équipement.

La présente autorisation est délivrée pour une durée de neuf (9) années à compter de la publication du présent arrêté.

Le bénéficiaire s'engage à payer à la recette-conservation de la direction des affaires foncières, une redevance annuelle de *deux cent quatre-vingt mille (280.000) francs CFP* payable d'avance pour chaque période annuelle.

Le montant de la redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

NOR : AFD9900082AC

**Par arrêté n° 115 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisé le règlement des indemnités dues à certains propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée Est de Papeete dans la commune de Papeete. Ces indemnités sont indiquées au tableau ci-après :

Référence cadastrale	Surface en m <sup>2</sup>	Indemnités accordées par le juge de l'expropriation	Propriétaires	Quotité	Sommes à payer en F CFP
BW38	13	260.000	Héritiers de M. Emile Jean Martin :		
BW39	29	580.000	1 - M. Guy Eugène Tuaitaaraau Martin .....	1/14	134.285
BW40	30	600.000	2 - M. Gérard Xavier Taaroanitemoanaroa Martin .....	1/14	134.285
			3 - Mme Claude Tetaahiarui Martin épouse Mariassoué .....	1/14	134.285
			4 - M. Jean-Manuel Charly Tamairia Martin .....	1/14	134.285
BW41	22	<u>440.000</u>	5 - Mme Chavelita Tetainuanui Martin épouse Tahauri .....	1/14	134.285
		1.880.000	6 - M. Jean-Marc Gilbert Tutapuarii Martin .....	1/14	134.285
			7 - Mlle Andrée Denise Naumi Martin .....	1/14	134.285
			8 - Mlle Monique Maire Nui Martin .....	1/14	134.285
			9 - Mlle Yvonne Taahi Martin .....	1/14	134.285
			10 - Mlle Marie-Claude Terii Martin .....	1/14	134.285
		Indemnité terrain :			
BW43	43	516.000			
BW44	95	<u>1.520.000</u>			
		2.036.000			
			CAMICA	1/1	2.036.000
					3.378.850

Les dépenses sont imputables au budget local : chapitre 900, article 2100, opération n° 5-96, AAP 97-97: Acquisitions terrains.

NOR : AFD9901670AC

**Par arrêté n° 116 CM du 21 janvier 1999.**— Est autorisée la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service de l'éducation et de l'enseignement technique, d'un local à usage de bureaux sis dans une habitation face au magasin à Avatoru, d'une superficie respective de 9 m<sup>2</sup> et 12 m<sup>2</sup>.

La présente location est consentie à compter du 1er octobre 1998, pour une durée de un an renouvelable, moyennant le loyer mensuel de *trente mille (30.000) francs CFP*.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, chapitre 943, sous-chapitre 943.02, article 630-10.

NOR : SET9901024C

**Par arrêté n° 117 CM du 21 janvier 1999.**— L'article 1er et l'article 2 de l'arrêté n° 1814 CM du 28 décembre 1998 sont modifiés comme suit :

*Article 1er.*— Conformément aux dispositions de l'article 18 du cahier des charges de la convention de mandat n° 94-332 du 8 février 1994 relative à l'aménagement du domaine Punavai Nui, il est octroyé à la Société d'équipement de Tahiti et des îles, une avance de *soixante-neuf millions de francs (69.000.000 F CFP)*.

*Art. 2.*— La dépense est imputable au chapitre 925, opération 157-94 "Prêt à la Sétill", AAP 234.96, article 2519.

Le reste sans changement.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

**Par arrêté n° 279 MFR du 19 janvier 1999.**— En application de l'article 4-1°) de la délibération n° 95-251 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides médico-techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, sont inscrites sur la liste d'aptitude permettant l'accès au grade d'aide médico-technique, les candidates suivantes :

- Mme Denise Ariitai épouse Rua, née le 14 octobre 1968 à Uturoa, Raiatea ;
- Mme Hinau, Magarite Mariteragi épouse Bellais, née le 17 octobre 1966 à Taenga-Tuamotu ;
- Mme Laïza Tupea épouse Taputu, née le 12 février 1965 à Maupiti ;
- Mme Herenui Yee-On épouse Toofa, née le 15 mai 1969 à Maupiti.

Cette liste d'aptitude est valable un an à compter du 15 février 1999.

**Par arrêté n° 280 MFR du 19 janvier 1999.**— En application de l'article 4-1°) de la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, sont inscrits sur la liste d'aptitude permettant l'accès au grade d'aide technique, les candidats suivants :

- M. Arthur Allain, né le 13 janvier 1942 à Papeete ;
- M. Juanito Burns, né le 20 octobre 1960 à Anaa ;
- M. Ilvin Choune, né le 10 septembre 1959 à Papeete ;
- M. Axel Fareura, né le 5 septembre 1969 à Papeete ;
- Mlle Nadia Holman, née le 9 février 1960 à Tevaitoa-Raiatea ;
- M. Christian Mairoto, né le 5 novembre 1974 à Makemo ;
- M. Samuel Moo Sung, né le 7 décembre 1963 à Papeete ;
- Mlle Tarona Taimana, née le 24 février 1972 à Huahine ;
- Mme Yolande Taraufau épouse Deane, née le 17 décembre 1964 à Papeete ;
- M. Pierre Tavaitai, né le 20 juin 1960 à Papeete ;
- M. Léon Teikihuavanaka, né le 7 septembre 1974 à Papeete ;
- Mme Jacqueline Tereroa épouse Voirin, née le 5 juin 1962 à Papeete ;
- M. Patrick Timau, né le 11 février 1970 à Papeete ;
- Mlle Johanna Viriamu, née le 1er septembre 1961 à Papeete ;
- Mlle Tehani Urarii, née le 2 juin 1969 à Papeete.

Cette liste d'aptitude est valable un an à compter du 15 février 1999.

**Par arrêté n° 281 MFR du 19 janvier 1999.**— En application de l'article 4-1°) de la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, sont inscrits sur la liste d'aptitude permettant l'accès au grade d'agent de bureau, les candidats suivants :

- Mme Elvina Auch épouse Marere, née le 19 septembre 1970 à Papeete ;
- Mlle Rava Bernardino, née le 15 janvier 1975 à Papeete ;
- Mlle Miriama Clark, née le 12 mars 1958 à Papeete ;
- Mlle Loana Fenuaiti, née le 23 janvier 1976 à Papeete ;
- M. Rahiti Gatien, né le 27 avril 1974 à Papeete ;
- Mlle Christiane Ly, née le 17 mars 1969 à Papeete ;
- Mlle Béatrice Maitere, née le 2 juillet 1970 à Papeete ;
- Mlle Marie-Madeleine Mao, née le 13 mars 1968 à Papeete ;
- Mlle Tatiana Pia, née le 1er juin 1971 à Tiputa-Rangiroa ;
- M. William Punuataahitua, né le 4 décembre 1969 à Papeete ;
- Mlle Dorothy Taerea, née le 10 avril 1969 à Uturoa (Raiatea).

Cette liste d'aptitude est valable un an à compter du 15 février 1999.

**Par arrêté n° 282 MFR du 19 janvier 1999.**— Sont nommées comme membres du jury du concours externe sur épreuves, pour le recrutement d'un ingénieur subdivisionnaire de catégorie A relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, pour une affectation au service territorial de l'énergie et des mines, les personnes dont les noms suivent :

- M. Marc Jammet, chef du service du personnel et de la fonction publique, président, ou son représentant ;
- M. Jean-Jacques Delarce, inspecteur général de l'administration territoriale, ou son représentant ;
- M. David Moutouh, chef du service territorial de l'énergie et des mines, ou son représentant ;
- M. Jean-Paul Theron, agent de 1re catégorie, représentant de ce cadre d'emplois, ou sa suppléante ;
- M. Paul Bourret, ingénieur général de l'armement à la retraite, personnalité qualifiée ;
- M. Georges Lan Ah Loi, directeur adjoint de la direction de l'équipement, personnalité qualifiée.

**Par arrêté n° 319 MFR du 20 janvier 1999.**— Les articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté n° 711 MFR du 21 février 1994 sont modifiés comme suit :

*Au lieu de :* Mme Verna Teiti ;  
*Lire :* Mlle Caroline Tang, assistante de direction du délégué.

Le reste sans changement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

### MINISTRE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME

**ARRETE n° 322 MAA.AU du 20 janvier 1999 autorisant M. Jorda Jean-Jacques à réaliser pour le compte de la S.C.I. Jade les travaux de viabilisation du lotissement industriel "Jade" à Papeete, vallée de Tipaerui.**

Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,



## Arrête :

Article 1er.— Le projet de lotissement industriel "Jade" à Papeete, vallée de Tipaerui, est composé de 18 lots. M. Jorda Jean-Jacques est autorisé à réaliser pour le compte de la S.C.I. Jade les travaux de viabilisation des lots 1 à 5 et 9 à 11 du lotissement "Jade".

Les travaux correspondant aux lots 6 à 8 et 12 à 18, excepté l'amorce de terrassement permettant l'accès à une pelle mécanique, sont subordonnés à l'approbation d'un dossier technique comprenant notamment une étude satisfaisante de faisabilité des travaux de terrassement.

Art. 2.— *Dossier du lotissement*

Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants enregistrés au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") les 16 mars, 20 avril et 29 septembre 1998 sous le n° L/98-5 :

- note de présentation ;
- plan de situation ;
- plan parcellaire ;
- plan topographique et de bornage ;
- plan de terrassement ;
- plan de voirie et assainissement ;
- plan d'adduction d'eau ;
- plan d'adduction téléphonique ;
- plan des réseaux électriques ;
- profils en long de la voie principale et des voies A, B, C et D ;
- profil en travers ;
- profils P1, P2, P3 ;
- listing des cubatures de terrassement ;
- cahier des charges du lotissement ;
- engagements du lotisseur relatifs à l'association syndicale ;
- pièces foncières ;
- procès-verbal de visite n° 98-537 du 7 avril 1998 ;
- lettre du chef du laboratoire des travaux publics de Polynésie en date du 22 septembre 1998 ;
- plan de délimitation du domaine public fluvial n° 986-070-21-8156 du 17 mars 1998.

Art. 3.— Les travaux d'aménagement et de viabilisation seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en tenant compte des dispositions suivantes :

1°) *Voirie*

La chaussée de la voie principale devra avoir les caractéristiques suivantes :

- largeur minimale de 6 m ;
- pente inférieure ou égale à 11 % sur les sections droites et 10 % dans les virages ;
- corps de chaussée renforcé par une couche de grave bitume de 10 cm ;
- revêtement en enrobé de 4 cm.

2°) *Assainissement eaux pluviales*

Le décanteur prévu dans la partie basse en lieu et place de l'espace vert devra être correctement dimensionné et fonctionnel avant le début des travaux.

3°) *Assainissement eaux usées*

Avant toute réalisation, le promoteur devra fournir le dossier technique complet de la station d'épuration appelée à

traiter les eaux usées domestiques, comportant notamment tous les plans, dimensionnements et notes de calcul, etc. Il devra tenir compte des observations suivantes :

- rappel des données de base : lire MVS : 3 g/l et non 3 mg/l dans l'étude préliminaire versée au service d'hygiène et de salubrité publique ;
- déshuilage : prévoir un bassin de 1,25 m<sup>3</sup> minimum, afin d'avoir un temps de séjour de 15 minutes en débit de pointe.

4°) *Réseau incendie*

S'agissant d'un lotissement à vocation industrielle :

- remplacer la conduite du réseau de distribution ø 110 par une conduite de ø 150 ;
- prévoir au niveau du bassin une réserve d'incendie de 120 m<sup>3</sup> au moins assurant une alimentation en eau des poteaux d'incendie ;
- respecter scrupuleusement l'implantation des poteaux d'incendie indiquée sur le plan d'adduction d'eau.

5°) *Réseaux électrique et téléphonique*

Les réseaux électrique et téléphonique seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique.

Avant le début des travaux d'adduction téléphonique, un projet détaillé d'infrastructure téléphonique établi par une entreprise admise par l'O.P.T. devra être présenté au C.C.L./ENSIM (Centre de construction des lignes, ensemble immobilier à Tipaerui, téléphone : 41.43.62, fax : 45.06.38).

6°) *Terrassements*

Les travaux devront être suivis par un géotechnicien et modifiés au besoin suivant la nature du terrain. Toutes précautions devront être prises pour éviter un glissement de terrain ou un éboulement qui pourrait être dommageable aux biens ou aux personnes.

Les dispositions envisagées pour suivre les recommandations du laboratoire des travaux publics relatives à l'adaptation des pentes de talus de terrassements devront être réalisées partout où cela s'avérera nécessaire.

7°) *Plantations*

Le promoteur devra, en fin de travaux, procéder à des aménagements paysagers de manière à favoriser l'intégration du projet.

Art. 4.— *Dossier complémentaire*

A l'appui de toute demande de certificat de conformité pour les lots du lotissement, les pièces suivantes complétant le dossier du lotissement devront être déposées :

- 4 exemplaires du plan de bornage et récèlement si nécessaire ;
- une attestation de réception du réseau téléphonique ;
- une attestation de contrôle du réseau incendie certifiant notamment du respect des prescriptions de l'article 3-4°) du présent arrêté ;
- un rapport établi par un organisme agréé sur le contrôle général des terrassements (talus de déblais et de remblais) attestant de leur stabilité ;

- 4 exemplaires du plan (format A4) définissant le périmètre loti et le découpage de l'ensemble des lots avec leur numérotation ;
  - un certificat établi par l'entrepreneur des travaux de voiries attestant le dimensionnement de la voie principale tel que défini à l'article 3 ;
  - 4 exemplaires du cahier des charges modifié comme suit :  
Pages 10 à 13 : rectifier la superficie de tous les lots comme indiqué sur le plan parcellaire.
- Page 14 : article 1er, lire "... des articles 2 à 7 du présent chapitre.", au lieu de "... des articles 2 à 12 du présent chapitre." ;
- Page 15 : article 2, rajouter "activités industrielles".
- Page 15 : article 4, règlement de construction, rajouter le 3e alinéa suivant : "Afin d'atténuer l'impact visuel des hangars vus du dessus, les couleurs des toitures des bâtiments seront choisies dans les tons de vert."

#### Art. 5.— Validité

Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de dix-huit (18) mois ou achevés dans un délai de trente-six (36) mois à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'autorisation.

#### Art. 6.— Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Papeete et du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Art. 7.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 20 janvier 1999.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le chef du service de l'urbanisme  
par intérim,  
Antoine NESAS

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ARRETE n° 321 MEF du 20 janvier 1999 portant modification de l'arrêté n° 8062 MEF du 29 octobre 1998 portant délégation de signature au chef de service de l'inspection du travail.

Le ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de

la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 326 PR du 20 avril 1998 modifiant l'arrêté n° 203 PR du 31 mai 1996 modifié, relatif aux attributions du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine ;

Vu la convention n° 85-5 du 5 décembre 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service de l'inspection du travail ;

Vu l'arrêté n° 356 DAF/PERS. du 29 septembre 1998 portant affectation de M. Daniel Gruber, directeur du travail de 2e classe ;

Vu l'arrêté n° 365 DAF/PERS. du 7 octobre 1998 modifiant les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 356 DAF/PERS. du 29 septembre 1998, portant affectation de M. Daniel Gruber, directeur du travail, en qualité de chef de service de l'inspection du travail de la Polynésie française,

#### Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 8062 MEF du 29 octobre 1998 est modifié comme suit :

Au lieu de : "La présente délégation de signature est donnée à M. Daniel Gruber jusqu'au 31 décembre 1998."

Lire : "La présente délégation de signature est donnée à M. Daniel Gruber jusqu'au 30 juin 1999."

Art. 2.— Le reste est inchangé.

Art. 3.— Le chef de service de l'inspection du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 janvier 1999.  
Lucette TAERO.

#### MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE LA REDISTRIBUTION ET DE LA VALORISATION DES TERRES DOMANIALES

Par arrêté n° 219 MLD du 14 janvier 1999.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Sylvain Koan, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 5 ha, sis à environ 300 m du rivage de la terre Tekomopao section H2, précédemment attribué à la société "Vaimareva Poe", destiné à l'élevage de la nacre et à l'exploitation d'une ferme perlière.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete est fixée à 52.500 F CFP.

Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Kwang Hong dit Frédéric Koan, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 5 ha, sis à environ 200 m du rivage de la terre Tekomopao, précédemment attribué à la société "Vaimareva Poe", destiné à l'élevage de la nacre et à l'exploitation d'une ferme perlière.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 52.500 F CFP.

L'arrêté n° 359 CM du 28 avril 1993 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de la société civile "Vaimareva Poe" est abrogé.

**Par arrêté n° 220 MLD du 14 janvier 1999.**— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Piritua Axel Bellais, l'autorisation d'occupation temporaire de six emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 4 ha 5 a 0 ca, sis face au motu Teroma à environ 1.120 m à Apataki, commune de Arutua, destinés au collectage (5 stations de 100 m x 1 m = 500 m<sup>2</sup>), à l'élevage de la nacre et à l'exploitation d'une ferme perlière (4 ha).

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, fixée à 42.000 F CFP, est réduite à 21.000 F CFP les cinq premières années.

**Par arrêté n° 274 MLD du 18 janvier 1999.**— Les articles 1er et 3 de l'arrêté n° 401 CM du 29 avril 1996 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Tefareii, commune de Huahine, au profit de Mlle Mirimiri Clara Taraina Sandrine Tsing Tsing sont modifiés comme suit :

1) à l'article 1er, en ce qui concerne la superficie de l'emplacement maritime accordé :

*Lire :* "... un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1.000 m<sup>2</sup>..."

Le reste sans changement.

2) à l'article 3, en ce qui concerne la redevance annuelle d'occupation :

*Lire :* "La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 20.000 F CFP."

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 294 MLD du 19 janvier 1999.**— Les dispositions de l'arrêté n° 1080 CM du 28 septembre 1992 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime dans diverses îles des Tuamotu sont modifiées comme suit en ce qu'elles concernent Mme Juliette Simone Tapi épouse Lucas à Raraka, commune de Fakarava :

*Lire :*

1 emplacement maritime de 3 ha à environ 20 km du rivage de la terre Onokanoka : collectage (5 stations de 100 m x 1 m), élevage de la nacre et ferme perlière : 31.500 F CFP.

**Par arrêté n° 295 MLD du 19 janvier 1999.**— Les dispositions de l'arrêté n° 2940 MLA du 14 mai 1997 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Ahe et à Manihi sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique des emplacements maritimes attribués à M. Manuera Tyrone Hiva à Ahe, commune de Manihi :

*Lire :*

Au regard du motu Poroporo 2 :

- à environ 1.830 m : 3 stations de collectage de 100 m x 1 m ;
- à environ 1.000 m : 2 stations de collectage de 100 m x 1 m.

**Par arrêté n° 296 MLD du 19 janvier 1999.**— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Matai Rapana Virilina Vairau, l'autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2 ha 0 a 60 ca, sis au droit de la terre Mairava à Arutua, commune de Arutua, répartis comme suit :

- collectage (5 stations de 100 m x 1 m), élevage de la nacre et ferme perlière (2 ha), à environ 3,2 km du rivage ;
- 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m<sup>2</sup>), près du rivage.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, fixée à 33.000 F CFP, est réduite à 27.000 F CFP les cinq premières années.

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

**ARRETE n° 320 MAG du 20 janvier 1999 portant déclaration d'infection de l'élevage de porcs de M. Jean-Yves Vahirua (Haumi, Moorea) par la maladie de Aujeszky.**

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 64-91 du 3 septembre 1964 fixant les mesures à prendre en cas d'introduction dans le territoire de nouvelles maladies contagieuses des animaux ;

Vu l'arrêté n° 769 CM du 31 juillet 1997 portant dispositions nécessaires pour lutter contre la maladie de Aujeszky ;

Vu les mesures de lutte préconisées par le comité de lutte contre la maladie de Aujeszky dans sa séance du mercredi 13 août 1997 ;

Vu le rapport de visite sanitaire n° 34 QAAV.DR du 6 janvier 1999,

Arrête :

Article 1er.— L'élevage de porcs de M. Jean-Yves Vahirua (Haumi, Moorea) est déclaré infecté de la maladie de Aujeszky. A ce titre, il est soumis aux mesures de l'article 4 de l'arrêté n° 769 CM susvisé et aux mesures de lutte arrêtées par le comité de lutte contre la maladie de Aujeszky en sa séance du 13 août 1997.

Art. 2.— Tous les porcs reconnus infectés de maladie de Aujeszky doivent être abattus selon un échéancier fixé d'un commun accord entre le service du développement rural et le propriétaire et, en tout état de cause, au plus tard dans les six mois suivant la date de parution du présent arrêté.

Est interdit tout déplacement de porcs vivants de l'élevage en dehors des limites de propriété de M. Jean-Yves Vahirua, sauf à destination de l'abattoir de Papara, sous couvert d'une autorisation délivrée par le chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire. Les porcs devront être identifiés par le numéro A3. Le véhicule ayant servi à leur transport devra être lavé et désinfecté immédiatement après leur déchargement.

Leur vaccination contre la maladie de Aujeszky est interdite.

Art. 3.— Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 janvier 1999.  
Patrick BORDET.

**Par arrêté n° 160 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 350.000 F CFP (*trois cent cinquante mille francs*) au titre de la création d'entreprise est attribuée à Mme Taumihau Linette, née le 27 août 1960, demeurant à Moorea pour un hectare de cultures maraîchères, soit une prime de 350.000 F CFP.

Le taux d'aide est plafonné à 60 % de l'investissement primable.

La subvention est versée en 2 fois :

- une avance de 50 % à la signature du présent arrêté, soit 175.000 F CFP ;
- le solde, soit 175.000 F CFP, après la réalisation de l'investissement.

L'intéressée dispose d'un an pour réaliser son investissement.

**Par arrêté n° 161 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 145.606 F CFP (*cent quarante-cinq mille six cent six francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Tautu Edna, née le 13 mai 1941, pour l'achat de matériels d'un montant total de 194.149 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 162 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 146.890 F CFP (*cent quarante-six mille huit cent quatre-vingt-dix francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tehio Marie-Luc, né le 21 octobre 1960, demeurant à Rimatara, pour l'achat de matériels d'un montant total de 195.854 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.C.S. Chong Aming à Papeete, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.C.S. Chong Aming devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier.

L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 163 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 146.839 F CFP (*cent quarante-six mille huit cent trente-neuf francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Paheroo Arthur, demeurant à Papara, pour l'achat de matériels d'un montant total de 195.786 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 164 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 146.804 F CFP (*cent quarante-six mille huit cent quatre francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Mo Tam Poo Mou Theng Loy, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 195.739 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 165 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 145.140 F CFP (*cent quarante-cinq mille cent quarante francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Mooria Tuarae, né le 19 juillet 1949, demeurant à Papeari, pour l'achat de matériels d'un montant total de 193.520 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 166 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 117.468 F CFP (*cent dix-sept mille quatre cent soixante-huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Mooria Maxime, né le 4 janvier 1965, demeurant à Rimatara, pour l'achat de matériels d'un montant total de 146.835 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.C.S. Chong Aming à Papeete, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.C.S. Chong Aming devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 167 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 95.808 F CFP (*quatre-vingt-quinze mille huit cent huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Maui Léon, né le 3 février 1976, pour l'achat de matériels d'un montant total de 95.808 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 168 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 119.507 F CFP (*cent dix-neuf mille cinq cent sept francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Make Lewis, né le 8 juillet 1971, demeurant à Papara, pour l'achat de matériels d'un montant total de 146.455 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 169 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 95.511 F CFP (*quatre-vingt-quinze mille cinq cent onze francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Mairau Bayard, né le 18 mai 1955, demeurant à Papeari, pour l'achat de matériels d'un montant total de 95.511 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 170 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 117.627 F CFP (*cent dix-sept mille six cent vingt-sept francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Chung Si Nam Jean-Paul, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 147.034 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 171 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 147.058 F CFP (*cent quarante-sept mille cinquante-huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Famibelle Colette, demeurant à Papenoo, pour l'achat de matériels d'un montant total de 196.070 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.R.L. Cope Tahiti, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.R.L. Cope Tahiti devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 172 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 97.811 F CFP (*quatre-vingt-dix-sept mille huit cent onze francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Tahuaitu Philomène, demeurant à Papeari, pour l'achat de matériels d'un montant total de 97.811 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 173 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 80.980 F CFP (*quatre-vingt mille neuf cent quatre-vingt francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tamu Pehe, né le 30 août 1942, demeurant à Pueu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 101.225 F CFP.

La subvention sera versée directement à la société Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La société Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 174 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 141.525 (cent quarante-et un mille cinq cent vingt-cinq francs CFP) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tapi Augustin, demeurant à Papara, pour l'achat de matériels d'un montant total de 188.700 F CFP.

La subvention sera versée directement au magasin Agritech, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Le magasin Agritech devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 175 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 149.250 F CFP (cent quarante-neuf mille deux cent cinquante francs CFP) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Taputuarai René, né le 30 juin 1934, demeurant à Moorea, pour l'achat de matériels d'un montant total de 199.000 F CFP.

La subvention sera versée directement au magasin Agritech, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Le magasin Agritech devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 176 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 149.175 F CFP (cent quarante-neuf mille cent soixante-quinze francs CFP) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Taraufau Tuahu, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 198.900 F CFP.

La subvention sera versée directement au magasin Agritech, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Le magasin Agritech devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 177 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 127.488 F CFP (cent vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-huit francs CFP) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tepaiatua Joseph, né le 1er janvier 1974, demeurant à Papeete, pour l'achat de matériels d'un montant total de 169.935 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 178 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 117.524 F CFP (cent dix-sept mille cinq cent vingt-quatre francs CFP) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tetuanui Ferdinand, né le 15 novembre 1951 et demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 146.905 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 179 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 95.808 F CFP (*quatre-vingt-quinze mille huit cent huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tauraa Wilson, né le 29 décembre 1947, demeurant à Papeari, pour l'achat de matériels d'un montant total de 95.808 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 180 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 137.503 F CFP (*cent trente-sept mille cinq cent trois francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Amaru John, demeurant à Pueu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 137.503 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 181 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 150.000 F CFP (*cent cinquante mille francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Ariiveheata Mélanie, née le 25 janvier 1951, demeurant à Pueu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 200.000 F CFP.

La subvention sera versée directement à la société Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La société Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 182 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 149.467 F CFP (*cent quarante-neuf mille quatre cent soixante-sept francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. ou Mme Bennett Dany ou Marie-Line, demeurant à Arue, pour l'achat de matériels d'un montant total de 199.290 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. de Faaa, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Faaa devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 183 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 146.865 F CFP (*cent quarante-six mille huit cent soixante-cinq francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Tanematea Heipua, demeurant à Papara, pour l'achat de matériels d'un montant total de 195.821 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.



La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 184 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 115.000 F CFP (*cent quinze mille francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Hoatua Gilles, né le 9 septembre 1967, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 144.000 F CFP.

La subvention sera versée directement à Tautira Entreprise, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Tautira Entreprise devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 185 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 95.808 F CFP (*quatre-vingt-quinze mille huit cent huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Florès Tetuanui, né le 13 juin 1935, pour l'achat de matériels d'un montant total de 95.808 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 186 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 146.886 F CFP (*cent quarante-six mille huit cent quatre-vingt-six francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Florès Sylvano, né le 7 mai 1948, pour l'achat de matériels d'un montant total de 195.848 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 187 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 137.422 F CFP (*cent trente-sept mille quatre cent vingt-deux francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Faufaari Lurline, née le 14 juillet 1955, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 183.230 F CFP.

La subvention sera versée directement à la société Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La société Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 188 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 145.283 F CFP (*cent quarante-cinq mille deux cent quatre-vingt-trois francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Pahutoti Théodore, né le 29 mai 1978, pour l'achat de matériels d'un montant total de 193.711 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 189 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 82.280 F CFP (*quatre-vingt-deux mille deux cent quatre-vingt francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Pifao Taputuuraierai, né le 28 avril 1939, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 102.850 F CFP.

La subvention sera versée directement au magasin Tahiti Cycles, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Le magasin Tahiti Cycles devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 190 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 125.000 F CFP (*cent vingt-cinq mille francs CFP*) au titre de la création d'entreprise est attribuée à M. Isaia Stello, né le 20 juin 1967, demeurant à Moorea, pour des cultures d'agrumes (0,5 ha, soit 125.000 F CFP de prime).

Le taux d'aide est plafonné à 60 % de l'investissement primable.

La subvention est versée en 2 fois :

- une avance de 50 % à la signature du présent arrêté, soit 62.500 F CFP ;
- le solde, soit 62.500 F CFP, après la réalisation de l'investissement.

L'intéressé dispose d'un an pour réaliser son investissement.

**Par arrêté n° 191 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 145.648 F CFP (*cent quarante-cinq mille six cent quarante-huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Hopara Gilbert, né le 3 septembre 1944, pour l'achat de matériels d'un montant total de 194.198 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 192 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 118.442 F CFP (*cent dix-huit mille quatre cent quarante-deux francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Hoatua Lydie, née le 9 avril 1938, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 148.053 F CFP.

La subvention sera versée directement au magasin Tahiti Cycles, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Le magasin Tahiti Cycles devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 193 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 112.751 F CFP (*cent douze mille sept cent cinquante et un francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Utia Yannick, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 150.335 F CFP.

La subvention sera versée directement à la société Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La société Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 194 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 146.935 F CFP (*cent quarante-six mille neuf cent trente-cinq francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Utia Aivanaa, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 199.910 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.A. Socimat, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.A. Socimat devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 195 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 97.779 F CFP (*quatre-vingt-dix-sept mille sept cent soixante-dix-neuf francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tevaearai Enoha, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 97.779 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. de Faaa, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Faaa devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 196 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 97.666 F CFP (*quatre-vingt-dix-sept mille six cent soixante-six francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tevaearai Elie Eria, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 97.666 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. de Faaa, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Faaa devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 197 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 147.232 F CFP (*cent quarante-sept mille deux cent trente-deux francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tevaearai Jean-Louis, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 196.310 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.A. Socimat, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.A. Socimat devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 198 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 96.682 F CFP (*quatre-vingt seize mille six cent quatre-vingt-deux francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tevaearai Pascal, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 96.682 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. de Faaa, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Faaa devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 199 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 112.653 F CFP (*cent douze mille six cent cinquante-trois francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tevacearai Philippe, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 150.205 F CFP.

La subvention sera versée directement à la société Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La société Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 200 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 80.232 F CFP (*quatre-vingt mille deux cent trente-deux francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Tevacearai Rahera, épouse Tarano, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 100.290 F CFP.

La subvention sera versée directement à la société Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La société Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 201 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 150.000 F CFP (*cent cinquante mille francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tiaahu Maurice, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 200.000 F CFP.

La subvention sera versée directement à la société Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La société Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 202 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 447.600 F CFP (*quatre cent quarante-sept mille six cents francs CFP*) au titre de la création d'entreprise est attribuée à M. Tuaira Munanui, né le 25 octobre 1960, demeurant à Makemo, pour des cultures de légumes (2.500 m<sup>2</sup>, soit une prime de 447.600 F CFP).

Le taux d'aide est plafonné à 60 % de l'investissement primaire.

La subvention est versée en 2 fois :

- une avance de 50 % à la signature du présent arrêté, soit 223.800 F CFP ;
- le solde, soit 223.800 F CFP, après la réalisation de l'investissement.

L'intéressé dispose d'un an pour réaliser son investissement.

**Par arrêté n° 203 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 95.808 F CFP (*quatre-vingt-quinze mille huit cent huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. ou Mme Tuaiva Turani, demeurant à Papeari, pour l'achat de matériels d'un montant total de 95.808 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. Papara, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. Papara devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

**Par arrêté n° 204 MAG du 14 janvier 1999.**— Une subvention de 98.126 F CFP (*quatre-vingt-dix-huit mille cent vingt-six francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Utia Bélinda, épouse Tetumu, demeurant à Toahotu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 98.126 F CFP.

La subvention sera versée directement à la S.D.A.P. de Fa'aa, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Fa'aa devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture pro forma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

### MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

#### ARRETE n° 105 PR du 18 janvier 1999 ordonnant l'établissement d'un Programme de gestion des déchets (P.G.D.) des îles Sous-le-Vent.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment son livre I portant réglementation générale en matière d'aménagement et les articles D 135-1 à D 135-6 ;

Vu le code des communes de la Polynésie française ;

Vu l'avis des maires concernés,

Arrête :

**Article 1er.**— Conformément à la délibération n° 97-90 APF du 29 mai 1997 complétant le code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de Programme de gestion des déchets (P.G.D.), l'établissement du P.G.D. des îles Sous-le-Vent est ordonné.

**Art. 2.**— Une commission d'élaboration du P.G.D. des îles Sous-le-Vent réalise, sous l'autorité du ministre de l'environnement, le projet de P.G.D.

**Art. 3.**— La commission d'élaboration du P.G.D. des îles Sous-le-Vent est composée des membres suivants :

- le ministre de l'environnement ;
- un représentant de la Société d'environnement polynésien ;
- un représentant de la délégation à l'environnement ;
- un représentant de chaque commune concernée, ou en cas de transfert de compétence à un groupement de communes, un représentant dudit groupement ;

- un représentant des associations locales de protection de l'environnement agréé par le maire ;
- une personne reconnue pour ses compétences en matière d'environnement.

Les membres peuvent se faire représenter en cas d'absence.

La présidence de la commission est assurée par le ministre de l'environnement et le secrétariat par la délégation à l'environnement.

**Art. 4.**— Afin d'assurer au mieux le rôle, défini à l'article 2 du présent arrêté, attribué à la commission d'élaboration, chacun des membres s'engage à :

- faciliter l'accès aux données qu'il détient et à les transmettre à titre gracieux ;
- participer à l'analyse des données ;
- participer aux groupes de travail qui seront éventuellement mis en place.

**Art. 5.**— Conformément aux dispositions de l'article D 135-4 du code de l'aménagement, le Programme de gestion des déchets des îles Sous-le-Vent est scindé en quatre sous-programmes concernant les secteurs géographiques suivants :

Ile de Bora Bora, île de Raiatea-Tahaa, île de Huahine, île de Maupiti.

**Art. 6.**— La commission d'élaboration du P.G.D. des îles Sous-le-Vent se réunit soit sur convocation du président, soit à la demande de la moitié des membres. Elle ne délibère valablement qu'en présence de la moitié au moins de ses membres.

L'ordre du jour est établi par le président de la commission.

Elle prend ses décisions à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission peut se réunir de plein droit dans le délai de huit jours, suivant la date de la première réunion.

**Art. 7.**— La commission d'élaboration formalise le Programme de gestion des déchets dans un projet qui sera soumis à l'approbation du conseil des ministres après avis des instances concernées, dans les conditions fixées par l'article D 135-4 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

**Art. 8.**— La commission d'élaboration est dissoute dès l'approbation en conseil des ministres du document : Programme de gestion des déchets des îles Sous-le-Vent.

**Art. 9.**— Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 janvier 1999.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
Le ministre de l'environnement,  
Lucie LUCAS.

## ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

**ARRETE n° 1-99 APF/SG du 21 janvier 1999 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.**

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1076 PR en date du 20 janvier 1999 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française est ouverte jeudi 4 février 1999 avec l'ordre du jour suivant :

- projet de délibération portant modification n° 1 du budget général pour l'exercice 1999 ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 97-98 APF du 24 mai 1997 portant création du fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;
- projet de délibération portant modification n° 1 du budget du fonds de régulation des prix des hydrocarbures pour l'exercice 1999 ;
- projet de délibération portant modification n° 1 du budget du compte d'aide aux victimes de calamités pour l'exercice 1999 ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 98-16 APF du 3 février 1998 instituant le dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle, dit "chantier de reconstruction".

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 janvier 1999.  
Justin ARAPARI.

## ACTES MUNICIPAUX

### COMMUNE DE PAPARA

**DELIBERATION MUNICIPALE n° 98-68 du 17 décembre 1998 portant revalorisation du montant de la participation des parents d'élèves rationnaires des cantines municipales.**

Le conseil municipal de la commune de Papara, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 21 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer promulguée dans le territoire par l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 ;

Considérant la nécessité de revaloriser les tarifs qui n'ont pas enregistré d'augmentation depuis 1991 alors que le coût de la vie n'a cessé d'augmenter ;

Considérant les investissements que la commune compte réaliser en 1999 et 2000 pour l'amélioration du service rendu par les cantines scolaires ;

En sa séance du 17 décembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— A compter du 1er septembre 1999, la participation des parents à la demi-pension est fixée à :

- 2.000 F CFP/mois/élève dont les parents sont allocataires de la C.P.S. (soit 20.000 F CFP pour l'année scolaire) ;
- 2.850 F CFP/mois/élève dont les parents ne sont pas allocataires à la C.P.S. (soit 28.500 F CFP pour l'année scolaire).

Art. 2.— Des participations peuvent être accordées aux parents par la C.P.S. et des bourses de cantine peuvent être allouées par la municipalité.

Art. 3.— La délibération n° 91-83 du 27 décembre 1991 est abrogée.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Papara, le 17 décembre 1998.

*Le maire,*  
E. BESSERT.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 29 décembre 1998.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :  
*Le chef de subdivision,*  
Marcel RENOUF.

**DELIBERATION MUNICIPALE n° 98-79 du 29 décembre 1998 portant revalorisation du montant de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères dans la commune de Papara.**

Le conseil municipal de la commune de Papara, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 21 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer promulguée dans le territoire par l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 ;

Vu la délibération n° 97-67 du 30 décembre 1997 relative à la redevance de ramassage des ordures ménagères ;

Vu le projet de mise en place du schéma directeur de collecte sélective et tri des déchets ménagers et notamment la distribution de 2 bacs roulants en 1999 ;

Considérant les coûts importants de la collecte et du traitement des ordures ménagères et des déchets verts et du déficit de fonctionnement qui en résulte ;

Considérant l'investissement important réalisé par la commune lors de l'acquisition d'un nouveau camion de collecte d'ordures ménagères de 12 m<sup>3</sup> ;

En sa séance du 29 décembre 1998,

Adopte :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1999, les montants de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères sont fixés comme suit :

- particuliers : 5.500 F CFP pour l'année
- commerces et hôtels : 15.500 F CFP pour l'année

Art. 2. — Les recettes y afférentes seront inscrites au compte 7051 du budget communal.

Art. 3. — La délibération n° 97-67 du 30 décembre 1997 est abrogée.

Art. 4. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Papara, le 29 décembre 1998.

*Le maire,*  
E. BESSERT.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 7 janvier 1999.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :  
*Le chef de subdivision,*  
Marcel RENOUF.

**DELIBERATION MUNICIPALE n° 98-80 du 29 décembre 1998 portant revalorisation des redevances sur la consommation de l'eau sur le territoire de la commune de Papara.**

Le conseil municipal de la commune de Papara, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 21 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer promulguée dans le territoire par l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 ;

Vu la délibération n° 92-1 du 30 janvier 1992 portant modification des redevances sur la consommation de l'eau ;

Considérant la nécessité de revaloriser les tarifs qui n'ont pas enregistré d'augmentation depuis 1992 alors que le coût de la vie n'a cessé d'augmenter ;

Considérant les investissements importants (232 millions FCF) que la commune compte réaliser en 1999 et 2000 pour obtenir une potabilité de l'eau à 100 % ;

En sa séance du 29 décembre 1998,

Adopte :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1999, les tarifs de redevances sur la consommation d'eau sont fixés comme suit :

*Catégorie A - Ménages*

1°) *Sans compteurs :*

- branchement 1/2 pouce : 5.000 F CFP/an/maison
- branchement 3/4 pouce : 7.500 F CFP/an/maison

2°) *Avec compteurs :*

- branchement 1/2 pouce : 5.000 F CFP pour un forfait de consommation de 800 m<sup>3</sup>/an, et 12 F CFP par m<sup>3</sup> supplémentaire ;
- branchement 3/4 pouce : 7.500 F CFP pour un forfait de consommation de 1.000 m<sup>3</sup>/an, et 13 F CFP par m<sup>3</sup> supplémentaire.

*Catégorie B - Commerces, exploitations agricoles, entreprises, administrations*

1°) *Sans compteurs :*

- branchement 1/2 pouce : 9.000 F CFP
- branchement 3/4 pouce : 19.000 F CFP
- branchement 1 pouce : 25.000 F CFP
- branchement 1 pouce 1/2 : 31.000 F CFP
- branchement 2 pouces : 37.500 F CFP
- branchement 2 pouces 1/2 : 44.000 F CFP
- branchement 3 pouces : 56.000 F CFP
- branchement 3 pouces 1/2 : 62.500 F CFP
- branchement 4 pouces : 75.000 F CFP

2°) *Avec compteurs :*

Quelle que soit la section, la redevance est fixée à 20.000 F CFP par an pour un forfait de consommation de 1.700 m<sup>3</sup> et à 15 F CFP par m<sup>3</sup> supplémentaire.

Art. 2. — Les recettes y afférentes seront inscrites au compte 7001 du budget communal.

Art. 3. — La délibération n° 92-1 du 30 janvier 1992 est abrogée.

Art. 4. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Papara, le 29 décembre 1998.

*Le maire,*  
E. BESSERT.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 7 janvier 1999.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :  
*Le chef de subdivision,*  
Marcel RENOUF.

# ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### DECRET n° 98-1268 du 29 décembre 1998 relatif à l'entrée en vigueur d'un décret.

Le Premier ministre,

Vu le décret du 5 novembre 1870 relatif à la promulgation des lois et décrets, notamment le deuxième alinéa de son article 2 ;

Vu l'urgence,

Décète :

Article 1er.— Les dispositions du décret prorogeant la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa entrent en vigueur immédiatement à compter de leur publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2.— Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera en vigueur immédiatement.

Fait à Paris, le 29 décembre 1998.

Lionel JOSPIN.

### DECRET du 29 décembre 1998 prorogeant la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa à la Société d'équipement de Tahiti et des îles ;

Vu le décret du 6 septembre 1996 approuvant l'avenant n° 1 au cahier des charges de la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Vu la délibération du 4 mars 1998 émanant du conseil d'administration de la Société d'équipement de Tahiti et des îles ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1er.— Le cahier des charges de la concession d'outillage public accordée, par décret du 7 janvier 1966, à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa est modifié comme il est indiqué dans l'avenant n° 2 annexé au présent décret.

Art. 2.— Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'équipement, des transports et du logement et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1998.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement,  
des transports et du logement,*  
Jean-Claude GAYSSOT.

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
ministre de l'intérieur par intérim,*  
Jean-Jack QUEYRANNE.

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*  
Dominique STRAUSS-KAHN.

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,*  
Jean-Jack QUEYRANNE.

### ANNEXE

#### AVENANT N° 2 AU CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION D'OUTILLAGE ACCORDEE PAR DECRET DU 7 JANVIER 1966 A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE TAHITI ET DES ILES POUR L'EXPLOITATION DE L'AERODROME DE TAHITI-FAAA.

#### Article unique

L'article 43 du cahier des charges de la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa est modifié comme suit :

« Art. 43.— La durée de la concession, prévue jusqu'au 31 décembre 1998, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2000. »

**ARRETE MINISTERIEL du 7 juillet 1997 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction de la comptabilité publique et du secrétariat permanent du comité de coordination de secours aux sinistrés en métropole.**

Le secrétaire d'Etat au budget,



Vu le décret n° 60-944 du 5 septembre 1960 portant organisation du fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités et du comité de coordination de secours aux sinistrés ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 66-650 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptibles d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances,

#### Arrête :

Article 1er.— Il est institué auprès de la direction de la comptabilité publique et du secrétariat permanent du comité de coordination de secours une régie d'avances pour le paiement des dépenses suivantes, imputables sur le chapitre 46-02 : Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités en métropole :

- 1° Secours aux sinistrés ;
- 2° Dépenses de matériel et de fonctionnement, par dérogation au seuil fixé par l'arrêté du 4 juin 1996 ;
- 3° Dépenses urgentes consécutives à l'emploi de personnels occasionnels n'appartenant pas à une administration publique ;
- 4° Frais de mission et avances sur ces frais.

Art. 2.— Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé par le secrétaire d'Etat au budget, compte tenu de l'importance du sinistre, sur la proposition du ministre compétent.

Art. 3.— Le régisseur remet à l'Ordonnateur les pièces justificatives de dépenses dans le délai maximum d'un mois à compter de la date des paiements ou de la date de réception des justifications produites par les sous-régisseurs.

Art. 4.— Le régisseur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat au budget. Il est assujéti à un cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité dont le montant est fixé conformément à l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

Art. 5.— Le régisseur peut être assisté dans chaque département par un sous-régisseur, désigné par le préfet, pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 1er du présent arrêté.

Le montant maximum de l'avance à consentir aux sous-régisseurs est fixé par le secrétaire d'Etat au budget, compte tenu de l'importance du sinistre, sur la proposition du ministre compétent.

Les sous-régisseurs doivent rapporter au régisseur la justification de l'emploi des fonds avancés dans le délai maximum d'un mois.

Art. 6.— Les dispositions de l'arrêté du 22 mars 1996 relatives aux opérations en métropole sont abrogées.

Art. 7.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 1997.

Christian SAUTTER.

*Nota.*— La présente publication annule et remplace celle publiée au *Journal officiel* du 26 juillet 1997.

#### ARRETE INTERMINISTERIEL du 19 octobre 1998 portant suppression d'une zone de contrôle spécialisée associée à l'aérodrome de Mururoa (Polynésie française).

Le ministre de la défense et le ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, ratifiée le 13 novembre 1946 et publiée dans sa version authentique en langue française par décret n° 69-1158 du 18 décembre 1969 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment les articles D. 131-1 à D. 131-10 et leurs annexes ;

Vu le décret n° 96-319 du 10 avril 1996 relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne ;

Vu le décret du 16 juin 1997, modifié par le décret du 29 juillet 1998, portant délégation de signature ;

Vu le décret du 18 mai 1998 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1996 relatif au directoire de l'espace aérien,

#### Arrêtent :

Article 1er.— La zone de contrôle spécialisée (S/CTR) de classe D associée à l'aérodrome de Mururoa (Polynésie française) est supprimée.

Art. 2.— L'arrêté du 2 avril 1998 portant création d'une zone de contrôle spécialisée associée à l'aérodrome de Mururoa (Polynésie française) est abrogé.

Art. 3.— Les dispositions du présent arrêté sont portées à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique.

Art. 4.— Le directeur de la circulation aérienne militaire et le directeur de la navigation aérienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 octobre 1998.

*Le ministre de l'équipement,  
des transports et du logement,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la navigation aérienne,  
H.-G. BAUDRY.*

*Le ministre de la défense,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la circulation aérienne militaire,  
L. ROBIN.*

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 16 novembre 1998 portant répartition du solde des bénéfices nets de l'Institut d'émission d'outre-mer produits par l'exercice comptable 1997.**

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,

Vu la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966 portant loi de finances rectificative pour 1967, et notamment son article 30 ;

Vu le décret n° 85-403 du 3 avril 1985 modifié approuvant les statuts de l'Institut d'émission d'outre-mer, et notamment son article 14 ;

Vu l'avis du conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer réuni le 8 juin 1998,

Arrêtent :

Article 1er.— Le solde des bénéfices nets de l'Institut d'émission d'outre-mer produits par l'exercice comptable 1997, après constitution des réserves et provisions, s'élève à 30.475.901,65 F. Ce montant est réparti entre les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte selon les taux suivants :

Polynésie française : 37,803 % ;  
Nouvelle-Calédonie : 34,585 % ;  
Mayotte : 25,991 % ;  
Wallis-et-Futuna : 1,621 %.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1998.

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur du Trésor :  
Le chef de service,  
N. JACHIE.*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
La directrice des affaires économiques,  
sociales et culturelles de l'outre-mer,  
C. DELMAS-COMOLLI.*

**ARRETE MINISTERIEL du 31 décembre 1998 portant fixation de la parité du franc CFP avec l'euro.**

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ;

Vu le décret n° 98-1152 du 16 décembre 1998 arrêtant les modalités de fixation de la parité du franc CFP avec l'euro,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1999, la parité du franc CFP exprimée en millier d'unités est fixée à 8,38 euros.

Art. 2.— Le directeur du Trésor est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1998.

Dominique STRAUSS-KAHN.

**ARRETE MINISTERIEL du 31 décembre 1998 modifiant l'arrêté du 7 juillet 1997 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction de la comptabilité publique et du secrétariat permanent du comité de coordination de secours aux sinistrés en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer.**

Le secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi de finances pour 1997 (n° 96-1181 du 30 décembre 1996) ;

Vu la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) ;

Vu le décret n° 60-944 du 5 septembre 1960 portant organisation du fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités et du comité de coordination de secours aux sinistrés ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 66-650 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes des organismes publics, complété par le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1997 relatif au montant par opération des dépenses d'intervention et de subventions ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1997 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction de la comptabilité publique et du secrétariat permanent du comité de coordination de secours aux sinistrés en métropole,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté du 7 juillet 1997 susvisé est modifié comme suit :

Dans le titre de l'arrêté, après les mots : « auprès de la direction », est ajouté le mot : « générale » ; après les mots : « aux sinistrés en métropole », sont ajoutés les mots : « et dans les départements et territoires d'outre-mer ».

Le premier alinéa de l'article 1er est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est institué auprès de la direction générale de la comptabilité publique et du secrétariat permanent du comité de coordination de secours aux sinistrés une régie d'avances pour le paiement des dépenses suivantes imputables sur le budget des charges communes au chapitre 46.02, article 10, Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités en métropole et au chapitre 46.02, article 20, Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités dans les départements et territoires d'outre-mer. »

Art. 2.— Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 1999.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1998.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
Par empêchement du directeur  
de la comptabilité publique :  
Le sous-directeur,  
J.-F. BERTHIER.

**DECISION n° 98-714 du 29 juillet 1998 portant approbation du dispositif relatif à la protection du jeune public sur la société RFO, conclu entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société RFO, d'autre part.**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment son article 15 ;

Vu la délibération du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 23 juin 1998 approuvant le projet de dispositif relatif à la protection du jeune public sur RFO ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er.— Est approuvé le dispositif relatif à la protection du jeune public conclu entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société RFO, d'autre part. Ce dispositif est annexé à la présente décision.

Art. 2.— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 1998.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :  
Le président,  
H. BOURGES.

## ANNEXE

### DISPOSITIF RELATIF A LA PROTECTION DU JEUNE PUBLIC SUR LA SOCIETE RFO

I. - L'article 15 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée dispose que : « le Conseil supérieur de l'audiovisuel veille à la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation des émissions diffusées par un service de communication audiovisuelle ».

II. - En application de cet article, la société s'engage à mettre en œuvre le dispositif suivant :

#### Article 1er

Le caractère familial de la programmation de la société doit se traduire aux heures où le jeune public est susceptible d'être le plus présent devant le petit écran, entre 6 heures et

22 heures. Dans ces plages horaires et *a fortiori* dans la partie dédiée aux émissions destinées à la jeunesse, la violence, même psychologique, ne doit pas pouvoir être perçue comme continue, omniprésente ou présentée comme unique solution aux conflits.

La société respecte la classification des œuvres cinématographiques et audiovisuelles selon cinq degrés d'appréciation de l'acceptabilité de ces œuvres au regard de la protection de l'enfance et de l'adolescence :

- catégorie I : les œuvres pour tous publics ;
- catégorie II : les œuvres comportant certaines scènes susceptibles de heurter le jeune public ;
- catégorie III : les œuvres cinématographiques interdites aux mineurs de douze ans, ainsi que les œuvres pouvant troubler le jeune public, notamment lorsque le scénario recourt de façon systématique et répétée à la violence physique ou psychologique ;
- catégorie IV : les œuvres cinématographiques interdites aux mineurs de seize ans, ainsi que les œuvres à caractère érotique ou de grande violence, susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de seize ans ;
- catégorie V : les œuvres à caractère pornographique ou d'extrême violence, susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

S'agissant plus particulièrement des œuvres cinématographiques, la classification qui leur est attribuée pour leur projection en salles peut servir d'indication pour leur classification en vue de leur passage à la télévision. Il appartient cependant à la société de vérifier que cette classification peut être transposée sans dommage pour une diffusion à la télévision.

La société crée en son sein une commission de visionnage qui recommande à la direction de la chaîne une classification des œuvres. La composition de cette commission est portée à la connaissance du CSA.

#### Article 2

La société applique aux programmes qu'elle a classifiés conformément à l'article 1er du présent dispositif la signalétique définie en accord avec le CSA et qui figure en annexe. Cette signalétique devra, à l'exception de la 1re catégorie, être portée à la connaissance du public au moment de la diffusion de l'émission concernée, dans les bandes-annonces, ainsi que dans les avant-programmes communiqués à la presse.

Cette signalétique sera présentée à l'antenne selon les modalités suivantes :

#### 1. Dans les bandes-annonces :

Le pictogramme de la catégorie dans laquelle le programme est classé apparaît pendant toute la durée de la bande-annonce :

#### 2. Lors de la diffusion des programmes :

Pour les programmes de catégorie II, le pictogramme sera présent à l'écran pendant au minimum soixante secondes en début de programme ou pendant la diffusion du générique et au minimum dix secondes après l'éventuelle ou les éventuelles interruptions de programmes ;

La mention "accord parental souhaitable" devra apparaître à l'antenne au minimum pendant dix secondes en début de programme ou pendant la diffusion du générique ;

Pour les programmes de catégorie III, le pictogramme sera présent à l'écran pendant toute la durée de la diffusion du programme ;

La mention « accord parental indispensable », ou, le cas échéant, la mention de l'interdiction aux mineurs de douze ans attribuée par le ministre de la culture, devra apparaître à l'antenne pendant au minimum dix secondes en début de programme ou pendant la diffusion du générique ;

Pour les programmes de catégorie IV, le pictogramme sera présent à l'écran pendant toute la durée de la diffusion du programme.

La mention « public adulte », ou, le cas échéant, la mention de l'interdiction aux mineurs de seize ans, attribuée par le ministre de la culture, devra apparaître à l'antenne pendant au minimum dix secondes en début de programme ou pendant la diffusion du générique.

Cette signalétique n'exonère pas la société de respecter les dispositions du décret n° 90-174 du 23 février 1990 relatives à l'avertissement préalable du public, tant lors de la diffusion d'œuvres cinématographiques interdites aux mineurs que dans les bandes-annonces qui les concernent.

#### Article 3

La société respecte les conditions de programmation suivantes, pour chacune des catégories énoncées à l'article 1er du présent dispositif :

- catégorie II : les horaires de diffusion de ces œuvres sont laissés à l'appréciation de la société, étant entendu que cette diffusion ne peut intervenir dans les émissions destinées aux enfants.

La société apportera une attention particulière aux bandes-annonces des œuvres relevant de cette catégorie diffusées dans les émissions pour enfants ou à proximité ;

- catégorie III : ces œuvres ne doivent pas être diffusées avant 22 heures. A titre exceptionnel, il peut être admis une diffusion de telles œuvres avant 22 heures, à condition qu'elle n'intervienne en aucun cas avant 22 heures les mardi, vendredi, samedi et veilles de jours fériés.

Les bandes-annonces de ces œuvres ne doivent pas comporter de scènes susceptibles de heurter la sensibilité du jeune public. En outre, elles ne peuvent être diffusées à proximité des émissions pour enfants ;

- catégorie IV : réservées à un public averti, ces œuvres sont diffusables seulement après 22 h 30.

Les bandes-annonces de ces œuvres ne doivent pas comporter de scènes susceptibles de heurter la sensibilité du jeune public. En outre, elles ne peuvent être diffusées avant 20 h 30 ;

- catégorie V : ces œuvres font l'objet d'une interdiction totale de diffusion.

#### Article 4

Il appartient à la société de prendre les précautions nécessaires lorsque des images difficilement soutenables ou des témoignages relatifs à des événements particulièrement dramatiques sont évoqués dans les journaux, les émissions d'information ou les autres émissions du programme. Le public doit alors être averti préalablement.

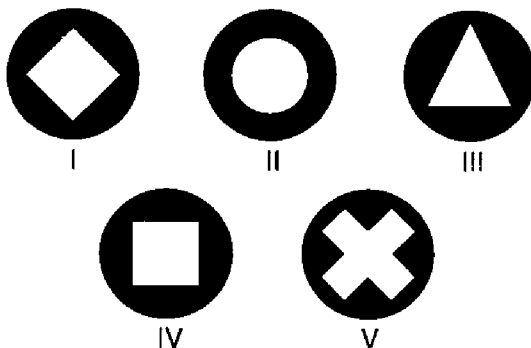
III. - Le présent texte est publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le 28 juillet 1998.

Pour la Société nationale  
de radiodiffusion  
et de télévision française  
pour l'outre-mer (RFO) :  
*Le président,*  
J.-M. CAVADA.

Pour le Conseil supérieur  
de l'audiovisuel :  
*Le président,*  
H. BOURGES.

#### CATEGORIE



**DECISION n° 98-811 du 6 novembre 1998 portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention conclue le 1er juin 1995 entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société Canal Plus, d'autre part.**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment son article 28 ;

Vu la décision n° 95-199 du 1er juin 1995 portant reconduction de l'autorisation délivrée à la société Canal Plus ;

Vu la délibération du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 14 octobre 1998 approuvant le projet d'avenant n° 3 à la convention conclue le 1er juin 1995 et annexée à la décision portant reconduction de l'autorisation délivrée à la société Canal Plus ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

**Article 1er.**— Est approuvé l'avenant n° 3 à la convention conclue le 1er juin 1995 entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société Canal Plus, d'autre part. Cet avenant est annexé à la présente décision.

**Art. 2.**— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 novembre 1998.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :  
*Le président,*  
H. BOURGES.

## ANNEXE

AVENANT N° 3 A LA CONVENTION CONCLUE LE 1<sup>er</sup> JUIN 1995 ENTRE LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL, AGISSANT AU NOM DE L'ETAT, D'UNE PART, ET LA SOCIETE CANAL PLUS, D'AUTRE PART, MODIFIANT L'AVENANT N° 1 DU 4 OCTOBRE 1996.

Entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, agissant au nom de l'Etat, et la société Canal Plus, il a été convenu ce qui suit :

## Article 1er

A l'avenant n° 1 du 4 octobre 1996 susmentionné, le III de l'article 1er est remplacé par les dispositions suivantes :

« III. - La société applique aux programmes qu'elle a classifiés conformément au II du présent article la signalétique définie en accord avec le CSA et qui figure en annexe. Cette signalétique devra être portée à la connaissance du public, au moment de la diffusion de l'émission concernée, dans les bandes-annonces, ainsi que dans les avant-programmes communiqués à la presse.

« Cette signalétique sera présentée à l'antenne selon les modalités suivantes :

## « 1. Dans les bandes-annonces :

« Le pictogramme de la catégorie dans laquelle le programme est classé apparaît pendant toute la durée de la bande-annonce ; le cas échéant, la mention écrite de l'interdiction aux mineurs des œuvres cinématographiques apparaît après la bande-annonce pendant trois secondes.

## « 2. Lors de la diffusion des programmes :

« Pour les programmes de catégorie I, le pictogramme sera présent à l'écran pendant au minimum trois secondes avant la diffusion du programme.

« Pour les programmes de catégorie II, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "accord parental souhaitable".

« Pour les programmes de catégorie III, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "accord parental indispensable" ou, le cas échéant, de l'interdiction aux mineurs de douze ans attribuée par le ministre de la culture.

« Pour les programmes de catégorie IV, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "public adulte" ou, le cas échéant, de l'interdiction aux mineurs de seize ans attribuée par le ministre de la culture ; le pictogramme sera ensuite présent à l'écran pendant toute la diffusion du programme.

« Pour les programmes de catégorie V, la durée totale de l'information du téléspectateur avant la diffusion du programme sera au minimum de huit secondes, décomposée selon les deux modes suivants d'apparition du message : écran noir comportant le pictogramme clignotant de la catégorie, suivi de la mention plein cadre "strictement réservé aux adultes" ou, le cas échéant, de l'interdiction aux mineurs de dix-huit ans attribuée par le ministre de la culture ; le pictogramme sera ensuite présent à l'écran pendant toute la diffusion du programme.

« Cette signalétique n'exonère pas la société de respecter les dispositions du décret n° 90-174 du 23 février 1990 relatives à l'avertissement préalable du public, tant lors de la diffusion d'œuvres cinématographiques interdites aux mineurs, que dans les bandes-annonces qui les concernent. »

## Article 2

Le présent avenant sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le 4 novembre 1998.

Pour la société Canal Plus :

Le président,  
P. LESCURE.

Pour le Conseil supérieur

de l'audiovisuel :  
Le président,  
H. BOURGES.

## CATEGORIE



I



II



III



IV



V

DECISION n° 98-854 du 1<sup>er</sup> décembre 1998 complétant la décision n° 94-336 du 7 juin 1994 modifiée autorisant la société Canal Polynésie à utiliser des fréquences pour l'exploitation d'un service de télévision privé diffusé en crypté par voie hertzienne terrestre dans le territoire de la Polynésie française.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la décision n° 94-336 du 7 juin 1984 modifiée autorisant la société Canal Polynésie à utiliser des fréquences pour l'exploitation d'un service de télévision privé diffusé en crypté par voie hertzienne terrestre dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 98-681 du 15 septembre 1998 relative à un appel aux candidatures pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation d'un service de télévision privé diffusé par voie hertzienne terrestre dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation présentée par la société Canal Polynésie le 15 octobre 1998 et les éléments d'information fournis par le candidat à l'occasion de l'audition publique du 1er décembre 1998 ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

**Article 1er.**— La société Canal Polynésie est autorisée à utiliser les fréquences mentionnées en annexe à la présente décision afin de compléter la desserte du territoire de la Polynésie. L'attribution de ces fréquences est subordonnée aux conditions indiquées dans l'annexe, le bénéficiaire prenant en charge le coût des modifications induites par ces conditions.

**Art. 2.**— L'utilisation des fréquences mentionnées à l'annexe à la présente décision doit commencer de manière effective dans un délai de six mois à compter de la date d'autorisation.

**Art. 3.**— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 1er décembre 1998.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

*Le président,*  
H. BOURGES.

#### ANNEXE

Agglomération, Site	Altitude maximale de l'antenne	PAR maximale	Canal
Bora Bora-Pahouu	140 m	61 W (1)	34 V
Uluaroa-Ville	44 m	40 W (2)	49 H
Uluaroa-Tapioti	332 m	2.200 W (3)	26 H

(1) PAR de 61 W dans la direction d'azimut 115° ; 61 W dans la direction d'azimut 355°.  
 (2) PAR de 40 W dans la direction d'azimut 240°.  
 (3) PAR de 2.200 W dans le secteur compris entre les directions d'azimuts 40° et 105° ; 1.200 W dans la direction d'azimut 145° ; 1.200 W dans la direction d'azimut 320°.

Le CSA pourra, ultérieurement, si le développement des réseaux de télévision l'exige, substituer aux canaux indiqués d'autres canaux permettant une réception de qualité équivalente. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à changer de fréquence dans le délai fixé par le CSA.

1. Le bénéficiaire est tenu de communiquer au CSA les informations suivantes dont il attestera l'exactitude :

Informations communiquées dans un délai de deux mois après la mise en service :

- descriptif technique de l'installation (type et puissance nominale de l'émetteur, système d'antennes...) ;
- PAR maximale et diagramme de rayonnement théorique (H et V) ;
- date de mise en service ;

- compte rendu exhaustif de réalisation des mises en décalage, modifications de décalage, modifications de canaux et autres modifications mentionnées plus haut.

Information communiquée sans délai si elle est disponible :

- diagramme de rayonnement mesuré.

Cette information est exigible sur demande expresse du conseil.

2. Dans le cas où les informations mentionnées en 1 seraient modifiées par la suite, le bénéficiaire communique au CSA une version actualisée dans un délai d'un mois.

3. Le bénéficiaire est également tenu de communiquer au CSA toutes les informations en sa possession sur la couverture de l'émetteur, en particulier les résultats des mesures de couverture effectuées dans la zone de service.

Si le CSA a constaté le non-respect des conditions techniques de l'autorisation, le bénéficiaire est tenu de faire procéder par un organisme agréé à une vérification de la conformité de son installation aux prescriptions figurant dans l'annexe technique de l'autorisation. Le bénéficiaire transmettra au CSA les résultats de cette vérification.

#### DECISION n° 98-857 du 1er décembre 1998 portant désignation d'une personnalité qualifiée au sein du conseil d'administration de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, et notamment ses articles 44 (4°) et 47 ;

Vu le décret n° 89-518 du 26 juillet 1989 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

**Article 1er.**— Mme Henriette Dorion-Sébéloué est nommée en qualité d'administrateur de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer (RFO) pour une durée de trois ans à compter du 1er décembre 1998.

**Art. 2.**— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er décembre 1998.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :  
*Le président,*  
H. BOURGES.

#### ARRETE MINISTERIEL du 4 décembre 1998 portant interdiction de vente aux mineurs, d'exposition et de publicité d'une revue.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 4 décembre 1998, considérant que, en raison de l'accumu-

lation de photographies et de textes extrêmement pornographiques et violents (tortures, humiliations) ainsi que de la présentation dégradante, sur un mode complaisant et euphorique, de la personne humaine, cette revue présente un danger pour les mineurs qui pourraient l'acquérir, la consulter ou simplement l'apercevoir :

Il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée sur les publications destinées à la jeunesse, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs la revue *S Magazine*, éditée par la société ERB, Paris ;

Sont interdites sous les mêmes peines l'exposition de cette revue ainsi que la publicité faite pour cette revue par voie d'affiches ou sous l'une des autres formes prévues par l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée précitée.

**ARRETE MINISTERIEL du 18 décembre 1998 portant interdiction de vente aux mineurs et d'exposition d'une revue.**

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 18 décembre 1998, considérant que le caractère pornographique tant des nombreuses photographies que des textes ainsi que de la présentation extérieure de la revue *Les Positions de l'amour* représente un danger pour les mineurs qui pourraient l'acquérir ou simplement la consulter ou l'apercevoir :

Il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée ; sur les publications destinées à la jeunesse, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs la revue *Les Positions de l'amour*, éditée par la société Martel, Paris ;

Est interdite, sous les mêmes peines, l'exposition de cette revue.

**ARRETE MINISTERIEL du 29 décembre 1998 portant ouverture au titre de l'année 1999 des concours de recrutement de magistrats prévus par la loi organique n° 98-105 du 24 février 1998 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire.**

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 29 décembre 1998 :

Les trois concours de recrutement de magistrats prévus au titre de l'année 1999 par les articles 1er à 3 de la loi organique n° 98-105 du 24 février 1998 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cours d'appel en service extraordinaire sont ouverts aux candidats titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à quatre années d'études après le baccalauréat, que ce diplôme soit national ou reconnu par l'Etat, ou d'un diplôme délivré par un Etat membre de la Communauté européenne et considéré comme équivalent par le ministre de la justice après avis d'une commission, ou d'un diplôme délivré par un institut d'études politiques ou d'un certificat attestant la qualité d'ancien élève d'une école normale supérieure et remplissant les conditions prévues aux 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 16 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Le premier concours portant recrutement de magistrats du second grade de la hiérarchie judiciaire est ouvert aux candidats nés entre le 1er janvier 1954 inclus et le 1er janvier 1964 inclus qui justifient au 1er janvier 1999 de dix ans d'activité professionnelle. Cette durée est réduite à huit ans pour les candidats titulaires d'une maîtrise en droit.

Le deuxième concours portant recrutement de magistrats du second grade de la hiérarchie judiciaire appelés à exercer directement les fonctions de conseiller de cour d'appel est ouvert aux candidats titulaires des mêmes diplômes, nés entre le 1er janvier 1944 inclus et le 1er janvier 1959 inclus qui justifient au 1er janvier 1999 de douze ans d'activité professionnelle.

Le troisième concours portant recrutement de magistrats du premier groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire appelés à exercer directement les fonctions de conseiller de cour d'appel est ouvert aux candidats titulaires des mêmes diplômes nés au plus tard le 1er janvier 1949 inclus qui justifient au 1er janvier 1999 de quinze ans d'activité professionnelle.

Les épreuves d'admissibilité des trois concours se dérouleront les 16, 17 et 18 juin 1999 au siège des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel ci-après énumérés pour les candidats inscrits dans le ressort desdites cours et tribunaux supérieurs d'appel et pour ceux qui demanderont à y composer : Agen, Aix-en-Provence, Amiens, Angers, Bastia, Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Chambéry, Colmar, Dijon, Douai, Grenoble, Limoges, Lyon, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Riom, Rouen, Toulouse, Versailles, Basse-Terre, Fort-de-France, Saint-Denis-de-la-Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mamoudzou, Nouméa et Papeete.

Les épreuves pourront également se dérouler au siège des tribunaux de grande instance ci-après désignés : Cayenne, Nanterre et Nantes.

Des centres d'épreuves supplémentaires pourront être créés.

Les dates des épreuves d'admission seront fixées ultérieurement par le jury.

Le nombre des places mises au premier concours est fixé à 50.

Le nombre des places mises au deuxième concours est fixé à 40.

Le nombre des places mises au troisième concours est fixé à 10.

Les demandes d'admission à concourir sont reçues par les autorités désignées par l'arrêté du 2 avril 1998 fixant les modalités d'inscription aux concours de recrutement de magistrats prévus par les articles 1er à 3 de la loi organique du 24 février 1998 précitée ainsi que le programme, les règles de discipline et les modalités d'organisation et de déroulement des épreuves de ces concours.

Sous peine de forclusion, les dossiers complets de candidature doivent être déposés auprès desdites autorités contre récépissé au plus tard le vendredi 19 février 1999, ou leur être adressés par pli recommandé au plus tard à cette date (le cachet de la poste faisant foi).

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 31 décembre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de professeurs de sport (femmes et hommes).**

Par arrêté du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et de la ministre de la jeunesse et des sports en date du 31 décembre 1998, est autorisée au titre de l'année 1999 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de professeurs de sport dans l'option Conseiller technique sportif et dans l'option Conseiller d'animation sportive (femmes et hommes).

Le nombre total de places offertes aux concours sera fixé ultérieurement par arrêté du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et de la ministre de la jeunesse et des sports.

Les demandes d'inscription seront obligatoirement présentées sur les dossiers de candidature délivrés à partir du lundi 18 janvier 1999 par les centres d'inscription que sont les directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines, les directions départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines et d'outre-mer, les services territoriaux de la jeunesse et des sports implantés dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ces demandes seront :

- soit déposées dans les centres d'inscription au plus tard le vendredi 12 février 1999, à 17 heures ;
- soit confiées aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe d'expédition soit timbrée au plus tard le vendredi 12 février 1999, à minuit (le cachet de la poste faisant foi).

Tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

Les dates des épreuves seront fixées ultérieurement par arrêté de la ministre de la jeunesse et des sports.

Les lieux et dates des épreuves d'admissibilité et des épreuves d'admission seront communiqués individuellement aux candidats.

Les épreuves écrites se dérouleront, en France métropolitaine, au siège de chaque direction et délégation régionale de la jeunesse et des sports ; dans les départements d'outre-mer, au siège de chaque direction départementale de la jeunesse et des sports ; dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, au siège de chaque service territorial de la jeunesse et des sports.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 6 janvier 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires d'administration scolaire et universitaire.**

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation en date du 6 janvier 1999, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours externes et internes pour le recrutement de secrétaires d'administration scolaire et universitaire.

Les concours externes seront organisés par les académies de Corse, de Créteil, de Guadeloupe, de Lille, de Lyon, de Nancy-Metz, de Paris (dont CNDP), de la Réunion, de Rouen, de Versailles.

Les concours internes seront organisés par les académies d'Aix-Marseille, d'Amiens, de Besançon, de Bordeaux, de Caen, de Clermont-Ferrand, de Corse, de Créteil, de Dijon, de Grenoble, de Guadeloupe, de Guyane, de Lille, de Limoges, de Lyon, de Martinique, de Montpellier, de Nancy-Metz, de Nantes, d'Orléans-Tours, de Paris, de Poitiers, de Reims, de la Réunion, de Rouen, de Strasbourg, de Toulouse, de Versailles, de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française.

Le nombre total de postes offerts aux concours est fixé à 613 :

- concours externes : 153 ;
- concours internes : 460.

241 postes seront en outre offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et 64 postes aux travailleurs handicapés.

Les dates des épreuves, les compositions du jury et les listes de candidats autorisés à concourir feront l'objet d'arrêtés ultérieurs des recteurs, dans chacune des académies et vice-rectorats concernés. Toutefois, la clôture du registre des inscriptions ne pourra intervenir avant le 11 février 1999.

*Nota.* — Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser à la division des examens et concours du rectorat de l'académie ou des académies de leur choix.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 6 janvier 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés.**

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation en date du 6 janvier 1999, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours externes et internes pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés dans les spécialités Administration générale et Administration et dactylographie.

Les académies organisant les épreuves de ces concours, par spécialité, sont les suivantes :

**Spécialité Administration générale :**

Concours externes : Aix-Marseille, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Créteil, Guadeloupe, Guyane, Lille, Nancy-Metz, Nantes, Paris, Reims, Rennes, Réunion, Strasbourg, Versailles, Polynésie française.

Concours internes : Aix-Marseille, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Créteil, Guyane, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Paris, Reims, Rennes, Réunion, Strasbourg, Versailles, Wallis-et-Futuna.

**Spécialité Administration et dactylographie :**

Concours externes : Besançon, Caen, Corse, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Nice, Orléans-Tours, Poitiers et Toulouse ;

Concours internes : Besançon, Caen, Corse, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Nice, Orléans-Tours, Poitiers, Rouen, Toulouse, Polynésie française.

Le nombre total de postes offerts aux concours de recrutement ainsi que sa répartition par spécialités et nature de recrutement feront l'objet d'un arrêté ultérieur.



Les dates des épreuves, les compositions des jurys et les listes des candidats autorisés à concourir feront l'objet d'arrêtés des recteurs, dans chacune des académies concernées. Toutefois, la clôture des registres d'inscription ne pourra pas intervenir avant le 11 février 1999.

*Nota.* — Pour tous renseignements complémentaires, les candidats doivent s'adresser au service des examens et concours du rectorat de l'académie de leur choix.

**Par délibération du 20 octobre 1998**, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a décidé, en application de l'article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, d'autoriser l'association Radio Poroï à diffuser un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence, dénommé Radio Poroï, pendant une période de six mois sur la fréquence 98,00 MHz (PAR : 300 W, site : mission catholique, rue Monseigneur-Tepano-Jaussen, Papeete), à compter de la date de publication du présent résultat de délibération au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française :

Site : mission catholique, rue Monseigneur-Tepano-Jaussen, Papeete.  
PAR : 300 W.  
Fréquence : 98,00 MHz.

## ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### SERVICE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 28 janvier au 10 février 1999 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Belgique .....	1 franc belge	2,95
Suisse .....	1 franc suisse	74,01
Italie .....	100 lires	6,16
Etats-Unis d'Amérique .....	1 dollar	104,37
Australie .....	1 dollar	65,48
Nouvelle-Zélande .....	1 dollar	55,90
Canada .....	1 dollar canadien	68,68
Hong Kong .....	1 dollar	13,47
Singapour .....	1 dollar	61,90
Fidji .....	1 dollar	53,26
Allemagne .....	1 deutsche mark	61,01
Pays-Bas .....	1 florin	54,15
Suède .....	1 couronne suédoise	13,50
Norvège .....	1 couronne norvégienne	13,93
Danemark .....	1 couronne danoise	16,06
Autriche .....	1 schilling	8,67
Espagne .....	1 peseta	0,71
Portugal .....	1 escudo	0,59
Japon .....	100 yens	89,92
Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	171,74
Euro .....	1 euro	119,33

### SERVICE DE L'URBANISME

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE DECEMBRE 1998

##### COMMUNE DE ARUE

###### Travaux autorisés le 17 décembre 1998

N° 97-1581-2, Mme Fout Loi Marie Jithame, parcelle cadastrée 15, section V (lot 3 du lotissement Tipapa), résidence Jay, modification de façades et d'aménagement intérieur d'une maison d'habitation ;

N° 98-1716-1, M. Yo Rivière et Mme Marie Laure Mendiela, parcelle cadastrée 195, section E (domaine de Tamahana), P.K. 3,500, côté montagne, Continent Arue, 1 piscine.

###### Travaux autorisés le 24 décembre 1998

N° 98-1863-1, M. Moana Pihatarioe, parcelle cadastrée 229, section A (lot 2 du partage du lot n° 8 (parcelle B) du domaine Marcillac) au P.K. 3,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

###### Travaux autorisés le 31 décembre 1998

N° 98-1826-1, M. Roland Mulatier, parcelle cadastrée 91, section H (lot 150 du lotissement Ermia, îlot A, 1re tranche), 1 maison d'habitation.

##### COMMUNE DE FAA'A

###### Travaux autorisés le 22 décembre 1998

N° 98-1868-1 MAA.AU, M. Richard Mouchevin et Mlle Corinne Chungue, parcelle cadastrée 383, section D (lot 1 de la terre Viriamu), cité de l'Air, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1915-1, M. Temata Tehoiri, parcelle cadastrée 492, section P2 (lot B2A du plan de partage de la parcelle A de la terre Terava lot 7), Saint-Hilaire, 1 maison d'habitation ;

N° 98-2031-1, M. Bayard Tairio, parcelle cadastrée 136, section D (parcelle du lot n° 6 de l'ancienne propriété Edmond Liais), P.K. 5,300, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-2044-1, M. et Mme Benjamin Ahutoru, parcelle cadastrée 3, section R (lot 12 du partage judiciaire de la terre Teapiri), route Saint-Hilaire, 1 maison d'habitation.

###### Travaux autorisés le 29 décembre 1998

N° 98-1724-2 MAA.AU, M. Victor Teikipupunui, parcelle cadastrée 147, section PI (lot 11 du lotissement Papataria II), Heiri, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1968-1, M. Stéphane Malherbe et Mlle Anne Vairaaroa, parcelle cadastrée 62, section K (parcelle de l'ancien domaine Heberona formant la parcelle 1 des terres Verotia et Maputia) au P.K. 4,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

###### Travaux autorisés le 31 décembre 1998

N° 98-2074-1 MAA.AU, M. Eddy Tuheiava, parcelle cadastrée 38, section B (lot 3 des terres Pohatuhurihuri - Tetaporo - Tetapere) au P.K. 6,400, côté mer, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE HITIAA O TE RA

*Travaux autorisés le 17 décembre 1998*

N° 98-1772-1 MAA.AU, Mme Oputauhi Teinauri veuve Teauaroa, parcelle cadastrée 196, section AC (lot 3 de la terre Tehio), à Papenoo, P.K. 14,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1783-1, Mlle Julie Rupea, parcelle cadastrée 47, section AM (parcelle C dépendant du lot 4 de la propriété Tetuanui Ruare) à Papenoo, P.K. 19, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 30 décembre 1998*

N° 98-264-8 MAA.AU, M. Joinville Cowan, lots 26D et 26E des terres Pereue, Manea et Mereu à Hitiaa, P.K. 39, côté montagne, 1 hangar industriel.

## COMMUNE DE MAHINA

*Travaux autorisés le 17 décembre 1998*

N° 98-790-2 MAA.AU, M. et Mme Taimana Gauthier, parcelle cadastrée 357, section V4 (lot 13 du lotissement Jay), modification de façades d'une maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 décembre 1998*

N° 98-2058-1 MAA.AU, M. René Sienne, parcelle cadastrée 35e, section V4 (lot 12 du lotissement Jay), 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 31 décembre 1998*

N° 98-1835-1 MAA.AU, M. François Tirao et Mlle Moeata Letang, parcelle cadastrée 443, section V4 (parcelle de la propriété Tirao) au P.K. 9, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

*Travaux autorisés le 17 décembre 1998*

N° 96-651-3 MAA.AU, M. Jean Paul Pere, partie du lot 15 du domaine Tiahura à Haapiti, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 décembre 1998*

N° 98-1648-1 MAA.AU, M. Tane Teheiura, lot 6 du partage de la terre Vaimarara à Paopao, P.K. 13, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1810-1, Mme Ariane Amaru épouse Brotherson, parcelle 4 provenant du partage du lot 3 du domaine Tiahura à Haapiti, P.K. 28, côté mer, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 23 décembre 1998*

N° 97-1443-2 MAA.AU, M. Hervé Grihangne, parcelle cadastrée 98, section CD (parcelle détachée de la terre Tefaufau) à Teavaro, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 24 décembre 1998*

N° 98-1917-1 MAA.AU, Mme Marie Rose Teururai née Henri Georges, parcelle cadastrée 59, section EI (terre Toreia Piere) à Paopao, derrière le collège, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 29 décembre 1998*

N° 98-2027-1 MAA.AU, M. et Mme Maurice Chin, lot 3 de la terre Ahurau à Teavaro, Vaiare, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 31 décembre 1998*

N° 98-1520-4 MAA.AU, M. Marc Winston Collins, parcelle C du lot D1 de la terre Tiahura à Haapiti, P.K. 26, 1 bâtiment à usage commercial.

## COMMUNE DE PAEA

*Travaux autorisés le 22 décembre 1998*

N° 98-1658-1 MAA.AU, Mme Rosa Teipoarii née Florès, parcelle cadastrée 49, section AW (terre Tetuhipo), au P.K. 18,500, côté montagne, 1 mur de clôture ;

N° 98-1976-1, M. et Mme Cédric Wong Hien, partie de la terre Teruapuaa au P.K. 22, côté mer, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAPARA

*Travaux autorisés le 17 décembre 1998*

N° 98-1719-1 MAA.AU, Mme Elma Gooding veuve Leroy, parcelle cadastrée 91, section BB (ancienne propriété Thuret) au P.K. 38,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1792-1, Mme Maima Peretia née Feung, parcelle cadastrée 112, section BB (lot C 15 du lotissement Toreia) au P.K. 38,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 décembre 1998*

N° 98-1794-1 MAA.AU, M. Noël Vaitaio, parcelle cadastrée 11, section AV (terre Hioata), P.K. 37,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 24 décembre 1998*

N° 98-1977-1 MAA.AU, M. Thierry Tehei, parcelle cadastrée 94, section AH (terre Pafatu I), P.K. 33,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAPEETE

*Travaux autorisés le 17 décembre 1998*

N° 98-156 MAA.AU.PPT, M. Didier Charles, lot 22 du lotissement "Les Hauts de Pure Ora", 1 maison d'habitation et 1 mur de soutènement ;

N° 98-161, Mme Suzanne Teiho née Picard, parcelle du lot 4 des terres Tutaha 2, Vaihiohioata, Tipapa 4 à Taunua, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 18 décembre 1998*

N° 98-161 MAA.AU.PPT, M. Augustin Tagi, parcelle 11 du lotissement de la communauté Nga Pu E Toru Patutoa, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 24 décembre 1998*

N° 98-5 MAA.AU.PPT, M. Matahi Toofa, parcelle cadastrée 38, section BP (terre Atihuhui), rue du Commandant Chessé, surélévation d'un bâtiment destiné à recevoir 4 studios ;

N° 98-147, Mme Corinne Taimana née Lehartel, parcelle de la terre Temarie (propriété Lehartel), rue Cook prolongé, 1 maison d'habitation ;

N° 98-150, M. René Roche, lot 13 du lotissement Les Hauts de Pure Ora, Mission catholique, 1 mur de soutènement ;

N° 98-158, M. Maheanuu Vincent, parcelle de la terre Vaihi, Sainte-Amélie, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 29 décembre 1998*

N° 98-46 MAA.AU.PPT, O.T.H.S., partie de la parcelle cadastrée 22, section CO à Titioro, 1 ensemble d'immeubles d'habitation de 40 logements ;

N° 98-81, Mlle Marie-Hélène Mapakoi, à Taunua, extension d'un logement dans un immeuble ;

N° 98-82, M. Marc Chung, à Titioro, 1 maison d'habitation ;

N° 98-138, Mlle Iva Yau, à Tipaerui, quartier Grand, surélévation d'une maison d'habitation ;

N° 98-164, Mme Anne-Marie Haereraaroa, à Mamao, 1 maison d'habitation ;

N° 98-165, Mme Michèle Lechene, à Patutoa, 1 maison d'habitation ;

N° 98-166, Mlle Clarisse Changues, à Sainte-Amélie, 1 mur de soutènement et 1 piscine.

*Travaux autorisés le 30 décembre 1998*

N° 98-46 MAA.AU.PPT, direction de l'équipement, parcelle cadastrée 13, section ET (parcelle de la propriété "Germain Levy") à Tipaerui, 1 hangar à usage d'atelier et de bureaux.

*Travaux autorisés le 31 décembre 1998*

N° 98-88 MAA.AU.PPT, M. Michel Barbier, parcelle détachée de la propriété de la S.C.I. Bob, Tipaerui, 1 ensemble d'habitation

**COMMUNE DE PIRAE**

*Travaux autorisés le 17 décembre 1998*

N° 95-397-10 MAA.AU, M. Jérôme De Vals, parcelle cadastrée 310, section R2 (lot 1 du lotissement Matahoi), 1 bâtiment collectif à usage de logements ;

N° 98-1755-1, ministère de l'éducation et de la formation supérieure et technique, parcelle cadastrée 159, section D, au P.K. 2,300, côté mer, 1 clôture.

**COMMUNE DE PUNAAUIA**

*Travaux autorisés le 22 décembre 1998*

N° 98-1926-1 MAA.AU, M. Jean Roiha et Mme Tetu Rua, parcelle cadastrée 264, section 1 (lot 6 de la terre Teiviroa I), route du centre de convalescence Te Tiare, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 24 décembre 1998*

N° 98-1813-1 MAA.AU, Mme Sélomida Tuuhiva née Tanepau, parcelle cadastrée 99, section AL (parcelle G du lot 2 de la terre Taputuarai), P.K. 8,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1816-1, M. Samuel Tanepau, parcelle cadastrée 99, section AL (parcelle G du lot 2 de la terre Taputuarai), P.K. 8,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-2015-1, M. Roger Merlin, parcelle cadastrée 5, section DN (lot 6 du lotissement Mata Iti), P.K. 16,800, côté montagne, rajout de 2 chambres.

*Travaux autorisés le 29 décembre 1998*

N° 97-1570-7 MAA.AU, Sétill, lot 12 du lotissement "Les Hauts de Matatia", 1 immeuble de 24 logements.

*Travaux autorisés le 31 décembre 1998*

N° 98-1311-2 MAA.AU, Mlle Marie-Thérèse Stein, parcelle cadastrée 35, section AB (lot 14 du lotissement Nuuroa), pointe des Pêcheurs, ajout d'une terrasse et d'un garage à une maison d'habitation ;

N° 98-1833-1, Mlle Sylvie Ynesta, lot 22 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1991-1, Mme Jemyna Avaemai, parcelles cadastrées 31 et 279, section L (parcelle de la terre Maveraura I), au P.K. 11,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-2019-1, Mlle Tuianu Nena, parcelle cadastrée 221, section M (partie de la terre Tainuu I) au P.K. 12, côté mer, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE TAIARAPU-EST**

*Travaux autorisés le 17 décembre 1998*

N° 98-1902-1 MAA.AU, M. Tuita Bea, lot D5 du lotissement de Paparo 2, à Afaahiti, côté mer, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 décembre 1998*

N° 98-2016-1 MAA.AU, M. Georges Lei Foc, partie de la terre Teoneuri à Pueu, P.K. 10,600, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-2030-1, M. et Mme Rosane Haapuea, parcelle 3 détachée de la partie B de la terre Taumatai (ou Tetaumatai) à Afaahiti, derrière immeuble Brown, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 24 décembre 1998*

N° 98-1877-1 MAA.AU, M. René Avaemai, parcelle de terre dépendant de la parcelle B détachée du plan de partage de la terre Tevihonu (lot n° 25 du lotissement Baie Phaéton I), à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 29 décembre 1998*

N° 98-1974-1 MAA.AU, Mme Victorine Chin Foo, parcelle cadastrée 3, section AX (parcelle de la terre Vaiaamea), à Afaahiti, P.K. 2,300, côté montagne, 10 maisons d'habitation

*Travaux autorisés le 31 décembre 1998*

N° 98-1412-2 MAA.AU, Mme Monique Penehata née Maihea, parcelle de la terre Taipua à Afaahiti, P.K. 31,900, côté montagne, modification d'implantation et de façades d'une maison d'habitation ;

N° 98-2013-1, Mlle Remuna Yu Tsuen, lot 4 de la terre Tefaa à Tautira, P.K. 15, côté montagne, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE TEVA I UTA**

*Travaux autorisés le 18 décembre 1998*

N° 98-1764-1 MAA.AU, M. Terii Peni, lot 32 du lotissement Résidence Vaiata I à Papeari, P.K. 53, côté mer, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 décembre 1998*

N° 98-2035-1 MAA.AU, M. Anthony Teipoari, parcelle cadastrée 77, section BV (parcelle de terre dépendant du morcellement du lot 2 des terres Umetchau, Teurui, Taiheretoto et Teoreporepo), à Papeari, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE RANGIROA**

*Travaux autorisés le 24 décembre 1998*

N° 98-376-3 MAA.AU.TG, M. Moïse Eriata Tefafano, la terre Nuupure à Mataiva, 1 maison d'habitation ;

N° 98-382-3, M. Ioata Benjamin Tefafano, la terre Nuupure à Mataiva, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE MANIHI**

*Travaux autorisés le 24 décembre 1998*

N° 98-1922-1 MAA.AU.TG, M. Robert Meurisse, parcelle cadastrée 189, section A6 (parcelle de la terre dénommée Puniu) à Ahe, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE ARUTUA**

*Travaux autorisés le 30 décembre 1998*

N° 98-1741-1 MAA.AU.TG, Mme Victorine Puarai née Richmond, parcelle cadastrée 34, section EI (terre Tupua), à Apataki, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE TAKAROA**

*Travaux autorisés le 30 décembre 1998*

N° 98-1785-1 MAA.AU.TG, M. Paul Maheahea, parcelle cadastrée 233, section A7, à Takapoto, village Fakatopatere, avenue Polycarpe-Maheahea, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE FANGATAU**

*Travaux autorisés le 30 décembre 1998*

N° 98-1769-1 MAA.AU.TG, M. Taretia Mauore, partie de la terre Uruhère à Fangatau, 1 maison d'habitation.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

**RAIATEA NEGOCE**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 1.000.000 F CFP  
Siège social : Tahina - Raiatea

### Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé établi le 31 décembre 1998, enregistré à Papeete le 13 janvier 1999, folio 87, bordereau 2939/12, il a été constitué une société à responsabilité limitée aux caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : "RAIATEA NEGOCE".

*Capital* : 1.000.000 F CFP, divisé en 100 parts de 10.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

*Siège social* : Tahina - Raiatea.

*Apports en numéraire* : 1.000.000 F CFP.

*Objet* : Le négoce des produits et marchandises destinés à l'agriculture, au jardinage, au bricolage et aux loisirs de toute nature.

*Durée* : 99 années à compter de l'inscription de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Gérant* : M. Anthony CHALONS, demeurant à Uturoa, Raiatea, nommé statutairement en qualité de gérant pour une durée indéterminée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,*  
La gérance.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,**  
notaire à Papeete, 11, avenue Bruat

**AMHERSTIA NOBILIS**  
Société civile au capital de 100.000 F CFP  
Siège social : Papeete, Pic Rouge  
R.C.S. : Papeete n° 6.381-C

### Démission de gérant

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 15 janvier 1999, M. Pierre MERLY a déclaré démissionner de sa qualité de gérant de la société et les associés ont nommé comme nouveaux gérants M. et Mme Léon BUTSCHER.

### Ancienne mention

*Gérant* : M. Pierre François MERLY, demeurant à Papeete, pic Rouge.

### Nouvelle mention

*Gérants* :

- M. Léon Tematai BUTSCHER, demeurant à Punaauia, P.K. 12,800, côté montagne ;

- Mme HASCOET Marie-Thérèse Jeannick Ariiroria, épouse de M. Léon BUTSCHER, demeurant à Punaauia, P.K. 12,8000 côté montagne.

*Pour avis,*  
Le gérant.

**Office notarial CORMIER et CALMET**  
415, boulevard Pomare, Papeete

**SOCIETE CIVILE LOVAINA ET JOHN**  
Société civile au capital de 100.000 F CFP  
Siège social : Papeete, Fare Ute  
R.C.S. : Papeete n° 3.666-C

*Changement de gérant*  
*Extension de l'objet social*  
*Transfert du siège*

Il résulte d'un acte reçu par Me Dominique CALMET, notaire associé de l'office notarial CORMIER et CALMET, titulaire d'un office notarial à Papeete, le 20 janvier 1999, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées.

### Ancienne mention

*Gérance* : La société a pour gérant statutaire M. Jean-Baptiste LE CAILL, demeurant à Papeete, rue du Pont-Neuf.

*Objet* :

- la propriété et la gestion de toutes participations dans toutes sociétés ;
- l'achat et la prise à bail de tous biens meubles et immeubles.

### Nouvelle mention

*Gérance* : La société a pour gérante statutaire Mme Cléo MARREC, demeurant à Papeete, Tipaerui, lotissement Fenua Ute n° 1.

*Objet* :

- la propriété et la gestion de toutes participations dans toutes sociétés ;
- l'achat et la prise à bail de tous biens meubles et immeubles ;
- conférer toutes garanties, cautionnements, avals et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés.

*Siège social* : Papeete, Tipaerui, lotissement Fenua Ute n° 1.

*Pour avis,*  
Me D. CALMET, notaire associé.

### AVIS DE DISSOLUTION

La société ABTM COMMUNICATION, société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 1.000.000 de francs pacifiques, siège social 63-65, rue Paul-Gauguin Papeete, n° R.C.S. 5.968-B, n° Tahiti 379992.

L'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 3 juin 1998 et tenue au 63-65 rue Paul-Gauguin, Papeete, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 3 juin 1998 et sa liquidation amiable sous régime conventionnel, conformément aux dispositions statutaires. La société subsistera pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Le lieu où la correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé au 63-65 rue Paul-Gauguin, Papeete, B.P. 50.014 Pirae, siège de la liquidation.

Elle a nommé comme liquidateur M. Menahem Jacques en lui conférant les pouvoirs les plus étendus, sous réserve, de ceux exclusivement réservés par la loi à la collectivité des associés, dans le but de lui permettre de mener à bien les opérations en cours, réaliser l'actif, apurer le passif et répartir le solde entre les associés dans le respect de leurs droits.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis,  
La gérance.

## ANNONCES DIVERSES

### ASSOCIATION TAMARII PIRAE

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 novembre 1998)

Président	: TEPUIHARII Louis
Vice-présidente	: DEVENDEVILLE Tamara
Secrétaire	: TEPUIHARII Laure
Secrétaire adjointe	: TEHAHE Dorita
Trésorier	: LEE TAM Martial
Trésorière adjointe	: BERTHO Niniura

### SYNDICAT DES VETERINAIRES PRATICIENS PRIVES DE POLYNESIE FRANÇAISE (S.V.P.P./P.F.)

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (15 décembre 1998)

Président	: Dr COLBOC
Secrétaire et trésorier	: Dr GIOUD

### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE DE VAIAU

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (8 octobre 1998)

Présidente	: TINIRAU Paulette
Vice-présidente	: TCHONG-TAI Titaina
Secrétaire	: TAPEA Diana
Secrétaire adjointe	: TEFAAORA Chichinta
Trésorière	: TIATOA Tehuiata
Trésorier adjoint	: HOLMAN Félicien
Commissaires aux comptes	: TEHOIRI Juliana MANARANI Gistine

### ASSOCIATION SPORTIVE MANU O TE REVA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 décembre 1998)

Président	: MALATESTTE Christian
Vice-président	: ZANNIER Pascal
Secrétaire	: LECORVELLER Philippe
Secrétaire adjoint	: CONTAL Pierre
Trésorier	: ROLLER Daniel
Trésorier adjoint	: LEU Yann

### ASSOCIATION POLYNESIENNE POUR LA MEDITATION VIPASSANA

#### Modification du siège social

Le nouveau siège social de l'association est fixé au domicile de la présidente.

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 novembre 1998)

Présidente	: MAITRE Sylvie Chantal
Vice-présidente	: VILLIERME Marie-Hélène
Secrétaire	: PLANTE Christophe Michel François
Trésorier	: HIU-ALINE Edwin

### ASSOCIATION HURA I TAHITI Anciennement dénommée TE RA E HITI

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 janvier 1999)

Présidente	: LEPEAN Yasmina
Secrétaire	: BONNO Roti
Trésorière	: LEPEAN Virginie

### ASSOCIATION A TI'A I MUA/WESTPAC

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (30 juillet 1998)

Président	: JEAN Napoléon
Vice-présidents	: GAUDU Yann HUGON Hélène
Secrétaire	: BAILLY Alain
Secrétaire adjoint	: BARSINAS Maurice
Trésorière	: KOMOE Anne-Marie
Trésorier adjoint	: MILLARD Yannick
Assesseurs	: AH SCHA Barnabé SALLE Milena

### ASSOCIATION ACTION JEUNESSE Anciennement Jeunesse adventiste de la Polynésie française

#### Modification des statuts

Engagé au service de Jésus-Christ et s'appuyant sur la doctrine, l'éthique et la morale de l'Eglise adventiste du septième jour, l'association ACTION JEUNESSE a pour objet :

- le développement harmonieux des capacités mentales, physiques, spirituelles et sociales de l'individu ;
- le développement du sens de la responsabilité et de la créativité de l'individu ;
- la participation de l'édification d'une société telle que le préconise l'évangile.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(29 novembre 1998)

Président	:	TERIIPAIA Roméo
Vice-président	:	DEANE Douglas
Secrétaire	:	LENG-TANG Léonard
Secrétaire adjoint	:	MERCIER Tearu
Trésorière	:	TAAROA Cécilia
Trésorier adjoint	:	MERCIER Tearu
Asseseurs	:	TEFAATAU Lydie
		DOOM Adelus
		TINORUA Axel
		VIRIAMU Stéphane
		TEOTAHU Henriette
		VIRAU Rosita

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE PUBLIQUE DE MAHU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(11 septembre 1998)

Président	:	KAOKO Miroslave
Vice-président	:	BATAILLARD Jean-Luc
Secrétaire	:	HAUATA Louisa
Secrétaire adjointe	:	FAATOMO Maire
Trésorière	:	TEINA Jenny
Trésorière adjointe	:	AIE Mere

**TAATIRAA HUMA TAHITI ITI**

*Résultats de la tombola du 19 décembre 1998*

1 : 1 A/R PPT/Paris/PPT.....	14.254
2 : 1 A/R PPT/LAX/PPT.....	18.952
3 : 1 A/R PPT/LAX/PPT.....	13.194
4 : 1 A/R PPT/LAX/PPT.....	17.918
5 : 1 A/R PPT/LAX/PPT.....	16.106
6 : 1 A/R PPT/Honolulu/PPT.....	13.790
7 : 1 A/R PPT/Nandi/PPT.....	18.885
8 : 1 plaque chauffante.....	15.036
9 : 1 télévision.....	11.248
10 : 1 four.....	15.134
11 : 1 congélateur.....	20.001
12 : 1 aspirateur.....	13.230
13 : 1 sculpture.....	20.931
14 : 1 robot cuisine.....	17.349
15 : 1 nacre gravée.....	15.302
16 : 1 déjeuner 2 personnes rest. Musée Gauguin.....	14.960
17 : 1 CD.....	17.649
18 : 1 CD.....	20.054
19 : 1 CD.....	17.897
20 : 1 CD.....	20.196
21 : 1 tee shirt + 1 casquette.....	15.032
22 : 1 tee shirt + 1 casquette.....	18.644
23 : 1 tee shirt + 1 casquette.....	17.884
24 : 1 tee shirt + 1 casquette.....	20.696
25 : 1 tee shirt + 1 casquette.....	11.804

**ASSOCIATION SPORTIVE UI API - TIAREI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(11 janvier 1999)

Président	:	TETUANUI Lucien
Vice-président	:	TEHIHIRA Joakim
Secrétaire	:	TERITO Jeanine
Secrétaire adjointe	:	MARAHITI Nadine
Trésorier	:	PEA Ernest
Trésorier adjoint	:	PAOFAI Emile
Asseseurs	:	PAOFAI Yvette
		VAITOARE Déborah

**ASSOCIATION TE MAU POTII RAU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(1er septembre 1998)

Présidente	:	DEGAGE Léontine
Vice-président	:	MAI Jobic
Secrétaire	:	VANE Jeannette
Secrétaire adjointe	:	EBB Dora
Trésorière	:	MOERAI Denise
Trésorier adjoint	:	MARURAI Paul

**AMICALE DE LA POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIERES  
DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(9 octobre 1998)

Président	:	NETI Honoura
Vice-président	:	VERNAUDON Gérard
Secrétaire	:	SALMON Titaina
Secrétaire adjoint	:	PENI Eugène
Trésorier	:	CHING Raphaël
Trésorier adjoint	:	HELLEMONT Louis
Asseseurs	:	ROGHI Ange
		MAIOTUI Jimmy

**ASSOCIATION TE HERE NUI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(15 janvier 1999)

Président d'honneur	:	TERAIMATEATA Pierre
Président	:	DARROUZES Datou
Vice-président	:	TEANIHI Mauri
Secrétaire	:	TUAHIVA Moe
Secrétaire adjointe	:	TUFAAIMEA Imeri
Trésorier	:	MU-YU Jacky
Trésorière adjointe	:	TERAIMATEATA Tevahine
Commissaires aux comptes	:	MU-YU Elvis
		HUAA Georges

**ASSOCIATION MAIRE RAURII NO MATATIA DE PUNAAUIA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 décembre 1998)

Président d'honneur	:	PUGIBET William
Président	:	ATANI Violette
Vice-président	:	BENETEAU Lelia
Secrétaire	:	SUI Tamara
Secrétaire adjointe	:	CHAPMAN Moeata
Trésorier	:	TIHONI Arorii
Asseseurs	:	PUGIBET Tehei
		RUAMUTU Marianne

**TARAVAO ATHLETIC CLUB****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(17 décembre 1998)

Présidents d'honneur	:	PERRY Sylves
	:	BOURROUET Flora
Président	:	LUCAS Horoi
Vice-présidents	:	METUA Pierrot
	:	PERRY Serge
Secrétaire	:	TETUAITEROI Mahine
Secrétaire adjoint	:	BOOSIE Jean-Baptiste
Trésorier	:	TAHUA Olivier
Trésorier adjoint	:	TEHAAMOANA John
Assesseeurs	:	TEUPOOTAHITI Daniel
	:	PICARD Gerry
	:	FELIX Odette
	:	TETUAITEROI Philippe
	:	RAVATUA Florent

**SYNDICAT APIRIMAUE**  
**Agriculture - Elevage - Pêche**  
**Section Papeari****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 octobre 1998)

Présidente d'honneur	:	PEA Denise
Président	:	TAURAA Henri
Vice-président	:	PIHAATAE Hapai
Secrétaire	:	PATII Vaitu
Secrétaire adjointe	:	TAURAA Mere
Trésorier	:	TAURAA Giraud
Trésorier adjoint	:	TETOE Etienne
Commissaires aux comptes	:	TERE Claire
	:	TAMAITIAHIO Temoo
Assesseeurs	:	PATII Emile
	:	EBB Patrick

**SYNDICAT INDEPENDANT ET DEMOCRATIQUE**  
**DES TRAVAILLEURS DE LA S.A. PACIFIC FILMS**  
**Affilié à la Confédération S.I.D.T. de Polynésie**  
**(C./S.I.D.T./P.)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(11 janvier 1999)

Président	:	FAATOMO Damien
Vice-président	:	BROTHERS Lysis
Secrétaire	:	ATINIU Antonina
Trésorier	:	METUAARO Emmanuel
Assesseeurs	:	CIER-FOC Honorine
	:	RAIHEUI Tamu
	:	RATIA Ratia
	:	PAQUIER Jean-Charles
	:	BROTHERS Joseph
	:	WONG Alexis
	:	PETERANO Ignace

**ASSOCIATION DES JEUNES PAINAVINITI DE MAHINA***Modification des statuts*

Lors de l'assemblée générale, l'assemblée a procédé à la modification des articles 1er, 7 et 8 de ses statuts.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(26 décembre 1998)

Présidente	:	MAMA Jessie
Vice-présidents	:	SALVANAYAGAM Gérard
	:	TEROATEA Eva
Secrétaire	:	HAAPII Anna
Secrétaire adjoint	:	PUHIA Claude
Trésorier	:	TAURUA Marck
Trésorier adjoint	:	HAANO Antonio

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES**  
**DE L'ECOLE MATERNELLE DE ANAU**  
**OU APEL DE L'ECOLE DE ANAU, B.B.**  
**TE RIMA O FAETA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 septembre 1998)

Présidente	:	TAPI Mariette
Vice-présidente	:	AIHO Angéline
Secrétaire	:	OPUU Heimana
Secrétaire adjointe	:	TEIHOTAATA Evelyne
Trésorière	:	TEMANUANUA Erika
Trésorière adjointe	:	TIATIA Merita
Commissaire aux comptes	:	AIHO Miladys

**ASSOCIATION JEUNESSE PATIO**

RECTIFICATIF à l'Association Jeunesse Patio paru au J.O.P.F. n° 3 du 21 janvier 1999, page 153.

*Au lieu de :*

Présidents d'honneur	:	MOUPHAS Robert
	:	HONG MOUI Edelio
Président	:	TEUIRA Terii

*Lire :*

Présidents d'honneur	:	MOUPHAS Robert
	:	TEUIRA Terii
Président	:	HONG MOUI Edelio

Le reste sans changement.

**ASSOCIATION TE MATAHIAPO NUI NO TUBUAI**  
(Révisé n° 53-99 DRCL du 20 janvier 1999)**Extraits de statuts**

Il a été fondé le 22 octobre 1998, entre les personnes physiques et morales ayant adhéré aux statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : ASSOCIATION TE MATAHIAPO NUI NO TUBUAI.

L'association a pour but :

- d'animer une action générale de prévention, de développement social, culturel et de solidarité ;
- d'aider la population à répondre à ses besoins avec sa participation dans une visée d'éducation sociale et de solidarité ;
- de responsabiliser les familles en valorisant le 3e âge, la jeunesse (intergénération) en assurant les moyens pédagogiques, éducatifs et techniques nécessaires au bon fonctionnement de l'association.

Son siège social est fixé à la mairie de Mataura et pourra être transféré en tout lieu par simple décision du bureau.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: VIRIAMU Wilfrid TAHIATA Dupin TEINAURI Ernest
Président	: TEHETIA Arthur
Vice-président	: TEMAROHIRANI Titahaiti
Secrétaire	: TEINAURI Léonie
Secrétaire adjointe	: RATIA Teupoometuaore
Trésorier	: ROOMATAAROA Jacques
Trésorier adjoint	: KATUPA François

#### ASSOCIATION A TAUTURU IANA BORA BORA

(Récepissé n° 52-99 DRCL du 20 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

L'association A TAUTURU IANA BORA BORA, fondée le 16 janvier 1999 à Nunue, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de venir en aide, d'améliorer le bien-être du malade et de son entourage familial, sans restriction du domaine d'intervention à toutes personnes en position d'évacuées sanitaires.

Elle a son siège social à Nunue, Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEENA René
Vice-présidents	: TEIHO Ahmerita TEAHURAI Malone TEFAAORA Denise
Secrétaire	: TAVI Pierrette
Secrétaires adjoints	: TEHAAMANA Taniera TINORUA Jacqueline
Trésorière	: TIATIA Jeanine
Trésoriers adjoints	: TEENA Mario HAATI Tinitehare TAMA Mere

#### ASSOCIATION TE ITE O TE FENUA

(Récepissé n° 71-99 DRCL du 22 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

Il a été fondé le 9 décembre 1998, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 ayant pour titre : ASSOCIATION TE ITE O TE FENUA.

Cette association a pour but de :

- promouvoir la géographie et l'histoire de la Polynésie française ;
- faciliter les études dans ces disciplines ;
- développer les échanges avec les étudiants étrangers de ces disciplines ;
- favoriser les publications ;
- favoriser toute autre activité se rapportant à la géographie et à l'histoire.

Le siège social est fixé au Centre universitaire de Polynésie française, B.P. 6570 Faa'a-aéroport. Il pourra être transféré par simple décision du bureau sous réserve de ratification par l'assemblée générale.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DENIS Christophe
Vice-présidente	: GRUAT Emilie
Secrétaire	: QUIQUET Emmanuelle-Marie
Secrétaire adjoint	: BLUET Nicolas
Trésorière	: PARES Charlotte

#### ASSOCIATION FAMILLES TERIIHAUINO

(Récepissé n° 12-99 DRCL du 8 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

Il est constitué entre les familles Teriihauno de Toahotu, une association dénommée ASSOCIATION FAMILLES TERIIHAUINO.

Fondée le 8 novembre 1998, elle a pour objet de représenter et défendre auprès de toutes autorités et organismes, tous les intérêts matériels et moraux des familles, notamment en ce qui concerne :

- les affaires de terres ;
- la défense des droits des membres de l'association ;
- la lutte contre l'oisiveté et la délinquance juvénile, etc. ;
- l'aide aux membres de l'association qui sont dans le besoin (travail, maladie, décès, etc.).

Elle a son siège social à la Mission, au domicile du président.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FULLER Fulbert
Vice-présidente	: AKA Mareva
Secrétaire	: TAU Alice
Secrétaire adjointe	: HAAPATEIHOTAATA Rosa
Trésorière	: PORUTU Teremoana
Trésorière adjointe	: ARIIOEHAU Rava
Commissaire aux comptes	: HAAPATEIHOTAATA Jean-Luc

#### ASSOCIATION AGRICOLE HAUPITIMANU

(Récepissé n° 1815-98 DRCL du 21 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

Il a été fondé le 1er décembre 1998, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents. Sa dénomination est HAUPITIMANU.

Cette association a pour objet :

- la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres, à développer leurs activités, à resserrer les liens de fraternité entre les membres et à faciliter le regroupement, la production et la vente de leurs produits ;
- l'insertion professionnelle des jeunes.



Le siège social est fixé à Opoa, Raiatea, B.P. 852 Uturoa. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

La durée de l'association est illimitée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: EBB Mahine
Vice-président	: TINIRAU Frédéric
Secrétaire	: GOMPH Désirée
Secrétaire adjointe	: MAO Wallyne
Trésorier	: PUNAA Alexis
Trésorier adjoint	: NATUA Rémina

#### ASSOCIATION LE 6e SENS

(Révisé n° 35-99 DRCL du 15 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

Il a été fondé le 16 décembre 1998, entre les soussignés et toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association dénommée LE 6e SENS.

La présente association a pour objet :

- de donner la possibilité aux mal-voyants et aux non-voyants de se regrouper afin de mieux défendre leurs droits à l'éducation, à l'instruction, à la formation professionnelle, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- de donner aux mal-voyants et aux non-voyants un cadre de rencontres et de solidarité mutuelle ;
- de rechercher avec les autorités et les groupements caritatifs les moyens matériels et moraux d'insertion de ses membres dans la vie active ;
- de proposer à ces mêmes autorités et groupements les desiderata de ses membres pour la formation et les stages spécialisés dont ils pourraient avoir besoin pour leur insertion, avec l'aide de tous les moyens mécaniques, informatiques et éducatifs existant ;
- d'assurer une représentation de l'association au sein des institutions du territoire ;
- d'organiser des manifestations publiques de tous ordres aux fins d'obtenir des fonds destinés à l'amélioration des conditions de vie matérielle et morale de tous les mal-voyants et non-voyants.

Le siège social de l'association est fixé au CEDOP, route du Belvédère, Hamuta, Pirae. Il peut être transféré ailleurs en Polynésie française, sur décision de son conseil d'administration.

La durée de l'association est indéterminée à compter de sa déclaration.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MARTIN Roland
Vice-président	: TETIHIA Diégo
Secrétaire	: ITCHNER Auguste
Secrétaire adjointe	: DUCHEMIN Jasmine
Trésorière	: KAMIA Henriette
Trésorier adjoint	: PAMBRUN Pure

#### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE SOUTH SEA SCHOOL

(Révisé n° 44-99 DRCL du 19 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE SOUTH SEA SCHOOL.

Cette association a pour but d'établir un lien entre les enseignants, le directeur et les parents, de recenser les requêtes des parents dans le but d'améliorer le bien-être et l'enseignement des enfants scolarisés dans l'établissement SOUTH SEA SCHOOL.

Son siège social est fixé au domicile de M. et Mme Barbet, P.K. 8,2, côté montagne, lotissement Nina Paeta, Punaauia.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BARBET Christine
Vice-présidente	: RAULY Dorothée
Secrétaire	: MELEC Marguerite
Trésorière	: LE MEUR Lise

#### ASSOCIATION VAI HONU

(Révisé n° 19-99 DRCL du 11 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

L'association VAI HONU, fondée le 21 décembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- l'insertion et la formation professionnelle ;
- d'aider, d'accompagner la femme confrontée aux difficultés d'ordre familial, professionnel et social ;
- de chercher à améliorer l'environnement.

Elle a son siège social à Tevaitoa, Tumaraa.

Sa durée est limitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TEMAHAHE Temaiarii
Présidente	: MAMA Pitate
Vice-présidente	: BROTHERS Maryse
Secrétaire	: TREMOULET Mercana
Secrétaire adjointe	: RAAPOTO Hutia
Trésorière	: TEIHOTAATA Tautu
Trésorière adjointe	: MAHAA Rachel

#### ASSOCIATION DES OFFICIERS ET OFFICIERS MARINIERS DES ILES SOUS-LE-VENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

(Révisé n° 20-99 DRCL du 11 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

Il a été formé le 3 décembre 1998 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une Amicale des officiers et officiers marinières des îles Sous-le-Vent de la Polynésie française.

Cette association a notamment pour but de conserver pour le bien du pays et au profit de ses membres le lien de bonne camaraderie créé au sein de la Marine nationale française en groupant les marins qui ont pris part et de servir par tous les moyens en leur pouvoir, les intérêts moraux, sociaux et matériels de la Nation par l'intermédiaire de la Marine nationale française.

Son œuvre d'union sacrée est essentiellement patriotique et morale dans le sentiment de respect, d'ordre et de discipline.

Le siège social est fixé à Raiatea aux îles Sous-le-Vent.

L'association est constituée pour une durée illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: OHREL Claude
Secrétaire	: KERVELLA Rémy
Trésorier	: ELOY Christian
Attaché de presse permanent	: MILLECAM Christian

#### ASSOCIATION TAMARII MATAIREA NO FAREATAI

(Révisé n° 1804-98 DRCL du 18 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

L'association TAMARII MATAIREA NO FAREATAI, fondée le 23 septembre 1998, est régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et par le présent statut.

Elle a pour objet d'aider les jeunes gens de Fareatai à développer leurs activités professionnelles dans le secteur de la pêche, de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel.

Son siège social est fixé à Fareatai, commune de Taputapuata, île de Raiatea.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIKIKAINÉ Boniface
Vice-présidente	: MARERE Jeannette
Secrétaire	: TEIKIKAINÉ Tahiarai
Secrétaire adjointe	: HURIA Josiane
Trésorier	: HURIA Frédéric
Trésorier adjoint	: TEIKIKAINÉ Dominique

#### FEDERATION DES JEUNES DE MAHINA

(Révisé n° 54-99 DRCL du 20 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

La FEDERATION DES JEUNES DE MAHINA, fondée le 26 décembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but :

- de fédérer les différentes associations (jeunesses, sportives, artisanales, culturelles, etc.) de la commune de Mahina et de leur attribuer des moyens d'actions et d'interventions ;
- association des jeunes Painavinité ;
- association des jeunes de Orofara ;
- association des jeunes Farehiti ;

- association jeunesse Atima Nui ;
- association Mahina Va'a Club ;
- association Tahara'a Mahana Va'a ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aide à l'insertion sociale, professionnelle, économique et culturelle de la jeunesse ;
- de proposer et d'organiser des manifestations de toute nature et notamment des programmes socio-éducatifs et de protection de l'environnement ;
- de promouvoir toute expression musicale polynésienne, sur le plan local et international ;
- de participer à la promotion touristique du territoire ;
- d'organiser des soirées et journées musicales au profit de ses membres ;
- de développer les relations amicales, culturelles entre les jeunes.

De manière générale, d'instruire et de suivre tout dossier relatif à la jeunesse de la commune.

Elle a son siège social chez le président.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAMA Jessie
Vice-présidents	: SALVANAYAGAM Gérard TEROOATEA Eva
Secrétaire	: HAAPII Anna
Secrétaire adjoint	: PUHIA Claude
Trésorier	: TAURUA Marc
Trésorier adjoint	: HAANO Antonio

#### ASSOCIATION SPORTIVE FARATEA HOE

(Révisé n° 61-99 DRCL du 21 janvier 1999)

##### Extraits de statuts

L'association FARATEA HOE, fondée le 15 décembre 1998, a pour objet :

- la participation de deux équipes, au minimum, de rameurs hommes et femmes aux compétitions officielles de la Fédération tahitienne de pirogue ;
- la création d'une école de rame à la presqu'île ;
- ainsi que l'organisation d'activités pouvant contribuer au financement de l'association ;
- ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Elle a son siège social à Faaone, P.K. 52,500, côté montagne. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction de l'association, la ratification par la plus proche assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: LUCAS Horoi
Président	: METUA Arthur
Vice-présidente	: SCHWARZ Hortense
Secrétaire	: LUCAS Monia
Secrétaire adjointe	: DOOM Mareva
Trésorière	: DUFOUR Anaïs
Trésorière adjointe	: LUCAS Rose
Assesseurs	: BRODIEN Toia HAMBLIN Teiva LUCAS Marianne

**ASSOCIATION SPORTIVE FAURAHU NUI PIROGUIERS***(Réécipissé n° 51-99 DRCL du 20 janvier 1999)***Extraits de statuts**

L'association sportive FAURAHU NUI PIROGUIERS, fondée le 14 décembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 ainsi que par la délibération n° 88-53 AT du 2 juin 1988.

Elle a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique des sports nautiques tels que le Va'a et le Kayak ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Elle a son siège social à Mataiea, P.K. 45,300, côté montagne, chez Tetuira Ella, B.P. 15247 Mataiea. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidents d'honneur	: DOOM Victor
	: TETUAITEROI Lucien
Président	: TINORUA Benjamin
Vice-président	: ARIIOEHAU Georges, Oudy
Secrétaire	: TETUIRA Ella
Secrétaire adjoint	: FLORES Joseph
Trésorière	: TAUHIRO Julie
Trésorier adjoint	: ATEO Endroll

**LOTO NATIONAL****AVIS RELATIF AU 2<sup>e</sup> TIRAGE DU LOTO N° 8  
DU MERCREDI 27 JANVIER 1999**

En application de l'article 12.4 du loto, les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors du deuxième tirage du loto n° 6 du mercredi 20 janvier 1999 sont affectées en partie, à hauteur d'un montant de 254.688.095 F CFP brut du prélèvement légal, aux gains de premier rang du deuxième tirage du loto n° 8 du mercredi 27 janvier 1999 ; le solde sera affecté aux gains de premier rang d'un deuxième tirage ultérieur du mercredi ou du samedi du loto qui sera porté à la connaissance du public par avis publié au *Journal officiel*.

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 8 du mercredi 27 janvier 1999, un gain total de 545.760.205 F CFP net du prélèvement légal. Le complément éventuellement nécessaire à cet effet sera

prélevé par tranches de 1.819.212 F CFP sur le fonds de réserve en application de l'article 13 du règlement du loto.

Dans l'hypothèse où aucun joueur de ce tirage n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

*Le président-directeur général  
de La Française des Jeux,*  
Bertrand de GALLE.

*Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,*  
Roland de VILLEPIN.

**AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX  
DENOMME SUPER LOTO****Article 1er**

1.1. Le prochain tirage du jeu dénommé Super Loto, effectué en application du règlement du jeu fait le 8 janvier 1997, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française du 6 février 1997, modifié le 10 mars 1997, le 9 février 1998 et le 12 octobre 1998, avec publication des modifications au *Journal officiel* de la Polynésie française en mars 1997, en février 1998 et en octobre 1998 aura lieu le dimanche 14 février 1999.

1.2. Les prises de jeux commenceront le lundi 1er février 1999 et se termineront le dimanche 14 février 1999 à 13 heures (heure métropolitaine), heure de clôture des prises de jeux du Super Loto fixée par La Française des Jeux.

1.3. Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang de ce tirage un gain total minimum de un milliard huit cent dix-neuf millions deux cent mille six cent quatre-vingt-trois francs CFP (1.819.200.683 F CFP) net du prélèvement légal.

1.4. Les compléments qui seraient nécessaires à cet effet seront prélevés, par tranches de un million huit cent dix-neuf mille deux cents francs CFP (1.819.200 F CFP), sur le fonds de réserve du loto, en application des articles 9.3 et 10.7 du règlement du Super Loto.

**Article 2**

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 janvier 1999.

*Le président-directeur général  
de La Française des Jeux,*  
Bertrand de GALLE.

*Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,*  
Roland de VILLEPIN.

**LOTO NATIONAL N° 6**

Premier tirage du mercredi 20 janvier 1999 :

**3 7 13 22 25 45**

Numéro complémentaire : 29

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	62.013.680
5 bons numéros et numéro complémentaire....	20	648.092
5 bons numéros.....	1.161	38.749
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.954	2.400
4 bons numéros.....	45.352	1.200
3 bons numéros et numéro complémentaire....	41.260	326
3 bons numéros.....	621.086	163

Deuxième tirage du mercredi 20 janvier 1999 :

**3 4 7 34 36 46**

Numéro complémentaire : 2

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.434.717
5 bons numéros.....	280	157.270
4 bons numéros et numéro complémentaire....	689	6.294
4 bons numéros.....	17.447	3.147
3 bons numéros et numéro complémentaire....	25.671	544
3 bons numéros.....	377.041	272

**LOTO NATIONAL N° 7**

Premier tirage du samedi 23 janvier 1999 :

**1 3 9 14 30 49**

Numéro complémentaire : 15

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	44.129.327
5 bons numéros et numéro complémentaire....	24	574.869
5 bons numéros.....	801	59.760
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.787	3.128
4 bons numéros.....	36.765	1.564
3 bons numéros et numéro complémentaire....	42.537	400
3 bons numéros.....	554.778	200

Deuxième tirage du samedi 23 janvier 1999 :

**1 4 18 28 29 35**

Numéro complémentaire : 8

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	282.225.163
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.525.587
5 bons numéros.....	346	135.985
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.307	5.674
4 bons numéros.....	19.589	2.837
3 bons numéros et numéro complémentaire....	36.760	544
3 bons numéros.....	379.803	272